



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NOVEMBRE 2017

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	06
Séance du jeudi et vendredi 12 et 13 octobre 2017	07
Séance du mardi 14 novembre 2017	20
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	568

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 12 ET 13 OCTOBRE 2017

N° 17-365-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «SAS HABITATION PECOUL - MODERNISATION DES MATÉRIELS ET INSTALLATION DE LA SAS HABITATION PECOUL EN 2015-2016- RMAR040116DA0970013»
07

N° 17-371-1 - PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE EN COFINANCEMENT À «SOCIÉTÉ NOUVELLE PRONOVA- COMPENSATION DE SURCÔÛT DE FRET LIÉS À L'ULTRA-PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2014/2015 MQ0002700 »
17

SEANCE DU MARDI 14 NOVEMBRE 2017

N° 17-393-1 – PORTANT FIXATION DU PRIX DE VENTE DU CAHIER DU PATRIMOINE INTITULÉ « AUX SOURCES DE LA MUSIQUE TRADITIONNELLE »
20

N° 17-394-1 – PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION N°14-515-1 DU 25 MARS 2014 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR L'ACQUISITION DE MATÉRIEL DE MUSIQUE ET LA RÉALISATION D'UNE MÉTHODE D'ENSEIGNEMENT
22

N° 17-395-1 – PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES COLLÈGES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT EXERCICE 2018
24

N° 17-395-2 – PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES LYCÉES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT EXERCICE 2018
28

N° 17-396-1 – PORTANT GESTION DU FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT (FCSH)
32

N° 17-397-1 – PORTANT APPROBATION DU PROJET D'EXTENSION DU PÉRIMÈTRE IRRIGUÉ DU SUD-EST (PISE) SUR LA COMMUNE DE SAINTE-ANNE AU QUARTIER CREVE-CŒUR
35

N° 17-398-1 – PORTANT PRÉSENTATION OU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 13 SEPTEMBRE AU 16 OCTOBRE 2017
37

N° 17-399-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ADAPTATION DU DROIT FRANÇAIS AU RÈGLEMENT (UE) N° 2015/848 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL DU 20 MAI 2015 RELATIF AUX PROCÉDURES D'INSOLVABILITÉ
39

N° 17-400-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION DU RÉGIME ÉLECTORAL DES ORDRES DES PROFESSIONS DE SANTÉ
41

N° 17-401-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX ÉLECTIONS AUX CONSEILS DE L'ORDRE DES PHARMACIENS
43

N° 17-402-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT MODIFICATION DES ANNEXES DU DÉCRET N° 2015-723 DU 24 JUIN 2015 RELATIF À LA DÉLIVRANCE DES TITRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AUX CONDITIONS D'EXERCICE DE FONCTIONS À BORD DES NAVIRES ARMÉS AU COMMERCE, À LA PLAISANCE, À LA PÊCHE ET AUX CULTURES MARINE
45

N° 17-403-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ENTREPRISE LUXURIUM SASU CONSTRUCTION POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ
47

N° 17-404-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 5 SEPTEMBRE AU 18 OCTOBRE 2017
56

N° 17-405-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CITOYENNE POUR L'INSERTION SOLIDAIRE ET ÉCONOMIQUE (ACISE) SAMU SOCIAL
58

N° 17-406-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL» CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARTINIQUE SSVP CD 972
66

N° 17-407-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LAÏQUE POUR L'ÉDUCATION, LA FORMATION, LA PRÉVENTION ET L'AUTONOMIE (L'ALEFPA) MARTINIQUE
77

N° 17-408-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDES AUX VICTIMES ET DE MÉDIATION PÉNALE DE MARTINIQUE (ADAVIM)
88

N° 17-409-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «LE SOUVENIR FRANÇAIS» -DÉLÉGATION GÉNÉRALE DE MARTINIQUE POUR L'ENTRETIEN DU MAUSOLÉE DES ANCIENS COMBATTANTS DU CIMETIÈRE DE LA LEVÉE DE FORT-DE-FRANCE
98

N° 17-410-1 – PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'ADHÉSION AUX MISSIONS D'INSPECTION ET DE CONSEIL EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
109

N° 17-413-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION «MOUVEMENT D'ACTIONS POUR DE NOUVELLES INITIATIVES BASÉES SUR L'ANIMATION» (MANIBA)
117

N° 17-414-1 – PORTANT CADRE DE RECUEIL, DE TRAITEMENT ET D'ÉVALUATION DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES
127

N° 17-415-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE- UDAF 972, DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2017
132

N° 17-416-1 – PORTANT CRÉATION D'UN POSTE POUR NOMINATION LAURÉAT DE CONCOURS
142

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2017

N° 17-417-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 550 274,00 € POUR LA CONSTRUCTION DE 18 LOGEMENTS (9LLS ET 9 LLTS) AU LIEU-DIT « MORNE DES ESSES À SAINT-MARIE

144

N° 17-418-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM (SMHLM) À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 505 547,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX (10 LLTS ET 20 LLS) AU LIEU-DIT « MANZO » AU FRANÇOIS

171

N° 17-419-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 40% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 672 787,00 € DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA DE 18 LOGEMENTS SOCIAUX PLS AU LIEU-DIT « RAVINE-VILAINE » À FORT-DE-FRANCE

197

N° 17-420-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT COMPLÉMENTAIRE D'UN MONTANT DE 239 528,00 € DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX (45 LLS ET 16 LLTS) AU LIEU-DIT « BOIS-NEUF » AU ROBERT

225

N° 17-421-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ CARAÏBES LOGEMENTS À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 987 472,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION D'UN PROGRAMME IMMOBILIER EN VEFA DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX AU LIEU-DIT « RÉSIDENCE LE MORNE VERT » AU LIEU-DIT MORNE-VERT À DUCOS

255

N° 17-422-1 – PORTANT PROROGATION DE LA GARANTIE ACCORDÉE À L'UNION REGIONALE DES ASSOCIATIONS OU SECTEUR SOCIAL DE LA MARTINIQUE (URASSIMMO) À HAUTEUR DE 100% D'UN EMPRUNT DE 2 880 000 € DESTINÉ À L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE SIS ZONE ARTISANALE DE DILLON STADE À FORT DE FRANCE

262

N° 17-423-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE N°CG/54-14 DU 19 JUIN 2014 ACCORDANT LA GARANTIE DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT DE TOTAL DE 493 862,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX (LLTS) RUE HOMÈRE CLÉMENT- BOURG AU FRANÇOIS ET NOUVELLE GARANTIE SOLlicitÉE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 493 862,00 €

264

N° 17-424-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N°17-114-1 DU 6 AVRIL 2017 ACCORDANT LA GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT DE TOTAL DE 598 619,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX DONT 7 LLS ET 2 LLTS RUE LAGROSILLIÈRE AU FRANÇOIS ET NOUVELLE GARANTIE À HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 598 619,00 €

292

N° 17-425-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA REGIE DES EAUX ODYSSEY SYNERGIE MQ0004008 «CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT PERMETTANT D'ASSURER LE TRANSFERT DES EFFLUENTS DE LA STATION D'ÉPURATION D'ACAJOU VERS LA STATION D'ÉPURATION DE GAIGNERON »

321

N° 17-426-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SEMSAMAR- EHPAD » «HABITATION FANTAISIE» SAINT-JOSEPH- N° MQ0002806»

324

N° 17-427-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA SOCIÉTÉ MARTINIQUE NUTRITION ANIMALE (MNA) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0002755 «PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'OUTIL DE PRODUCTION ET DES SURFACES COMMERCIALES DE LA SOCIÉTÉ MNA»

327

N° 17-428-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU PO 2014-2020 «COMMUNE DE SAINT-PIERRE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE- PHASE 2 (RESTAURATION DU FAUX TRANSEPT COMPRENANT LE VAISSEAU PRINCIPAL) - N° SYNERGIE MQ0004347»

330

N° 17-429-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A BELLONIE BOURDILLON ET SUCCESSIONS - TRAVAUX DE DÉCROCHAGE, D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE DE L'EXPLOITATION 2015 BBS SUR 25.09HA- RMAR040116DA0970095 »

333

N° 17-430-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À «SARL RIVIÈRE LÉZARDE MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS FAISANT SUITE AU DOSSIER PLANTATION 2014 2ÈME DOSSIER DU PROJET GLOBAL 2014- RMAR040116DA0970004»

336

N° 17-431-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «SAS CAFÉIÈRE- RÉALISATION DE TRACES, TRAVAUX DE DRAINAGE, MODERNISATION DU SYSTÈME D'IRRIGATION 2014- RMAR040116DA0970086»

339

N° 17-432-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES «TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR» (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION «SÉCURISATION DES HABITATIONS DU QUARTIER VIEUX-LYCÉE»

342

N° 17-433-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES «TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR» (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION «ETUDES PRÉ-OPÉRATIONNELLES OPAH ET RHI»

344

N° 17-434-1 – PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES «TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR» (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION «RÉFECTION DU MUR TRACE JECTOIRE »

346

N° 17-435-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À «BAURAS DARIO - CRÉATION D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE POLYCLTURE ET ARBORICULTURE FRUITIÈRE (2016)- RMAR040116DA0970272»

348

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS NOVEMBRE – 2017

N° 17-436-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L' «EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP)- ACQUISITION DE MATÉRIELS AGRICOLES POUR L'AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION 2014 (2ÈME PARTIE) - RMAR040116DA0970158» 350

N° 17-437-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L'«ASSOCIATION SOLIDARITÉS LAMENTINOISES - LES MARAÎCHERS SOLIDAIRES DE PROXIMITÉ - N° MDFSE: 201702475» 353

N° 17-438-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA «COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE- ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER 2016-2018 - RÉMUNÉRATIONS ET LOYERS- N° SYNERGIE MQ0014536 356

N° 17-439-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA «COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE- ASSISTANCE TECHNIQUE FSE 2016 À 2018 - RÉMUNÉRATIONS ET LOYERS – N° SYNERGIE : MQ0014543» 358

N° 17-441-1 – PORTANT MANDAT AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR SIGNER LES CONVENTIONS DE MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES ITI URBAINS AVEC LES TROIS TERRITOIRES 360

N° 17-442-1 – DÉCISION MODIFICATIVE N°3 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017 384

N° 17-443-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION JET ATTITU'D DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018 503

N° 17-444-1 – PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 5ème ÉDITION DU FORUM QUALITÉ HYGIÈNE SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT (FORUM QHSE 2017) 508

N° 17-445-1 – PORTANT ACQUISITION DE FONCIER AGRICOLE ET ATTRIBUTION DE FONCIER PAR VOIE DE LOCATION AUX AGRICULTEURS 510

N° 17-446-1 – PORTANT RÉGULARISATION DE LA DURÉE DU PARTENARIAT COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) / MADININAIR POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES ÉMANATIONS D'HYDROGENE SULFURÉ ET D'AMMONIAC LIÉS AUX ALGUES SARGASSES EN DÉCOMPOSITION PAR MADININAIR 512

N° 17-447-1 – TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE LA ZONE URBAINE ET D'URBANISATION DIFFUSE DES CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES DE LA MARTINIQUE AUTORISATION DE SIGNATURE 521

N° 17-448-1 – PORTANT VALIDATION DU MÉMOIRE EN RÉPONSE À L'AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE (AE) SUR LE PROJET DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE) DE MARTINIQUE 527

N° 17-449-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS (CRPEM) RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'UNE MACHINE À GLACE SISE SUR LE PORT DE PÊCHE DE CASE-PILOTE 542

N° 17-450-1 – PORTANT CRÉATION D'UN «AMÉNAGEMENT DE PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT)» SUR LE SITE DE PÊCHE DE LA BAIE DES MULETS AU VAUCUN 548

N° 17-451-1 – PORTANT LANCEMENT DE LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE MARTINIQUE (PADDMA) PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 550

N° 17-452-1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE DOTATION D'AMORÇAGE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) À MARTINIQUE TRANSPORT 552

N° 17-453-1 – PORTANT CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AU BUDGET PRIMITIF 2017 DE MARTINIQUE TRANSPORT 554

N° 17-454-1 – PORTANT ATIRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE COMPLÉMENTAIRE À LA SAEM-PSRM DU GALION AU TITRE DE L'ANNÉE 2016 556

N° 17-456-1 – PORTANT RACCORDEMENT EN FIBRE OPTIQUE, COUVERTURE HAUT ET TRÈS HAUT DÉBIT DES SITES PRIORITAIRES ET QUARTIERS EN ZONE RURALE APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT 560

N° 17-457-1 – PORTANT ACQUISITION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LOCAUX ET PLACES DE PARKING APPARTENANT À LA SACMARDIDEL SITUÉS AU CENTRE DELGRÈS À FORT-DE-FRANCE PASSATION D'UNE PROMESSE DE VENTE 562

N° 17-458-1 – APPELS A MANIFESTATION D'INTÉRÊT AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR/COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE TERRITOIRES FRAGILES 564

N° 17-459-1 – MOTION POUR LA RE-ÉTATISATION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) 566

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRÊTÉ N° 18 - ANNULATION ET REMPLACEMENT DE L'ARRÊTÉ N°2017 PAM-15 DU 15 SEPTEMBRE 2017 PORTANT DÉSIGNATION DE DEUX REPRÉSENTANTS SUPPLÉMENTAIRES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET DE D'ÉTABLISSEMENT RURAL (SAFER) DE LA MARTINIQUE 569

ARRÊTÉ N° 19 - PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DU CONSEIL TERRITORIAL DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'AUTONOMIE (CTCA) POUR LE 2ÈME COLLÈGE (REPRÉSENTANTS LES INSTITUTIONS) DE CHACUNE DES FORMATIONS SPÉCIALISÉES PERSONNES ÂGÉES ET PERSONNES HANDICAPÉES 571



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171012-17-365-1-DE
Date de télétransmission : 22/12/2017
Date de réception préfecture : 22/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-365-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À : «SAS HABITATION PECOUL – MODERNISATION DES MATÉRIELS ET INSTALLATION DE LA SAS HABITATION PECOUL EN 2015-2016 – RMAR040116DA0970013»

L'An deux mille dix-sept, le douze octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (procuration à Jean-Philippe NILOR), Joachim BOUQUETY (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Félix CATHERINE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Lucien RANGON (procuration à Nadia LIMIER), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), David ZOBDA (pouvoir donné à Catherine CONCONNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020,

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;

Vu la demande de la « SAS HABITATION PECOUL » enregistrée le 30 octobre 2015 ;

Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 11 septembre 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 2 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 3 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 6 octobre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent onze mille trois cent vingt-deux euros trente-sept centimes (111 322,37 €), soit 60,99 % du coût total prévisionnel éligible de 182 500,00 €, est attribuée à la « SAS HABITATION PECOUL – Modernisation des matériels et installation de la SAS Habitation PECOUL en 2015-2016 – RMAR040116DA0970013 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de développement rural de la Martinique 2014-2020 FEADER 2014-2020.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 12 et 13 octobre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°17-365-1



Collectivité
Territoriale
de Martinique



CONVENTION N°NUMOSIRIS

RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE DU FONDS EUROPEEN AGRICOLE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL (FEADER) ET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET (MAAF)

AU TITRE DE LA MESURE CODEMESURE, SOUS MESURE CODESOUSMESURE -
INTITULECODESOUSMESURE

TYPE D'OPERATION TYPEOPERATION DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL REGIONAL DE
MARTINIQUE 2014-2020

N° de dossier OSIRIS : NUMOSIRIS

Nom du bénéficiaire : NOMBENEFICIAIRE

Libellé de l'opération : LIBELLEOPERATION

VU :

- le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;
- le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;
- le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune, et abrogeant les règlements (CEE) n°352/78, (CE) n°165/94, (CE) n°2799/98, (CE) n°814/2000, (CE) n°1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil ;
- le règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;
- le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires ;
- le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) ;
- le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité ;

- le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- le règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la Commission du 6 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives aux contrôles, les garanties et la transparence ;
- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- la loi n°2011- 884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique,
- la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment son article 78 ;
- la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt ;
- la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3;
- le code de l'environnement, notamment son article L.414-2 ;
- le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 313-1, L. 313-2 et R. 313-13 et suivants relatifs à l'Agence de services et de paiement ;
- le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié ;
- le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;
- le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- le décret n° 2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- le décret n° 2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
- le décret n° 2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en oeuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020
- le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissements européens pour la période 2014-2020 ;
- l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
- le cadre national approuvé par la Commission européenne le 30 juin 2015 ;
- la décision d'approbation du Programme de Développement Rural de la Martinique en date du 17/11/2015 par la Commission européenne
- la délibération du Conseil régional du 17/07/2014 demandant l'autorité de gestion du Feader pour la période 2014-2020,
- la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique.
- la convention de délégation de tâches de l'Autorité de Gestion à la DAAF du 20 mai 2015

- l'arrêté du Président du Conseil Exécutif du 30 juin 2016 portant désignation des personnels de la Direction de l'alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt ayant délégation de signature,
- l'avis de l'Instance Technique Partenariale en date du DATECPS+
- L'arrêté délibéré/ délibération n° en date du
- l'engagement comptable n° ENGAGEMENTCOMPTABLE en date du DATEENGAGEMENTCOMPTABLE

ET VU :

La demande d'aide en date du DATESIGNATUREFORMULAIRE déposée auprès du guichet unique le DATEDEPOTDEMANDEAIDE par NOMBENEFICIAIRE ;

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, Hôtel de Région - Rue Gaston Defferre - C.S. 50601- 97200 FORT-DE-FRANCE Cedex, représenté par le Président du Conseil Exécutif,

Et

Le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, représenté par le Préfet de la Martinique

d'une part,

et

NOMBENEFICIAIRE

ADRESSE1

ADRESSE2

CP VILLE

Si le bénéficiaire est une personne morale préciser le nom du signataire et apposer le cachet de l'entreprise

ci-après désigné « bénéficiaire »

d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

Au titre de la mesure CODESOUSMESURE, INTITULECODESOUSMESURE du Programme de développement rural de la Martinique, le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre l'opération LIBELLEOPERATION décrite dans la demande d'aide susvisée selon les conditions définies dans les articles suivants de la présente convention.

ARTICLE 2 : CALENDRIER DE REALISATION DE L'OPERATION

La période de réalisation de l'opération s'étend sur DUREEREALISATIONMESURE mois. Toutefois, la réalisation effective de l'opération devra se conformer aux points suivants :

a) Commencement d'exécution de l'opération :

Le bénéficiaire peut commencer l'exécution de son opération à partir du DATEDEPOTDEMANDEAIDE. Tout commencement d'opération (y compris le premier acte juridique – par exemple devis signé ou bon de commande ou des arrhes versés - passé entre le demandeur et un prestataire ou fournisseur) avant cette date est susceptible de rendre tout ou partie du projet éligible. Le bénéficiaire est tenu d'informer le service instructeur de la date de commencement de son opération **dans les six mois** à compter de la notification de la convention faute de quoi la présente convention est réputée caduque.

b) Fin d'exécution de l'opération :

L'opération doit obligatoirement être achevée à la date du DATECPS+24MOIS.

La date d'achèvement s'entend comme la date la plus tardive entre celle de l'acquittement de la dernière facture et celle de l'achèvement physique de l'opération.

ARTICLE 3 : NATURE DES DEPENSES ELIGIBLES

SYNTHESE DU MONTANT DU PROJET PAR POSTES

L'annexe 1 de la présente convention présente le détail prévisionnel du montant pour chaque poste de dépense.

ARTICLE 4 : SUBVENTIONS MAXIMALES PREVISIONNELLES ACCORDEES

Par la présente convention, les financeurs vous attribuent les aides maximales prévisionnelles suivantes :

Financeurs	Part nationale	FEADER	Total	% coût total
NOMESN1	MONTANTESN1 €	€	= MONTANTESN1 €	= TAUXESN1 %
NOMESN2	MONTANTESN2 €	€	= MONTANTESN2 €	= TAUXESN2 %
NOMESN3	MONTANTESN3 €	€	= MONTANTESN3 €	= TAUXESN3 %
NOMFINANCEUR1	MONTANTFINANCEUR1 €	MONTANTCOFINANCEUR1 €	TOTALFINANCEUR1 €	= TAUXFINANCEUR1 %
NOMFINANCEUR2	MONTANTFINANCEUR2 €	MONTANTCOFINANCEUR2 €	MONTANTFINANCEUR2 + MONTANTCOFINANCEUR2 €	= TAUXFINANCEUR2 %
NOMFINANCEUR3	MONTANTFINANCEUR3 €	MONTANTCOFINANCEUR3 €	MONTANTFINANCEUR3 + MONTANTCOFINANCEUR3 €	= TAUXFINANCEUR3 %
Total aides publiques	TOTALNATIONAL €	TOTALFEADER €	TOTALAIDEPUBLIQUE €	=TAUXAIDEPUBLIQUE %
Autofinancement			PARTPRIVEE €	= TAUXAUTOFINANCEMENT %
Coût total éligible			COÛTTOTALELIGIBLE €	

Le taux d'aide publique prévisionnel maximum pour le projet, est de TAUXAIDEPUBLIQUE % (somme des aides publiques accordées / coût total éligible prévisionnel retenu).

- Pour les dépenses éligibles au FEADER :

L'aide maximale prévisionnelle du NOMFINANCEUR1 d'un montant de MONTANTFINANCEUR1 € représente 15 % des subventions NOMFINANCEUR1 + FEADER soit TOTALFINANCEUR1 €.

L'aide maximale prévisionnelle du NOMFINANCEUR2 d'un montant de MONTANTFINANCEUR2 € représente 15 % des subventions NOMFINANCEUR2 + FEADER soit TOTALFINANCEUR2 €.

L'aide maximale prévisionnelle du NOMFINANCEUR3 d'un montant de MONTANTFINANCEUR3 € représente 15 % des subventions NOMFINANCEUR3 + FEADER soit TOTALFINANCEUR3 €.

En outre, l'aide maximale prévisionnelle du FEADER (Fonds Européen Agricole de Développement Rural) d'un montant de TOTALFEADER € représente 85 % de la somme des subventions accordées.

ARTICLE 5 : MODIFICATION OU ABANDON DU PROJET

Toute modification (matérielle, financière ou de délai) du projet doit être notifiée et justifiée par le bénéficiaire au service instructeur (DAAF Martinique) et en copie à la Collectivité Territoriale de Martinique avant sa réalisation et au minimum deux mois avant la date d'échéance de la convention.

La DAAF après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la présente convention avant la fin d'exécution de l'opération.

Si le bénéficiaire souhaite abandonner son projet, il doit demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer immédiatement la DAAF Martinique et en copie à la Collectivité Territoriale de Martinique pour permettre la clôture de l'opération.

La DAAF Martinique définira le cas échéant le montant du reversement de l'aide.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Les engagements du bénéficiaire sont décrits dans le formulaire de demande de subvention, signé par le bénéficiaire le DATESIGNATUREFORMULAIRE, qui constitue avec le présent document une pièce contractuelle de la convention.

Le FEADER venant en contrepartie des financements du FINANCEUR1, du FINANCEUR2 et du FINANCEUR3, les engagements imposés au bénéficiaire par les règlements d'intervention de ce(s) financeur(s) doivent être respectés pour bénéficier du FEADER.

Ce dossier a été sélectionné via une grille de sélection annexée à la présente convention.

Le bénéficiaire doit respecter les engagements qui ont conduit à la sélection de son dossier, pendant cinq années à compter du paiement final de l'aide.

Ce dossier a bénéficié des points pour la souscription d'une MAEC dans le cadre de sa sélection. Le signataire de la présente convention se doit de poursuivre son engagement sur cinq années (à compter de la décision juridique MAE), ou s'engage à souscrire une MAEC dès la campagne suivant la signature de cette convention ou l'ouverture du dispositif visé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations en matière de publicité décrites ci-dessous (article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014) :

- en apposant l'emblème de l'Union européenne ainsi que la référence « Union européenne »
- en mentionnant le fonds concerné « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales »

Et ce,

- sur toutes actions d'information et de communication soutenues ;
- le cas échéant, en mentionnant le soutien du FEADER et de l'Union européenne, sur son site web professionnel ;
- en respectant les conditions d'affichage présentées ci-après :

Montant de l'aide publique totale	Conditions de publicité
Pendant la mise en œuvre de l'opération	
Soutien public total < 50 000 €	Autocollant ou 1 affiche A4 ou A3, présentant le projet et le soutien de l'UE. Affichage dans un endroit visible par le public.
Soutien public total > 50 000 €	1 plaque explicative, présentant le projet et le soutien de l'UE. Affichage dans un endroit visible par le public.
Soutien public total > 500 000 €	1 panneau temporaire de dimensions importantes (format minimal A1) pour toute opération de financement d'infrastructures ou de constructions. Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération, 1 plaque ou 1 panneau permanent de dimensions importantes (format minimal A1), en un lieu aisément visible par le public. Cette plaque ou ce panneau indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'UE.

L'affiche, la plaque ou le panneau comprend le logo européen, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique, le logo

de l'Etat, ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque.

L'affichage doit être en place au moins à partir de la date de signature de cette convention.

Lors de la mise en fonctionnement, le bénéficiaire s'engage à respecter les conditions minimales requises dans les domaines de l'hygiène et du bien-être des animaux et de l'environnement.

ARTICLE 7 : RESERVES

Les aides mentionnées à l'article 4 ci-dessus seront versées sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire sur son formulaire de demande d'aide de la version définitive du type d'opération TYPEOPERATION signé le DATESIGNATUREFORMULAIRE, et, de façon plus générale, du respect des engagements mentionnés à l'article 6 ci-dessus,
- du respect du taux d'aides publiques de TAUXAIDEPUBLIQUE %,
- de la réalisation effective de l'opération d'un montant prévisionnel de COUTTOTALEELIGIBLE € de dépenses éligibles retenues au titre du PDR, réparties par postes selon l'article 3. Un glissement de plus ou moins 20 % entre les postes de dépenses éligibles sera accepté sous réserve du respect de l'équilibre global du projet et dans la limite du montant total accordé dans le cadre de la convention. Un poste non réalisé ne pourra toutefois pas être compensé sur un autre poste. Lorsque les dépenses éligibles effectivement réalisées sont inférieures (poste par poste), le montant des subventions (contrepartie nationale et FEADER) est calculé au prorata par le service instructeur.

De plus, au moment de la demande de paiement, les recettes réelles (ressources résultant directement ou devant résulter, au cours de la période d'exécution de l'opération cofinancée, de ventes, de locations, de services, de droits d'inscription ou d'autres ressources équivalentes) seront déduites de l'assiette de calcul de la subvention versée.

Enfin, en cas de non-conformité de l'entreprise au regard des normes minimales requises, signalé par les organismes de contrôle, le versement du solde peut être suspendu, et les acomptes déjà perçus remis en question (Cf. article 9 ci-dessous).

ARTICLE 8 : VERSEMENT

Les versements (acomptes et/ou solde) sont effectués sur justification de la réalisation de l'opération et de la conformité de cette opération avec le contenu de la présente convention.

Le bénéficiaire doit adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique le formulaire de demande de paiement de l'acompte ou du solde ainsi que les pièces justificatives nécessaires. Il s'engage à déposer avant le DATECPS+24 MOIS+2MOIS la demande de paiement du solde.

A l'expiration de ce délai, si la demande de solde n'a pas été déposée, la présente convention devient caduque. Le dossier est alors clos en l'état et les aides déjà versées peuvent faire l'objet d'un remboursement.

Le délai de paiement des sommes dues au titre de la présente décision dépend de la disponibilité des crédits correspondants. Le paiement est effectué en un ou plusieurs versements (au maximum dix acomptes et un solde) sous réserve de la disponibilité des crédits des différents financeurs.

Les subventions accordées par le FEADER et par le FINANCEUR1, le FINANCEUR2, le FINANCEUR3 sont versées simultanément par l'Agence de service et de paiement, représentée par son Agent Comptable.

ARTICLE 9 : REVERSEMENT

En cas de non-respect des obligations ou des engagements du bénéficiaire et notamment en cas de non-exécution partielle ou totale de l'opération ou d'utilisation des fonds non conforme à l'objet, les financeurs / signataires peuvent mettre fin à la présente convention et exiger le reversement total ou partiel des sommes versées.

Le reversement total de la somme perçue, assorti des intérêts au taux légal en vigueur sera requis notamment en cas de :

- Refus des contrôles réglementaires
- Fausse déclaration ou fraude manifeste

Le bénéficiaire encourt des sanctions si le montant des dépenses qu'il présente, lors de sa demande de paiement, aboutit à un montant d'aide excédant de plus de 10% le montant d'aide arrêté par l'autorité administrative après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement.

Le montant de la sanction est égal au montant de l'indu (écart entre le montant demandé par le bénéficiaire et le montant réellement payable).

Le montant versé après application de la sanction est égal au montant d'aide arrêté par l'autorité administrative après vérification de l'éligibilité de la demande de paiement diminué du montant de l'indu.

ARTICLE 10 : LITIGES

Outre les recours gracieux auprès du MAAF pour les actes pour lesquels il dispose d'une délégation et des recours gracieux auprès de la CTM pour les actes dont le MAAF ne dispose pas de délégation, qui peuvent s'exercer dans un délai de 2 mois, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Fort de France, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette convention ou en cas de recours gracieux ou hiérarchique à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente.

Fait à Fort de France, le (date de l'engagement juridique)

Signature du bénéficiaire ou de son représentant:

Cachet :

Mention obligatoire si le bénéficiaire est une personne morale

NOMPrenomREPRESENTANT agissant en qualité de représentant légal de NOMBENEFICIAIRE ayant qualité pour l'engager juridiquement.

Le Préfet de la Martinique
(signature et cachet)

Pour la Collectivité Territoriale de Martinique
Le Président du Conseil Exécutif
(signature et cachet)

date de notification au bénéficiaire :

ANNEXE 1 - DEPENSES PREVISIONNELLES ET PLAN DE FINANCEMENT DE L'OPERATION

ANNEXE 2 - FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171012-17-371-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-371-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE COMPLÉMENTAIRE EN COFINANCEMENT À « SOCIÉTÉ NOUVELLE PRONOVA - COMPENSATION DE SURCÔÛT DE FRET LIÉS À L'ULTRA-PÉRIPHÉRIE POUR LA PÉRIODE 2014/2015 MQ0002700 »

L'An deux mille dix-sept, le douze octobre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Belfort BIROTA (procuration à Jean-Philippe NILOR), Joachim BOUQUETY (procuration à Raphaël MARTINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Eugène LARCHER (procuration à Josiane PINVILLE), Lucie LEBRAVE (procuration à Félix CATHERINE), Charles-André MENCE (procuration à Daniel ROBIN), Marius NARCISSOT (procuration à Francine CARIUS), Justin PAMPHILE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Lucien RANGON (procuration à Nadia LIMIER), Marie-France TOUL (procuration à Claude LISE), David ZOBDA (pouvoir donné à Catherine CONCONNE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SA.39297 (2014/X) Mesures de soutien au transport (Compensation des surcoûts de transport et Aide au transport des déchets dangereux) ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la décision du CPS en date du 30 mars 2016 ;
Vu la demande de la « SOCIETE NOUVELLE PRONOVA » enregistrée le 30 juillet 2015 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 05 septembre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 2 octobre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 3 octobre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique complémentaire en cofinancement d'un montant de quatre mille vingt euros (4 020,00 €) est attribuée à la « SOCIETE NOUVELLE PRONOVA – Compensation des surcoûts de fret liés à l'ultra périphérie pour la période 2014 et 2015 – MQ0002700 », portant l'aide totale du FEDER à 9 395,00 €.

Le coût total éligible de l'opération se monte à vingt-neuf mille cinq cent quarante euros quatre-vingt-dix-huit centimes (29 540,98 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : L'aide correspondante est organisée et imputée selon les modalités suivantes : pour la part FEDER s'élevant à neuf mille trois-cent quatre-vingt quinze euros (9 395,00 €), soit 31,80% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9305 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % en crédit de paiement de 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 12 et 13 octobre 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude Lise is written in black ink over the official seal of the Collectivité Territoriale de Martinique. The seal is circular and features the coat of arms of Martinique in the center, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique'.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-393-1-DE
Date de télétransmission : 16/11/2017
Date de réception préfecture : 16/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-393-1

PORTANT FIXATION DU PRIX DE VENTE DU CAHIER DU PATRIMOINE INTITULÉ « AUX SOURCES DE LA MUSIQUE TRADITIONNELLE »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 10 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est fixé à vingt-sept euros (27 €) l'unité, le prix de vente du Cahier du Patrimoine intitulé « Aux sources de la musique traditionnelle ».

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-394-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-394-1

PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 DE LA DÉLIBÉRATION N°14-515-1 DU 25 MARS 2014 PORTANT OCTROI D'UNE AIDE FINANCIÈRE POUR L'ACQUISITION DE MATÉRIEL DE MUSIQUE ET LA RÉALISATION D'UNE MÉTHODE D'ENSEIGNEMENT

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-515-1 du 25 mars 2014 portant octroi d'une subvention à Monsieur pour l'équipement en matériel de musique et la réalisation d'une méthode d'enseignement ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place de critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;



Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu l'arrêté délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n°16-231-1 du 2 juin 2016 portant modification de décision et d'émission d'un titre de recettes à l'encontre de Monsieur ;
Vu l'arrêté délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n°17-1104-1 du 19 octobre 2017 annulant l'arrêté délibéré n°16-231-1 du 2 juin 2016 portant modification de décision et d'émission d'un titre de recettes à l'encontre de Monsieur ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-515-1 du 25 mars 2014 attribuant une subvention à Monsieur pour l'équipement en matériel de musique et la réalisation d'une méthode d'enseignement est modifié comme suit :

« Une subvention d'un montant de dix-sept mille cinq cents euros (17 500,00 €) est accordée à Monsieur au titre de l'équipement en matériel de musique et pour la réalisation d'une méthode d'enseignement répartie comme suit :

- équipement en matériel de musique : 7 000 €
- réalisation d'une méthode d'enseignement de la guitare : 10 500 € ».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération susmentionnée demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-395-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-395-1

PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES COLLÈGES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 42111 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, Conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 8 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont adoptées pour l'exercice 2018 les orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière de fonctionnement et d'équipement des collèges publics.

ARTICLE 2 : Est adoptée, telle que figurant à l'annexe 1, la répartition d'une somme d'un montant de cinq millions deux cent trente-sept mille cent quarante euros (5 237 140 €) représentant la dotation globale de fonctionnement que la Collectivité Territoriale de Martinique octroie aux collèges publics au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée comme suit :

- 70% en janvier 2018
- 30% en septembre 2018.

ARTICLE 4 : Un crédit de neuf cent douze mille six cent soixante-cinq euros (912 665 €) sera prévu au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 au titre de l'équipement des collèges publics et réparti conformément à l'annexe 2.

Ce crédit sera affecté aux opérations de modernisation et de renouvellement des équipements scolaires, administratifs, sportifs et de restauration scolaire.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative aux dotations en cours d'année scolaire.

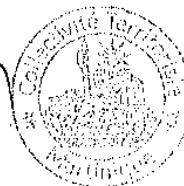
ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





ANNEXE 1 A LA DELIBERATION N° 17-395-1
DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ATTRIBUEES AUX COLLEGES -
EXERCICE 2018

COLLEGES	Dotations 2018
ANSES-D'ARLET - Alexandre Stello	55 322 €
BASSE-POINTE Aimé Césaire	90 087 €
CARBET	82 577 €
DIAMANT	127 219 €
DUCOS Asselin de Beauville	155 066 €
FORT DE FRANCE Cassien Sainte Claire	122 811 €
FORT DE FRANCE Roger Castendet	169 995 €
FORT DE FRANCE Dillon 2	114 621 €
FORT DE FRANCE FA Perrinon	121 802 €
FORT DE FRANCE - F. Donatien - Dillon 1	143 188 €
FORT DE FRANCE Jacqueline Julius	136 151 €
FORT DE FRANCE Julia Nicolas	159 096 €
FORT DE FRANCE Tartenson	135 054 €
FORT DE FRANCE Aimé Césaire	160 704 €
FRANCOIS J & E Adenet	125 126 €
FRANCOIS Trianon	80 286 €
GROS-MORNE Euzhan Palcy	134 486 €
LAMENTIN Edouard Glissant	141 017 €
LAMENTIN Petit Manoir	144 759 €
LAMENTIN Place d'Armes 2	103 593 €
LORRAIN Hubert Néro	84 673 €
MARIGOT Eugène Mona	61 567 €
MARIN Gérard Café	111 222 €
MORNE-ROUGE Ch.Éda Pierre	72 715 €
RIVIERE-SALEE Georges Elisabeth	136 601 €
RIVIERE-PILOTE Jacques Roumain	140 306 €
RIVIERE-PILOTE J. Roumain (EMOB)	20 000 €
ROBERT Paul Symphor	119 973 €
ROBERT Constant Le Ray	255 085 €
ROBERT Robert 3	116 875 €
SAINTE-LUCE	91 172 €
SAINTE-ANNE- Isidore PELAGE	45 349 €
SAINTE-MARIE Joseph Lagrosillière	215 408 €
SAINTE-MARIE Morne des Esses	160 821 €
SAINTE-MARIE Emmanuel Saldès	210 690 €
SAINT-ESPRIT Edmond Lucien Valard	98 468 €
SAINT-JOSEPH Belle Etoile	116 331 €
SAINT-PIERRE Louis Delgrès	102 734 €
SCHOELCHER Vincent Placoly	102 060 €
SCHOELCHER Terreville	85 370 €
TRINITE Beauséjour	123 862 €
TRINITE Rose Saint Just	91 839 €
TROIS-ILETS	106 209 €
VAUCLIN	64 850 €
TOTAL	5 237 140 €



ANNEXE 2 A LA DELIBERATION N° 17-395-1
DOTATIONS D'EQUIPEMENT DES COLLEGES
EXERCICE 2018

COLLEGES	Dotations 2018
Anses-d'Arlets - Alexandre STELLIO	8 550 €
Basse-Pointe- Aimé CESAIRE	26 600 €
Carbet	19 000 €
Diamant	23 750 €
Ducos- Asselin de BEAUVILLE	23 750 €
Fort-de-France Cassien Ste-Claire	19 000 €
Fort-de-France Coridon "R. Castendet"	28 500 €
Fort-de-France F. Donatien	42 750 €
Fort-de-France Dillon II	19 000 €
Fort-de-France Godissard	19 000 €
Fort-de-France Julia Nicolas	14 915 €
Fort-de-France Perrinon	20 900 €
Fort-de-France Tartenson	11 400 €
Fort-de-France TSV Aimé Césaire	11 400 €
François Jeanne et Emile ADENET	28 500 €
François Trianon	8 550 €
Gros-Morne E. Palcy	33 250 €
Lamentin Petit Manoir	22 800 €
Lamentin Place d'Armes E. Glissant	28 500 €
Lamentin Place d'Armes 2	23 750 €
Lorrain Hubert Néro	23 750 €
Marigot « Eugène mona »	23 750 €
Marin Gérard Café	12 350 €
Morne-Rouge C. Eda-Pierre	23 750 €
Rivière-Pilote Jacques Roumain	23 750 €
Rivière-Salée Georges Elisabeth	28 500 €
Robert Paul SYMPHOR	17 100 €
Robert Constant Le Ray	19 000 €
Robert 3-Pontaléry	28 500 €
Sainte-Anne Isidore Pelage	7 600 €
Saint-Esprit L. Valard	23 750 €
Saint-Joseph Belle Etoile	33 250 €
Sainte-Luce	9 500 €
Sainte-Marie Lagrosillière	33 250 €
Sainte-Marie Saldès	23 750 €
Sainte-Marie Morne des Esses	33 250 €
Saint-Pierre Louis Delgrès	6 650 €
Schoelcher Vincent Placol	19 000 €
Schoelcher Terreville	9 500 €
Trinité Beauséjour	28 500 €
Trinité Rose St-Just	9 500 €
Trois-Ilets	23 750 €
Vauclin	17 100 €
Total	912 665 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-395-2-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-395-2

PORTANT ADOPTION DES ORIENTATIONS POUR LES LYCÉES DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'ÉQUIPEMENT EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 42111 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, Conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 8 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Sont adoptées pour l'exercice 2018 les orientations de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière de fonctionnement et d'équipement des lycées publics.

ARTICLE 2 : Est adoptée, tel que figurant dans le tableau en annexe 1, la répartition d'une somme d'un montant de huit millions neuf cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent dix-huit euros (8 995 518 €) représentant la dotation globale de fonctionnement que la Collectivité Territoriale de Martinique octroie aux lycées au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée comme suit :

- 70% en janvier 2018
- 30% en septembre 2018.

ARTICLE 4 : Un crédit de trois millions cinq cent trente-cinq mille euros (3 535 000 €) sera prévu au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2018 au titre de l'équipement des lycées publics et réparti conformément au tableau en annexe 2.

Ces crédits sont affectés aux opérations de modernisation et de renouvellement du matériel pédagogique, informatique, du service général et de la restauration.

ARTICLE 5 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 902 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La dotation est versée comme suit :

- 50 % en 2018,
- Le solde à la réception des factures acquittées du montant de la première fraction versée.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré au sein du Conseil Exécutif toute mesure d'ajustement relative aux dotations en cours d'année scolaire.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 14 et 15 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE N°1
A LA DELIBERATION N°17-395-2
PORTANT REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DES LYCEES
EXERCICE 2018

ÉTABLISSEMENT	MONTANT PROPOSE POUR 2018
LGT ACAJOU 1	233 093 €
LGT BELLEVUE	657 016 €
LGT CENTRE SUD DE DUCOS	279 425 €
EPL DE CROIX-RIVAIL	216 434 €
LGT Joseph GAILLARD	604 281 €
LGT SCHOELCHER	251 288 €
LGT Frantz FANON DE TRINITE	665 744 €
LPO ACAJOU 2	598 983 €
LPO NORD ATLANTIQUE DE SAINTE-MARIE	179 507 €
LPO NORD CARAIBES DE BELLEFONTAINE	553 769 €
LPO LA JETEE DU FRANCOIS	430 562 €
LPO Joseph PERNOCK DU LORRAIN	482 929 €
LPO MONTGERALD DU MARIN	203 307 €
LPO Joseph ZOBEL DE RIVIERE-SALEE	448 028 €
LPO SAINT-JAMES DE SAINT-PIERRE	379 654 €
LP LUMINA SOPHIE (EX BATELIERE)	214 885 €
LP CHATEAUBOEUF	291 248 €
LP André ALIKER DE CLUNY	165 243 €
LP DILLON	147 102 €
LP Raymond NERIS DU MARIN	403 439 €
LP Léopold BISSOL (EX LP PETIT MANOIR)	541 027 €
LP PLACE D'ARMES	139 794 €
LP Dumas JEAN-JOSEPH	276 582 €
LP Frantz FANON DE TRINITE	316 496 €
EPL DU ROBERT	315 682 €
TOTAL	8 995 518 €



ANNEXE 2 A LA DELIBERATION N°17-395-2

DOTATION D'EQUIPEMENT DES LYCEES-EXERCICE 2017/2018

ETABLISSEMENTS	MONTANT VOTE
LGT ACAJOU1	60 000 €
LGT BELLEVUE	180 000 €
LGT CENTRE SUD DE DUCOS	80 000 €
EPL CROIX RIVAIL	95 000 €
LGT JOSEPH GAILLARD	180 000 €
LGT SCHOELCHER	85 000 €
LGT FRANTZ FANON DE TRINITE	200 000 €
LPO ACAJOU2	200 000 €
LPO NORD ATLANTIQUE DE SAINTE MARIE	100 000 €
LPO NORD CARAIBES DE BELLEFONTAINE	150 000 €
LPO LA JETEE DU FRANCOIS	180 000 €
LPO JOSEPH PERNOCK DU LORRAIN	155 000 €
LPO MONTGERALD DU MARIN	100 000 €
LPO JOSEPH ZOBEL DE RIVIERE SALEE	200 000 €
LPO SAINT JAMES DE SAINT PIERRE	70 000 €
LP LUMINA SOPHIE	60 000 €
LP CHATEAUBOEUF	230 000 €
LP ANDRE ALIKER DE CLUNY	60 000 €
LP DILLON	60 000 €
LP RAYMOND NERIS DU MARIN	250 000 €
LP LEOPOLD BISSOL EX PETIT MANOIR	235 000 €
LP PLACE D'ARMES	60 000 €
LP DUMAS JEAN JOSEPH	200 000 €
LP FRANTZ FANON	250 000 €
EPL DU ROBERT	95 000 €
TOTAL	3 535 000 €



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-396-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-396-1

PORTANT GESTION DU FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT (FCSH)

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;

Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation le 8 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est décidé, dans l'attente de la conclusion de l'Assistant à Maître d'Ouvrage (AMO) pour l'harmonisation des tarifs de la restauration scolaire, de maintenir le principe d'utilisation des disponibilités de cinq cent vingt-sept mille deux cent soixante-quinze euros cinquante-huit centimes (527 275,58 €) pour financer d'éventuels déficits du service mais aussi des besoins en équipement.

ARTICLE 2 : Est créée une commission chargée d'examiner les demandes formulées par les établissements locaux d'enseignement et d'émettre un avis sur la répartition des subventions.

Cette commission est composée des membres suivants :

- le Président du Conseil Exécutif ou son représentant,
- le Président de la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur, recherche et innovation ou son représentant,
- le Directeur Général des Services ou son représentant.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour déterminer par arrêté la répartition du fonds commun entre les établissements publics locaux d'enseignement, comme présentée en annexe, après avis de la commission précitée.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-396-1

**Demandes de subventions formulées par les collèges
au titre du FCSH 2017**

Montant disponible au 25.07.2017 - Compte 4532 : 528 000 €					
ETS	Nature de la demande	Devis		Propositions du service	Observations
		Fournisseur	Montant		
DILLON 2	1 Fontaine d'eau réfrigérante	JY SABATIER	4 851,25 €		
F de F/ J. JULIUS	3 Fontaines d'eau réfrigérante en remplacement	ERPEM	7 453,00 €		
GROS MORNE	1 Distributeur de plateaux turboself	C.G.I.E.N.	24 339,87 €		
	1 Vitrine réfrigérée		13 665,10 €		
	1 Elément distributeur (couverts , verres, pain)		1 938,62 €		
	1 Armoire (stockage de la vaisselle)		1 316,62 €		
	1 Chariot plateforme (monte charge)	ERPEM	76,70 €		
	1 Chariot 2 plateaux		283,00 €		
	1 Chariot 3 plateaux		338,00 €		
			41 957,91 €		
MARIGOT	1 Fontaine d'eau réfrigérante	SERDIM DISTRIBUTION	2 200,00 €		
ROBERT 3	Meuble réfrigéré	ERPEM	14 622,00 €		
TROIS ILETS	1 Refroidisseur d'eau	ERPEM	3 666,31 €		
LPO NORD ATLANTIQUE	Reprise et rachat des équipements		152 546,55 €		
LPO SAINT-PIERRE	Aménagements urgents de l'internat		87 000,00 €		
		TOTAL	314 297,02 €	0,00 €	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-397-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-397-1

PORTANT APPROBATION DU PROJET D'EXTENSION DU PÉRIMÈTRE IRRIGUÉ DU SUD-EST (PISE) SUR LA COMMUNE DE SAINTE-ANNE AU QUARTIER CRÈVE-COEUR

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des infrastructures et des réseaux numériques et la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 9 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 10 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le projet d'extension du Périmètre Irrigué du Sud-Est (PISE) sur la commune de Sainte-Anne au quartier Crève-Coeur.

ARTICLE 2 : Est validée la solution technique « sous voirie » consistant à implanter la nouvelle conduite principalement sous la chaussée existante, et dont l'estimation prévisionnelle des travaux s'élève à deux cent soixante six mille euros (266 000 €) TTC.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de la Martinique pour prendre les dispositions nécessaires à la réalisation de l'opération mentionnée à l'article 1, et signer tous les actes ou documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-398-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-398-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE DU 13 SEPTEMBRE AU 16 OCTOBRE 2017

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 10 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte du compte-rendu de l'exercice de la délégation de Monsieur le Président du Conseil Exécutif en matière de marchés publics et d'accords-cadres portant sur la période du 13 septembre au 16 octobre 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-399-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-399-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE PORTANT ADAPTATION DU DROIT FRANÇAIS AU RÈGLEMENT (UE) N° 2015/848 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL DU 20 MAI 2015 RELATIF AUX PROCÉDURES D'INSOLVABILITÉ

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de commerce ;
Vu le rectificatif publié au Journal Officiel du 11 novembre 2017 (NOR : JUSC1723569Z) ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 31 octobre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission des finances, de la programmation budgétaire et de la fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission du développement économique et du tourisme le 9 novembre 2017 ;

Considérant que le projet d'ordonnance soumis pour avis à fait l'objet d'une publication au Journal Officiel de la République Française (JORF) le 3 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré,

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication de l'ordonnance n° 2017-1519 du 2 novembre 2017 portant adaptation du droit français au règlement (UE) n° 2015/848 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relatif aux procédures d'insolvabilité.

Elle émet un avis favorable sur le texte, tout en faisant observer qu'alors que le règlement « Insolvabilité bis » est entré en vigueur le 26 juin 2017, l'ordonnance publiée fait, contrairement au projet d'ordonnance, un renvoi à la prise de décrets d'application ce qui pose concrètement la problématique de la rapide effectivité de la mise en œuvre du dispositif souhaité.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-400-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-400-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT ADAPTATION DU RÉGIME ÉLECTORAL DES ORDRES DES PROFESSIONS DE SANTÉ

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code électoral ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 31 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Considérant que le projet de décret soumis pour avis a été publié au Journal Officiel de la République Française le 30 septembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication du décret n° 2017-1418 du 29 septembre 2017 portant adaptation du régime électoral des ordres des professions de santé.

Elle émet néanmoins un avis favorable sur le texte tout en soulignant, d'une part, que le décret a été publié au Journal Officiel avant l'expiration du délai d'un mois fixé à l'alinéa 2 de l'article L. 7252-2 du code général des collectivités territoriales, et, d'autre part, que ses visas ne comportent pas la mention de la saisine de la Collectivité Territoriale de Martinique du 7 septembre 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-401-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-401-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX ÉLECTIONS AUX CONSEILS DE L'ORDRE DES PHARMACIENS

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 31 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret relatif aux élections aux conseils de l'ordre des pharmaciens.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-402-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-402-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET PORTANT MODIFICATION DES ANNEXES DU DÉCRET N° 2015-723 DU 24 JUIN 2015 RELATIF À LA DÉLIVRANCE DES TITRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AUX CONDITIONS D'EXERCICE DE FONCTIONS À BORD DES NAVIRES ARMÉS AU COMMERCE, À LA PLAISANCE, À LA PÊCHE ET AUX CULTURES MARINES

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 31 octobre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 13 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission formation professionnelle et apprentissage 31 octobre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Il est émis un avis favorable sur le projet de décret portant modification des annexes du décret n° 2015-723 du 24 juin 2015 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines.

L'Assemblée de Martinique note que dans les tableaux III et VIII, il est fait référence aux navires de moins de 9 mètres armés à la petite pêche en 4^{ème} ou 5^{ème} catégorie de navigation sauf pour l'outre-mer où la limite est portée à 12 milles des côtes.

Cet encadrement territorial est d'autant plus limitatif qu'il y a :

- les délimitations maritimes liées à la proximité d'États voisins ;
- les zones de cantonnement où toute forme de pêche est interdite ou réglementée ;
- les exigences en matière de préservation du milieu marin ;
- la problématique liée au chlordécone.

Elle estime qu'il serait opportun d'étendre le champ d'activité des marins-pêcheurs au-delà des 12 milles.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-403-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-403-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ENTREPRISE LUXURIUM SASU CONSTRUCTION POUR LA RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

Vu le régime cadre exempté de notification N°SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aides à finalité régionale et aux zones d'aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement économique et tourisme le 9 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission éducation, jeunesse, enseignement supérieur recherche et innovation le 8 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP – équipement, réseaux numériques le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'entreprise LUXURIUM SISMODOM CONSTRUCTION une subvention d'un montant de cinq mille quarante euros (5 040 €) pour la réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la phase initiale de son projet SISMODOM.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-403-1
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



CONVENTION CTM 17 -

Bénéficiaire : LUXURIUM SISMODOM CONSTRUCTION	
Qualité du signataire : _____ , Gérant	
Intitulé de l'opération : Etude de faisabilité en vue de la phase initiale du projet SISMODOM	
Assiette éligible :	7 200 euros
Montant de l'aide territoriale :	5 040 euros
Imputation budgétaire :	xxx-67-xxx
Ordonnateur de la dépense	Le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale Martinique
Comptable assignataire	Paierie de la Collectivité de Martinique

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), représenté par son Président,
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

d'une part,

ET

Nom ou Raison sociale : **LUXURIUM SISMODOM CONSTRUCTION**

Objet social : Construction de maisons individuelles

Adresse ou siège social : 25, Lot Père Novion
97 228 SAINTE-LUCE

Forme juridique : société par actions simplifiée
unipersonnelle (SASU)

Registre et n° d'immatriculation : 821 223 856 00013 – APE 4120A

Représentée par : le gérant, M.

dûment habilité(e)
désigné(e) dans tout ce qui suit par le mot "**contractant**"

d'autre part.

- VU** le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aides à finalité régionale et aux zones d'aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014- 2020,
- VU** le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 – aides à l'innovation en faveur des PME,
- VU** la demande de financement et le dossier technique présentés par le bénéficiaire en date du 4 janvier 2017 sous le numéro ACR0-2310099 ;
- VU** la délibération n°17-XXX-1 portant octroi d'une subvention à l'entreprise **LUXURIUM SISMODOM CONSTRUCTION** pour la réalisation de son étude de faisabilité ;
- IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ :**

L'innovation est un des facteurs déterminants du maintien de la compétitivité, et donc des objectifs de croissance, d'investissements et d'emploi.

La Collectivité Territoriale de Martinique, chef de file du développement économique, a pour mission de mettre en œuvre les moyens et les structures nécessaires pour le développement des secteurs économiques tels que l'industrie, de l'artisanat, du commerce et des services de la Région Martinique.

A cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique a mis en place des mesures incitatives à caractère technique et financier, en vue de favoriser la création, le développement, le maintien d'entreprises et des emplois sur le territoire.

Le contractant, après avoir élaboré, en collaboration avec un cabinet expert dans son domaine de compétence, déclare souscrire aux objectifs de la présente convention dont il est le co-signataire et s'engage à en respecter les termes.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Conformément au régime cadre exempté de notification n°SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) 2014-2020 / aides aux études de faisabilité :

- le bénéficiaire s'engage à réaliser une étude qui a pour but :
 - d'identifier, d'évaluer et de définir les améliorations techniques nécessaires à porter au procédé ;
 - de définir le cahier des charges en vue d'un accompagnement par de structures expertes dans ce secteur d'activité. Cet accompagnement a pour objectif d'obtenir une valorisation technique de la commission du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).
- elle sera réalisée par : INGENECO TECHNOLOGIES

Nom ou raison sociale : INGENECO
Adresse : 20 Rue d'AGEN
Centre d'Affaires MILUPA
68000 COLMAR

SIRET : 489 389 924 00023

Le contenu de l'opération visée au présent article et les modalités de mise en œuvre

sont décrites dans l'annexe technique et financière jointe (précisant l'objectif, le coût de l'opération, le plan de financement et son descriptif) qui constitue, avec le présent document, la pièce contractuelle de la convention.

ARTICLE 2 - DESCRIPTIF ET COUT DE L'ETUDE

Coût de l'étude : 7 200

Le descriptif du projet d'étude est en annexe 1

Durée de l'étude : 1 mois

Période de réalisation : 12 mois.

ARTICLE 3 – MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE

La Collectivité Territoriale de Martinique accorde la somme de cinq mille quarante euros (5 040€) à l'entreprise LUXURIUM SISMODOM CONSTRUCTION.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique au chapitre 936 –fonction 67 article 20421 du budget territorial.

La subvention ainsi accordée ne pourra cependant, en aucun cas, être réévaluée, pour quelque motif que ce soit.

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Territorial de Martinique.

Le contractant s'engage à réaliser sur une période de 1 an au plus, le programme défini en annexe 1. Ce délai pourra le cas échéant être prorogé par décision de la CTM sur demande du bénéficiaire.

ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT

100% du montant prévu à l'article 3 sera versé sur production des pièces suivantes :

- un état récapitulatif détaillé qu'il certifie exact, des dépenses réalisées conformément au programme retenu ou d'une attestation comptable précisant la date, l'origine et l'état de paiement des dépenses
- les pièces comptables (factures acquittées) ;
- un compte-rendu succinct de l'étude réalisée par le cabinet conseil,

ARTICLE 5 - LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou de l'exécution des termes de la présente convention. Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif.

Fait à Fort de France le

Le contractant

Signature (précédée de la
mention "lu et approuvé")

**Le Président du Conseil exécutif de la
CTM**

Annexe 1 :

ANNEXE TECHNIQUE ET FINANCIERE

Libellé de l'opération :	Commercialisation de produits cosmétiques naturels pour cheveux valorisant la biodiversité antillaise
Bénéficiaire :	LUXURIUM SISMODOM CONSTRUCTION

Descriptif et objectifs de l'étude :

L'entreprise souhaite réaliser une étude de faisabilité visant d'une part, à identifier, à évaluer et définir les améliorations techniques nécessaires à porter au procédé.

D'autre part, elle consistera également à définir le cahier des charges en vue d'un accompagnement par de structures expertes dans ce secteur d'activité. Cet accompagnement a pour objectif d'obtenir une valorisation technique de la commission du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).

Pour information, en appui aux pouvoirs publics, le CSTB instruit les demandes d'Avis Techniques. Cette procédure est définie par l'État et s'appuie sur la CCFAT (Commission Chargée de Formuler les Avis Techniques) qui délivre les Avis Techniques.

L'objectif de cette mission d'étude est de comprendre, analyser, établir un état de l'art et enfin de dresser le panel des voies possibles pour une valorisation technique des procédés bloc coffrant isolant et d'entrevous isolant, permettant un plus facile accès au marché.

Devis estimatif de l'opération :

<u>DEPENSES</u>	Coût total de l'action	Assiette éligible retenue (€)
	Montant HT (€)	
Frais de conseil pour un accompagnement vers une valorisation technique d'un procédé de bloc coffrant isolant/étude préalable	3 600	3 600
Frais de conseil pour un accompagnement vers une valorisation technique d'un procédé d'entrevous isolants/étude préalable	3 600	3 600
Frais de constitution société (modification des statuts et augmentation de capital)	950	0
<u>TOTAL</u>	8 150	7 200

Plan de financement

<i>FINANCEURS</i>	Coût total éligible	
	<i>Montant (€)</i>	<i>%</i>
Union Européenne		
CTM	5 040	70
Etat		
Autofinancement	2 160	30
TOTAL	7 200	100



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-404-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-404-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE DU 5 SEPTEMBRE AU 18 OCTOBRE 2017

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la collectivité territoriale ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation confiée à Monsieur le Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux pour la période du 5 septembre au 18 octobre 2017.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-405-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-405-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CITOYENNE POUR L'INSERTION SOLIDAIRE ET ÉCONOMIQUE (ACISE) SAMU SOCIAL

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

~~Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;~~

Vu la demande de subvention de 300 000 € de l'association « ACISE SAMUSOCIAL » relative au Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) multi-dispositifs – CPOM 2016-2020 en date du 14 juin 2016.

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale gérontologie personnes en situation de handicap le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion économie sociale et solidaire le 7 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de trois cent mille euros (300 000,00 €) est affectée et accordée, en autorisation d'engagement à l'Association ACISE SAMUSOCIAL, pour la poursuite des actions du Centre d'Hébergement et Réinsertion Sociale (CHRS)-multi-dispositifs.

ARTICLE 2 : Cette somme est imputable au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le versement de la subvention mentionnée à l'article 1 à l'attributaire s'effectue selon les modalités prévues par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président de l'Assemblée de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-405-1



DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
SOLIDARITES

DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE

ACISE SAMUSOCIAL

**CONVENTION DE MOYENS ET D'OBJECTIFS ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE
MARTINIQUE ET L'ASSOCIATION ACISE SAMUSOCIAL –SUBVENTION 2017 DE
FONCTIONNEMENT DU CHRS**

(Circulaire Premier ministre NOR : PRMX1001610C du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations. JO du 20).

Vu La loi n° 96-142 du 21 Février 1996, relative au Code Général des Collectivités Territoriales, les articles L. 2121-29, L.3211-1, L.4221-1

Vu les articles L.311-I, L.312-1, L.313-6, L.313-8, L.313-8-1, L.313-9, L.314-1 ; L.314-3 à L.314-7 ; L.345-1 à L.345-4 ainsi que les articles R.314-28 à R.314-33 , R.314-49 , R.345-1 à R.345-7 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi Besson du 31 Mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement pour les personnes défavorisées,

Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

Vu La loi n°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales et notamment son article 51 modifiant les articles L 263-15 et L 263-16 du code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR,

Vu la délibération n°16-16-1 du 24 Février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens entre l'Etat et l'Association Citoyenne pour l'Insertion Solidaire et Economique (ACISE) SAMU-SOCIAL 2016 – 2020 ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Entre, d'une part,

La Collectivité Territoriale de la MARTINIQUE,
Représentée par le Président du Conseil Exécutif en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE
Dûment habilitée pour la convention susvisée
Domiciliée à l'hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique, sis Rue Gaston DEFERRE – CS 30137 –
97201 Fort de France Cedex,
Dénommé ci-après « la CTM »,

Et, d'autre part,

ACISE SAMUSOCIAL,
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,
Représentée par sa présidente, Mme
Dûment habilitée par le Conseil d'Administration du.....
Ayant son siège social situé au : **1, rue Martin Luther King – 97200 FORT-DE-FRANCE**
N° SIRET : 449 754 803 00020

Dénommé ci-après « gestionnaire »

PREAMBULE :

La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions pose le principe du respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains. La présente loi tend à garantir l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance. La Collectivité Territoriale de la Martinique, chef de file dans le domaine de l'action sociale affirme la déclinaison de ces principes sur le territoire de la Martinique autour des valeurs de solidarité, d'inclusion sociale et économique.

En matière d'hébergement d'urgence, le cadre réglementaire propose différents types de structures et de services aux usagers. Le CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) est un outil incontournable pour assurer une offre de services aux personnes sans abri en termes d'hébergement, d'insertion, d'accompagnement. Cette structure participe aux actions définies dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). Par ailleurs, la loi ALUR réaffirme le droit pour l'accès de tous à un logement digne et abordable.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention de moyens et d'objectif vise à :

- optimiser la continuité de l'assistance en rue, de l'accueil et de l'hébergement pour les personnes en situation de grande exclusion, de pauvreté et sans abri au sein du CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) de l'ACISE SAMUSOCIAL de Martinique, en particulier :
 - le SamuSocial de Martinique : maraudes et prises de contact en rue,
 - L'accueil de jour : fourniture de douches et vêture,
 - La restauration,
 - L'hébergement d'urgence : mise à l'abri pour la nuit,
 - L'hébergement de stabilisation
- assurer la continuité de l'hébergement et de l'accompagnement social des personnes sans abri en situation d'addiction ou en crise reçues en lien avec les services sociaux de la CTM
- mettre en œuvre des actions favorisant l'insertion des publics les plus éloignés des droits sociaux

ARTICLE 2 – CONDITIONS GENERALES DE LA GESTION FINANCIERE, ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE DU CHRS

2-1- Modalités de mise en œuvre de la gestion administrative

La CTM attend de l'association ACISE SAMUSOCIAL qu'elle assure :

- La mise en place de ressources humaines et d'outils visant au bon fonctionnement de l'établissement.
- Une fonction d'accueil et de gestion des admissions.

L'ACISE devra porter une attention particulière à l'accueil du public orienté par les services sociaux de la CTM. Une coordination avec le référent social demeure impérative pour optimiser l'accompagnement vers l'insertion.

- Une fonction d'animation et de régulation.

2-2 Procédure d'admission

- Les demandes

Les demandes d'admission sont adressées au SIAO ou à l'ACISE par le biais d'un rapport social rédigé par un travailleur social avec validation de sa hiérarchie.

- Dispositions administratives

L'admission en hébergement de stabilisation est subordonnée à la constitution d'un dossier administratif (rapport social et justificatifs). Ce dossier est soumis au secret professionnel. L'admission en hébergement d'urgence est inconditionnelle

Toutes les données concernant la personne font l'objet d'un traitement dans les conditions fixées par la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'information, aux fichiers et aux libertés.

Toute personne accueillie peut exercer son droit d'accès, d'opposition et de rectification des informations la concernant.

2-3- Modalités de l'accompagnement social

Le travailleur social de l'ACISE assure le lien avec les services à l'origine de la demande d'hébergement.

Dans les 15 jours suivant l'admission en hébergement de stabilisation, l'ACISE doit effectuer une évaluation globale de la situation, et proposer à l'usager un projet global d'accompagnement et d'insertion qui donnera lieu à un contrat d'accompagnement.

Ce projet d'accompagnement social devra comprendre un bilan psychologique et médical.

Chaque année, un bilan des projets d'accompagnement devra être joint au rapport d'activité de l'établissement et transmis à la CTM

2-4- modalités de la gestion financière

L'ACISE s'engage à transmettre dans les 6 mois, un bilan financier de fonctionnement du CHRS. Les actions mises en œuvre pour les résidents orientés en hébergement de stabilisation par les services de la CTM feront l'objet d'un rapport dédié.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES PARTIES

3-1- Engagements du gestionnaire

L'ACISE s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires (humains, matériels, financiers) pour la réalisation des activités du CHRS multi dispositifs, telle que définies dans le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens qui la lie à l'Etat, à savoir :
 - le SamuSocial de Martinique : maraudes et prises de contact en rue,
 - L'accueil de jour : fourniture de douches et vêtue,
 - La restauration,
 - L'hébergement d'urgence : mise à l'abri pour la nuit,
 - L'hébergement de stabilisation
- Elaborer un règlement Intérieur, un règlement de fonctionnement conforme à la réglementation, un contrat d'hébergement, un livret d'accueil, mettre en place un conseil de résidents (conseil vie sociale) et organiser les évaluations annuelles de l'établissement conformément à la réglementation.
- Elaborer les outils permettant d'assurer de façon fiable la tenue des indicateurs d'évaluation de la structure (rapport d'activité, statistiques, questionnaire de satisfaction des résidents...).
- Mettre en œuvre tous les moyens pour que la confidentialité des données relatives aux résidents soit respectée.
- s'engager à s'acquitter des obligations légales à sa charge.
- Fournir à la Collectivité Territoriale de Martinique, le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention.
Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions menées au bénéfice des personnes hébergées.
Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Rechercher des solutions pour l'accès des usagers à un logement abordable et à l'insertion sociale ou économique

Afin que la nature transitoire de l'hébergement de stabilisation au sein du CHRS soit effective, l'ACISE devra :

- Organiser une sensibilisation aux droits et devoirs des résidents en matière de logement
 - Développer les potentialités et l'autonomie de chaque famille dans sa recherche de logement abordable
 - Interpeller le réseau de partenaires en matière de logement (DEAL, SIAO, organismes d'HLM, propriétaires privés, etc.) et d'emplois (structures d'insertion par l'économique, Pôle Emploi etc.)
 - Coopérer avec les réseaux locaux en matière d'habitat notamment le SIAO, le DALO, la CTM, les mairies...
- Assurer la continuité du service
 - Transmettre les données statistiques à la Collectivité Territoriale de Martinique :
- Accepter et faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds publics alloués et notamment l'accès aux documents administratifs et comptables.
 - Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par la présente convention. Le Gestionnaire devra fournir à la Collectivité les justificatifs avant tout commencement d'exécution de la présente convention. Payer les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité puisse être mise en cause.
 - Se conformer aux prescriptions comptables relatives aux associations recevant des aides publiques définies par les lois et les règlements. Il transmettra les rapports d'activité, les bilans et comptes de résultats concernant l'année de l'exercice des mesures.

3-2- Engagements de la Collectivité

La Collectivité s'engage à :

- Allouer à l'Association ACISE SAMUSOCIAL, conformément à la délibération n° _____, pour le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), au titre de l'année 2017 une subvention de _____ €

Les modalités de paiement sont définies comme suit :

- Un acompte de 60 % soit _____ dès que la présente convention sera rendue exécutoire,
 - Le solde de 40 % soit _____ € sur présentation des documents cités à l'article 2.4
-
- Exercer pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place dans le cadre d'une l'évaluation des dispositifs financés par la collectivité.

ARTICLE 4 – ANNULATION REVERSEMENT

En cas d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que la réalisation de l'objet de la demande ou le non-respect des dispositions de la présente convention ; la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par l'Association.

Un titre de recette pourra être émis à l'encontre de l'Association, en cas de trop perçu pour le remboursement de cette somme.

Si l'action liée à la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, après que la convention soit certifiée exécutoire, sans justificatifs valables de l'Association, la subvention sera annulée de plein droit

ARTICLE 5 – RECOURS

Les parties de la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant saisine de la juridiction compétente.

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Fort-de-France.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Président du Conseil Exécutif

La Présidente de l'ACISE SAMUSOCIAL

Monsieur Alfred MARIE-JEANNE

Madame



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-406-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-406-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL » CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARTINIQUE SSVF CD 972

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cinq mille euros (5 000,00 €) à l'association « Société de Saint-Vincent de Paul » Conseil Départemental de la Martinique (SSVP CD 972), au titre de l'année 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-406-1



DIRECTION GENERALE
DES SERVICES
DIRECTION GENERALE ADJOINTE
CHARGEE DES SOLIDARITES
CELLULE SUBVENTION

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif
Et

L'ASSOCIATION « SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL »-
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MARTINIQUE – SSVP-CD

972

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 19 janvier 2017 présentée par l'association « Société de Saint Vincent de Paul » – Conseil Départemental de la Martinique » (SSVP-CD 972) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de Cinq Mille Euros (5.000,00 €) à l'association « Société de Saint Vincent de Paul »- Conseil Départemental de la Martinique (SSVP-CD 972), au titre de l'année 2017.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION « SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL » - CONSEIL DEPARTMENTAL DE LA MARTINIQUE (SSVP CD 972)

Domiciliée 11 avenue de la plaine Montgéralde- 97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Madame sa présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Fondée le 23 avril 1833, la **Société de Saint Vincent de Paul**, est une association caritative de laïcs, reconnue d'utilité publique, admise comme Organisation Non Gouvernementale (ONG). Présente dans 148 pays, elle est au service des personnes seules ou démunies. La SSVP France fédère 91 Conseils Départementaux dont celui de la Martinique : « Société de Saint Vincent de Paul – Conseil Départemental de la Martinique » (SSVP-CD 972), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

En Martinique, la Société de Saint-Vincent de Paul comptait, en 2013, 21 conférences (bénévoles qui travaillent en équipes).

La SSVP-CD 972 a pour objet de réaliser ou soutenir, par tout moyen à sa convenance, toutes les initiatives en faveur de l'aide et l'action sociale, de fraternité, de la prévoyance, de la protection de la santé, de l'assistance matérielle et morale et toutes autres œuvres de bienfaisance.

Elle a vocation à favoriser toute action en faveur de l'aide alimentaire, de l'insertion, de l'hébergement, du logement ou de l'amélioration du logement des personnes défavorisées.

La SSVP – CD 972 est également chargée de coordonner l'activité des Conférences de Saint Vincent Paul, reconnue d'utilité publique.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'association « Société de Saint Vincent de Paul » – Conseil Départemental de la Martinique » (SSVP-CD 972).

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget prévisionnel de l'Association s'élève 495.912,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association « Société de Saint Vincent de Paul » – Conseil Départemental de la Martinique » (SSVP-CD 972), afin de poursuivre leurs missions en toute sérénité et pallier aux difficultés rencontrées par les familles démunies, en situation de détresse, de plus en plus nombreuses, une subvention d'un montant de **Cinq Mille Euros (5.000,00 €)**, au titre de l'exercice 2017.

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
 - Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
 - Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
 - Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
-
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
 - Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
 - Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;

- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

~~En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.~~

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **Cinq Mille Euros (5.000,00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **Cinq Mille Euros (5.000,00 €)** en une seule fois.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent. Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-407-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION LAÏQUE POUR L'ÉDUCATION, LA FORMATION, LA PRÉVENTION ET L'AUTONOMIE (L'ALEFPA) MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de huit mille euros (8 000,00 €) à l'Association Laïque pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA) Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-407-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ASSOCIATION LAÏQUE POUR L'EDUCATION, LA
FORMATION, LA PRÉVENTION ET L'AUTONOMIE
(L'ALEFPA MARTINIQUE)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financières des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 19 décembre 2016 présentée par l'Association Laïque Pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA Martinique);*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000,00€) à l'Association Laïque Pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA Martinique), dans le cadre d'un colloque sur « l'impact des violences conjugales sur les enfants », qui a eu lieu les 30 et 31 mars, à l'Institut Martiniquais du Sport (IMS).*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION LAÏQUE POUR L'EDUCATION, LA FORMATION, LA PRÉVENTION ET L'AUTONOMIE (L'ALEFPA MARTINIQUE)

Domiciliée 8, 10 Compère Joseph – 97200 FORT DE FRANCE

Représentée par Monsieur son Directeur, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Association Laïque et entreprise du secteur de l'économie sociale et solidaire, l'Association Laïque pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA) a été créée en 1959 et est reconnue d'utilité publique depuis 1973.

L'Association Laïque Pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA) intervient depuis plus de 50 ans auprès d'enfants, d'adolescents, d'adultes en situation de handicap, en difficultés sociales ou de santé. Elle dispose d'un siège social situé à Lille et de 103 établissements, services et lieux d'accueil répartis dans plusieurs Départements du territoire national dont la Martinique.

Elle s'est donnée pour mission de garantir l'accès effectif des femmes aux droits fondamentaux dans les domaines de la protection individuelle de la mère et de l'enfant, de la justice, de l'emploi, du logement, de la protection sociale, de l'éducation et de la culture. À cet effet, elle intervient dans trois champs d'activité : social, sanitaire et médico-social.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Association Laïque Pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA Martinique), dans le cadre d'un colloque sur « l'impact des violences conjugales sur les enfants », qui a eu lieu les 30 et 31 mars, à l'Institut Martiniquais du Sport (IMS).

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget prévisionnel de l'Association s'élève 47.600,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association Laïque Pour l'Éducation, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (ALEFPA Martinique), dans le cadre d'un colloque sur « l'impact des violences conjugales sur les enfants », qui a eu lieu les 30 et 31 mars, à l'Institut Martiniquais du Sport (IMS).

La Collectivité Territoriale de Martinique s'oblige à attribuer la subvention, dans les conditions prévues par la présente convention.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Se conformer au formalisme et au processus de demande d'aides de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, après validation, la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;

- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de huit mille euros (8 000,00€).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de huit mille euros (8 000,00€) en une seule fois.

ARTICLE 7 - REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-408-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-408-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE D'AIDES AUX VICTIMES ET DE MÉDIATION PÉNALE DE MARTINIQUE (ADAVIM)

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission insertion, économie sociale et solidaire le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de cinq mille euros (5 000,00 €) à l'Association Départementale d'Aide aux Victimes et de Médiation Pénale de Martinique (ADAVIM) pour l'acquisition de matériel audio et informatique dans le cadre de la création du Service Régional de Justice Restaurative de Martinique (SRJRM).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-408-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDES AUX VICTIMES
ET DE MEDIATION PENALE DE MARTINIQUE (ADAVIM)

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 16 mars 2017 présentée l'Association Départementale D'aides aux Victimes et de Médiation Pénale de Martinique (ADAVIM) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'investissement de cinq mille euros (5.000,00 €), à l'Association Départementale D'aides aux Victimes et de Médiation Pénale de Martinique (ADAVIM) pour l'acquisition de matériel audio et informatique dans le cadre de la création du Service Régional de Justice Restaurative de Martinique (SRJRM).*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AIDES AUX VICTIMES ET DE MEDIATION PENALE DE MARTINIQUE (ADAVIM)

Domiciliée à l'Antenne de Justice et du Droit, rue Pierre Zobda Quitman – 97232 LE LAMENTIN

Représentée par Madame la Présidente, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Créée en novembre 2005, l'Association Départementale d'Aide aux Victimes et de Médiation Pénale de Martinique (ADAVIM) est un service socio-judiciaire. Habilitée et conventionnée par le ministère de la justice, sa compétence s'étend aux limites du ressort du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Fort de France.

L'ADAVIM membre du réseau de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) FRANCE VICTIMES) assure l'accueil, l'information juridique, l'accompagnement social, juridique, psychologique des victimes notamment d'infractions pénales et des mesures de médiation pénale sur toute la Martinique.

Ses activités se répartissent sur les cinq Maisons et Antennes de justice et du Droit du Département (Fort de France, Lamentin, Sainte Marie et Rivière Salée et Schoelcher) et le tribunal de grande instance de Fort de France.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'Association Départementale D'aides aux Victimes et de Médiation Pénale de Martinique (ADAVIM) pour l'acquisition de matériel audio et informatique dans le cadre de la création du Service Régional de Justice Restaurative de Martinique (SRJRM).

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 230.063,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Association Départementale D'aides aux Victimes et de Médiation Pénale de Martinique (ADAVIM) pour l'acquisition de matériel audio et informatique dans le cadre de la création du Service Régional de Justice Restaurative de Martinique (SRJRM)., une subvention d'investissement d'un montant de **cinq mille euros (5.000,00 €)**, au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 904, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de **cinq mille euros (5.000,00 €)**.

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de **cinq mille Euros (5.000,00 €)** en une seule fois.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,

- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire
Cachet, date et signature

**Le Président du Conseil exécutif
de Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-409-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-409-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « LE SOUVENIR FRANÇAIS » – DÉLÉGATION GÉNÉRALE DE MARTINIQUE POUR L'ENTRETIEN DU MAUSOLÉE DES ANCIENS COMBATTANTS DU CIMETIÈRE DE LA LEVÉE DE FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de quatre mille euros (4 000,00 €) à l'association « le Souvenir Français » – Délégation Générale de Martinique pour l'entretien du mausolée des Anciens Combattants du cimetière de la levée de Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-409-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

Fort-de-France, le



CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ASSOCIATION « LE SOUVENIR FRANÇAIS – DELEGATION
GENERALE DE MARTINIQUE »**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 15 décembre 2016 présentée par l'association « le Souvenir Français –Délégation Générale de Martinique »;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention d'investissement de quatre mille euros (4.000,00 €), à l'association « le Souvenir Français –Délégation Générale de Martinique » pour l'entretien du mausolée des Anciens Combattants de cimetière de la levée situé à Fort de France.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,
Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Deferre – 97201 FORT DE FRANCE
Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION « LE SOUVENIR FRANÇAIS – DELEGATION GENERAL DE MARTINIQUE »

Domiciliée Quartier Dosithée 97213 GROS MORNE
Représentée par Monsieur DELEGUE GENERAL, dûment habilité (e) par le
Président Général du Souvenir Français.,
Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

« LE SOUVENIR FRANÇAIS » est une association nationale fondée en 1887 et reconnue d'utilité publique le 1^{er} février 1906.

Placé sous le haut patronage du Président de la République, il est fort de 200.000 adhérents et affiliés (femmes et hommes de tous âges et de toutes origines sociales ; associations d'anciens combattants ; établissements d'enseignements ; mouvements de jeunesse et sociétés sportives).

Cette association a pour objet :

- de conserver la mémoire de ceux et celles qui sont morts pour la France au cours de son histoire ou qui l'ont honorée par de belles actions, notamment en entretenant leurs tombes ainsi que les monuments élevés à leur gloire, tant en France qu'à l'étranger.
- de transmettre le flambeau aux générations successives en leur inculquant, par le maintien du souvenir, le sens du devoir, l'amour de la patrie et le respect de ses valeurs.

Présent dans tous les départements de France métropolitaine et d'Outre-mer et dans 68 pays étrangers, il remplit sa mission à travers :

- 96 délégations générales subdivisées en comités,
- 1600 comités,
- 62 représentations à l'étranger.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention d'investissement allouée à l'association « le Souvenir Français -Délégation Générale de Martinique » pour l'entretien du mausolée des Anciens Combattants de cimetière de la levée situé à Fort de France.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 9.400,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association « le Souvenir Français -Délégation Générale de Martinique » pour l'entretien du

mausolée des Anciens Combattants de cimetière de la levée situé à Fort de France., une subvention d'investissement d'un montant de **quatre mille euros (4.000,00 €)**, au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 904, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de quatre mille euros (4.000,00 €).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de quatre mille Euros (4.000,00 €) en une seule fois.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai

fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire
Cachet, date et signature

Le Président du Conseil exécutif
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-410-1-DE
Date de télétransmission : 22/11/2017
Date de réception préfecture : 22/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-410-1

PORTANT AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'ADHÉSION AUX MISSIONS D'INSPECTION ET DE CONSEIL EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L-7252-2 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, notamment son article 11 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à signer la convention d'adhésion aux missions d'inspection et de conseil en matière de sécurité au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 930 et 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute disposition et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-410-1



Collectivité Territoriale de la Martinique

**CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE MARTINIQUE**

**Convention d'adhésion
aux missions**

Entre Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Martinique représenté par son Président, M. JUSTIN PAMPHILE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 28 octobre 2005,

d'une part,

et

La Collectivité Territoriale de la Martinique, ci-dessous appelé la Collectivité, représentée par son Président, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,

d'autre part,

Objet de la convention :

Le Centre de Gestion de Fonction Publique Territoriale de la Martinique assurera les fonctions d'inspection et de conseil en matière de Santé et de Sécurité du travail, confiées au Service Prévention des Risques Professionnels créé par le Centre de Gestion dans le cadre de ses missions, pour La Collectivité Territoriale de la Martinique (CTM)

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I : La mission conseil et assistance

Article 1 : Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Martinique accepte, dans le cadre d'une mission de conseil et assistance à la collectivité, d'assurer :
L'animation des réseaux de Conseillers et d'Assistants de prévention de la La Collectivité Territoriale de la Martinique

Article 2 : la mission se déroulera selon les modalités définies en **annexe 1** jointe à la présente convention

TITRE II : La mission d'inspection

Article 3 : Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Martinique exerce pour le compte de la Collectivité Territoriale de la Martinique la mission d'Inspection définie par l'article 5 du décret du 10 juin 1985 modifié.

Les interventions du CDG MARTINIQUE se déclinent ainsi :

- Contrôler les conditions d'application des règles en matière d'hygiène et de sécurité définies dans la quatrième partie du Code du Travail et dans les décrets pris pour son application sous réserves des dispositions du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié ;
- Proposer à l'autorité territoriale toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels ;
- Proposer, en cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaires à prendre par l'autorité territoriale ;
- Conseiller les Conseillers et les Assistants de prévention ;
- Emettre des avis sur les règlements et consignes que l'autorité compétente envisage d'adopter en matière d'hygiène et de sécurité et sur tout autre document émanant de la même autorité ;
- Intervenir, , en cas de désaccord persistant entre l'autorité territoriale et le Comité d'Hygiène de Sécurité et des conditions de travail (CHSCT) dans la procédure de danger grave et imminent.

Article 4 : D'une manière générale, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Martinique ne peut en aucun cas se substituer à l'autorité territoriale dans l'accomplissement de ses obligations légales d'hygiène et de sécurité au travail telles qu'elles résultent des textes en vigueur.

Dès lors, la mission d'inspection confiée au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Martinique ne dégage pas l'autorité territoriale de ses propres responsabilités en matière d'application de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité, notamment du point de vue :

- De l'aménagement des locaux ;
- Des normes de sécurité ;
- Des équipements de protection ;

- Des règlements internes ;
- Des organismes paritaires (CT, CHSCT) ;
- Du suivi des recommandations du service de médecine préventive ;
- Du suivi des recommandations de l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité ;

De plus, conformément à la réglementation en vigueur, l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) ne pourra en aucun cas vérifier la conformité du matériel ou des installations nécessitant l'intervention d'un organisme spécialisé et agréé.

Il appartient dès lors, à l'autorité territoriale de faire effectuer ces contrôles nécessaires et obligatoires par un organisme agréé en la matière.

L'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité est habilité à intervenir dans le cadre de la réglementation en vigueur. Il est soumis à l'obligation de réserve.

Article 5 : Pour assurer sa mission, l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) est habilité à intervenir dans tous les locaux de travail, de stockage de matériel et produits ainsi que sur tous les chantiers de la collectivité. Il a accès aux différents documents jugés nécessaires à l'élaboration de son diagnostic et de son rapport (registres de sécurité, rapports de vérification, fiches de risques professionnels...).

L'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) devra connaître et pouvoir contacter le ou les Conseillers et Assistants de prévention, désigné(s) par l'autorité territoriale.

Article 6 : La Collectivité Territoriale de la Martinique s'engage à :

- Communiquer à l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) l'ensemble des règlements, consignes et autres documents relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail que l'autorité territoriale envisage d'adopter ;
- Tenir à la disposition de l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) le registre spécial de danger grave et imminent conformément à l'article 5-3 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 ;
- Faire accompagner l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) par un représentant de la collectivité (Conseiller ou Assistant de prévention de préférence) lors des visites ;
- Inviter l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) aux réunions du Comité d'Hygiène et de Sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ;
- Informer l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) des suites données à ses propositions par le biais d'un courrier adressé au Centre de Gestion.

Article 7 : la mission d'inspection se déroulera selon les modalités définies en **annexe 2** jointe à la présente convention

L'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) interviendra dans la collectivité sur la base d'un planning établi en concertation avec les services concernés de la Collectivité.

La participation de l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) aux réunions du Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) se fera, en dehors de la période précitée.

Les inspections effectuées par l'Agent Chargé de la Fonction d'Inspection en santé et sécurité (ACFI) donneront lieu à l'établissement de rapports transmis à l'autorité territoriale, charge à elle de transmettre ces rapports au Comité d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

TITRE III : Les conditions financières

Article 8 : Le montant de la contribution annuelle due par la Collectivité Territoriale de la Martinique au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Martinique, au titre des missions qui lui ont été confiées sera calculé au coût horaire.

Le coût horaire de la prestation englobant les interventions et les frais de déplacement est fixé à 133 Euros de l'heure.

Le recouvrement de la recette est effectué par l'émission annuelle d'un titre de recette par le Centre de Gestion, à la fin de la mission, accompagné d'un état de la prestation rendue.

Article 9 : Le coût horaire de cette rémunération pourra être réactualisé chaque année à l'initiative du Conseil d'Administration du Centre de Gestion avant le 31 décembre pour l'année suivante. Le relèvement sera alors immédiatement notifié à la collectivité.

TITRE III : Durée et renouvellement

Article 10 : La présente convention est valable pour une durée de 3 ans, avec reconduction expresse renouvelable deux fois.

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sur intervention de son organe délibérant sous réserve que la décision soit notifiée à l'autre partie avant le 31 octobre de l'année de reconduction.

FORT DE FRANCE, LE

le Président de la Collectivité Territoriale
de la Martinique

Le Président du Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale
de la Martinique

ANNEXE 1 /Mission de conseil

Il a été convenu que pour l'année 2017,

L'animation des réseaux : des assistants, conseillers de prévention et directeurs des services techniques sera de **3 jours** : 2 demi-journées consacrées à l'animation des rencontres, les 2 autres jours relevant d'un travail de recherche, préparation, rédaction au Centre de Gestion.

Le planning prévisionnel est arrêté de la manière suivante : 1 journée représentant un volume horaire de 7 heures.

Durée	Date	Contenu	Référents
2 demi-journées	Le planning des rencontres sera communiqué par le CDG MARTINIQUE	- Informations Réglementaires en Santé Sécurité au Travail	-Responsable du Service Prévention des Risques Professionnels
2 jours		-Collecte des documents -Rédaction des comptes rendus -Diffusion des supports et compte rendus	-Technicienne de prévention du CDG MARTINIQUE

ANNEXE 2 Mission d'Inspection

Il a été convenu que pour l'année 2017,
L'intervention de l'ACFI sera de 10 jours en collectivité, les 5 autres jours relevant d'un travail de recherche, préparation, et de rédaction au Centre de Gestion.

Le planning prévisionnel est arrêté de la manière suivante :

Durée	Date	Contenu	Référents
10 Jours	Planning à fixer avec la collectivité	Visites des sites et locaux de travail	-Responsable du Service Prévention des Risques Professionnels -ACFI
5 jours		- Collecte d'informations avant inspection - Restitution - Rédaction du rapport d'inspection - Diffusion et suivi du rapport d'inspection	



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-413-1-DE
Date de télétransmission : 22/11/2017
Date de réception préfecture : 22/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-413-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « MOUVEMENT D'ACTIONS POUR DE NOUVELLES INITIATIVES BASÉES SUR L'ANIMATION » (MANIBA)

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre mille euros (4 000,00 €) à l'association « Mouvement d'Actions pour de Nouvelles Initiatives Basées sur l'Animation » (MANIBA), dans le cadre de son programme d'activités.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération n°17-413-1



REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

**L'ASSOCIATION « MOUVEMENT D' ACTIONS POUR DE
NOUVELLES INITIATIVES BASÉES SUR L' ANIMATION »
(MANIBA)**

- ✓ *Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;*
- ✓ *Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;*
- ✓ *Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,*
- ✓ *Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;*
- ✓ *Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;*
- ✓ *Vu la demande de subvention en date du 08 mars 2017 présentée par l'association Mouvement d'Actions pour de Nouvelles Initiatives Basées sur l'animation (MANIBA) ;*
- ✓ *Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention de fonctionnement de quatre mille euros (4.000,00 €), à l'association Mouvement d'Actions pour de Nouvelles Initiatives Basées sur l'animation (MANIBA), dans le cadre de son programme d'activités.*

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Defferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommé ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'ASSOCIATION MOUVEMENT D'ACTIONS POUR DE NOUVELLES INITIATIVES BASEES SUR L'ANIMATION (MANIBA)

Domiciliée Rez de chaussée – bâtiment 6 – Cité Maniba

97222 CASE PILOTE

Représentée par Monsieur

le Président, dûment habilité (e) par le conseil

d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Située au cœur de la cité MANIBA et de la commune de Case Pilote, l'association MANIBA dont l'objectif, par l'animation, la sensibilisation et l'éducation, est de permettre la survivance du lien social, a permis de nombreux acteurs de la vie sociale (enfants, jeunes, adultes et personnes âgées) de se rencontrer et de s'exprimer autour de divers ateliers mis à leur disposition.

L'association MANIBA a pour but de :

- organiser des randonnées ;
- Développer les échanges entre jeunes et inter-génération ;
- Promouvoir la pratique de toutes activités sportives ;
- Mettre en place des activités culturelles, sportives et éducatives devant contribuer à l'animation de la cité ;
- Prendre en charge les problèmes collectifs d'ordre matériel et logistique mettant en rapport les locataires entre eux et faire le lien entre ces derniers et la cité OZANAM.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'association « Mouvement d'Actions pour de Nouvelles Initiatives Basées sur l'animation » (MANIBA), dans le cadre de son programme d'activités.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à 117.900,00 €.

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'association « Mouvement d'Actions pour de Nouvelles Initiatives Basées sur l'animation » (MANIBA), dans le cadre de son programme d'activités, une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre mille euros (4.000,00 €), au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la notification de la convention et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;
- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- ~~Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.~~

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an à compter de sa date de signature.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de quatre mille euros (4.000,00 €).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de quatre mille Euros (4.000,00 €) en une seule fois.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de la Collectivité Territoriale de Martinique qui devra être préalablement acceptée par les services de la Collectivité.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Le partenaire souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

ARTICLE 12 - LITIGES

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

Fait à Fort-de-France, en 4 exemplaires, le

Le Partenaire
Cachet, date et signature

Le Président du Conseil exécutif
de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-414-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-414-1

PORTANT CADRE DE RECUEIL, DE TRAITEMENT ET D'ÉVALUATION DES INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n° 2017-2018 du 05 septembre 2017 portant organigramme des services de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
Vu le rapport du président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le cadre de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude Lise





Annexe à la délibération n°17-414-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Cadre de recueil, de traitement et d'évaluation des Informations Préoccupantes

La réforme de la protection de l'enfance, initiée en 2007 pour rendre le dispositif plus fiable, améliorer la prise en charge des enfants et développer la prévention, a procédé à une réorganisation des conditions du recueil, du traitement et de l'évaluation des Informations Préoccupantes avec pour objectifs :

- la clarification de la notion d'Information Préoccupante,
- l'harmonisation de la procédure de traitement de ces mêmes informations,
- la clarification des conditions de saisine du Parquet des mineurs.

Le décret du 7 novembre 2013 est venu approfondir la définition de l'Information Préoccupante : « L'information préoccupante est une information transmise à la cellule départementale pour alerter le Président du Conseil Départemental sur la situation d'un mineur, bénéficiant ou non d'un accompagnement, pouvant laisser craindre que sa santé, sa sécurité ou sa moralité sont en danger ou en risque de l'être ou que les conditions de son éducation ou de développement physique, affectif, intellectuel et social sont gravement compromises ou en risque de l'être ».

« Il s'agit de tous les éléments, y compris médicaux, susceptibles de laisser craindre qu'un enfant se trouve en situation de danger ou de risque de danger, et puisse avoir besoin d'aide ».

La finalité de cette transmission est ainsi d'évaluer la situation et de déterminer les actions de protection et d'aide dont ce mineur et sa famille peuvent bénéficier. Ce dispositif constitue par conséquent la porte d'entrée dans le processus de prévention et de protection de l'enfance.

En Martinique, la Collectivité Territoriale de Martinique est chargée du recueil, du traitement et de l'évaluation des Informations Préoccupantes.

1. L'organisation du recueil, du traitement et de l'évaluation des Informations Préoccupantes de la CTM

Le cadre de recueil, de traitement et d'évaluation des Informations Préoccupantes de la Collectivité Territoriale de Martinique repose sur un Service de la Protection de l'Enfance rattachée à la Direction de la Prévention et Protection Enfance et Famille (DPPEF), conformément à l'arrêté n° 2017-2018 portant organigramme des services de la CTM.

Ce service est organisé autour de pôles dédiés :

- d'une part, au recueil des Informations Préoccupantes au niveau central ;
- et d'autre part, à leur évaluation sur les territoires.

L'objectif de cette organisation est double :

- de rassembler en un lieu unique la transmission et donc, le circuit, des Informations Préoccupantes afin de permettre une collaboration plus étroite entre les différents acteurs susceptibles d'être à l'origine de la notification d'une information de cette nature,
- d'évaluer des situations et de mettre en œuvre toutes les actions utiles pour prévenir les difficultés rencontrées par les parents dans l'exercice de leurs responsabilités éducatives et d'articuler entre elle les différentes interventions.

a) *Un pôle dédié au Recueil et au Traitement des Informations Préoccupantes*

Constitué en une équipe de 7 agents, il a pour mission :

- d'organiser le recueil, l'évaluation et le traitement des Informations Préoccupantes,
- d'établir les protocoles avec les partenaires,
- d'entretenir les liens avec le Parquet. Est systématiquement signalée au Parquet toute situation relevant d'une qualification pénale,
- d'informer et sensibiliser la population,
- de transmettre les données à l'Observatoire de la Protection de l'Enfance (ODPE) et à l'Observatoire National de l'Enfance en Danger (ONED).

Ce pôle assure par ailleurs la gestion de la ligne « Enfance en Danger - 0596 71 37 37 » ; ligne téléphonique permettant au grand public de signaler toute situation d'un risque de danger d'un enfant.

b) *Un pôle dédié à l'évaluation des informations préoccupantes*

Constitué en une équipe de 14 professionnels (6 Assistants sociaux, 6 Educateurs spécialisés, 1 psychologue, 1 médecin à temps partiel), il a pour mission la réalisation sur le terrain des évaluations socioéducatives.

L'évaluation consiste en une analyse pluridisciplinaire permettant d'apprécier le danger ou le risque de danger encouru par un enfant. Elle s'élabore à partir de l'échange qui aura lieu entre les parents, le mineur concerné et les professionnels. Elle porte sur :

- les besoins essentiels au développement de l'enfant (physique, psycho-affectif, intellectuel, social), à la préservation de sa santé, sa sécurité, sa moralité et son autonomie,
- l'état des relations entre l'enfant et chacun de ses parents,
- le potentiel de ces derniers à se mobiliser,
- le contexte familial et environnemental influant sur sa situation et son développement.

L'évaluation implique ainsi une démarche méthodologique d'observation et d'analyse de la situation d'un mineur. Elle a pour finalité de corroborer ou non l'information préoccupante et de faire les préconisations adaptées.

Les indicateurs nationaux de la protection de l'enfance situent la Martinique dans la moyenne haute des territoires de même strate, en nombre d'Informations Préoccupantes reçues en moyenne par an (1 900). Pour faire face

à la recrudescence des Informations Préoccupantes et accompagner les équipes dans le traitement des dossiers en stock, la réalisation d'une part des évaluations pourront être confiées à des opérateurs externes conventionnés à cet effet.

2. Les attendus de cette organisation

Cette organisation vise :

- l'identification d'une chaîne hiérarchique et fonctionnelle unique d'instruction,
- l'amélioration des délais de traitement avec comme objectif de respecter le délai légal d'instruction de 3 mois, participant ainsi à la sécurisation juridique de la collectivité et de ses agents,
- l'effectivité de la pluridisciplinarité des équipes permettant ainsi d'attester d'une appréhension globale des problématiques familiales,
- le développement d'une expertise dans le domaine de l'instruction des Informations Préoccupantes participant au renforcement de la qualité d'analyse dont le processus et le contenu sont garantis par l'unicité de l'équipe,
- des équipes se consacrant exclusivement à cette activité engendrant une valorisation du contenu des évaluations et favorisant une meilleure anticipation des difficultés familiales. La mise en place précoce d'interventions sociales et médico-sociales (en prévention), participe ainsi à une meilleure maîtrise des interventions au titre de la protection et singulièrement des placements et à la réduction des coûts,
- l'affirmation de la distinction entre les équipes pluridisciplinaires dédiées et celles qui sont en charge du suivi des familles conformément aux dispositions du décret n° 2016-1476 du 28 octobre 2016, reprise à l'article D 226-25 du code de l'action sociale et des familles qui stipule dans son article 1^{er} : « les professionnels en charge de l'évaluation sont, sauf exception, différents de ceux chargés du suivi des familles ».

Textes de référence

- Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection de l'enfance et instituant entre autres la cellule de recueil et de traitement des informations préoccupantes,
- Décret n° 2013-994 du 7 novembre 2013 relatif à la transmission d'informations entre départements en application de l'article L.221-3 du code de l'action sociale et des familles,
- Loi n° 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance qui vient préciser les conditions de réalisation de l'évaluation de la situation d'un mineur à partir d'une information préoccupante,
- Décret n° 2016-1476 du 28 octobre 2016 organisant l'évaluation pluridisciplinaire des situations préoccupantes,
- Décret 2016-1503 du 7 novembre 2016 relatif à la désignation dans chaque département d'un médecin référent « protection de l'enfance ».



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-415-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-415-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE - UDAF 972, DANS LE CADRE DE SON PROGRAMME D'ACTIVITÉS 2017

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif, en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission santé et action de prévention, PMI, ASE le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Union Départementale des Associations Familiales de la Martinique – UDAF 972, une subvention de fonctionnement d'un montant de quatre-vingt-dix mille euros (90 000,00 €), dans le cadre de son programme d'actions, au titre de l'exercice 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-415-1



REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Fort-de-France, le

CONVENTION

Entre

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE
Représentée par le Président du Conseil Exécutif

Et

L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS
FAMILIALES DE LA MARTINIQUE – UDAF 972

- ✓ Vu le règlement n°1407-2013 de la Commission Européenne en date du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- ✓ Vu le code général des collectivités territoriales, ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et en particulier son article L 7224-14 ;
- ✓ Vu le décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,
- ✓ Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
- ✓ Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude Lise en qualité de Président de l'Assemblée de Martinique ;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 15-003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE en qualité Président du Conseil exécutif de Martinique ;
- ✓ Vu la demande de subvention en date du 11 avril 2017 présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Martinique – UDAF 972;
- ✓ Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 2017 portant attribution d'une subvention de fonctionnement de quatre-vingt-dix mille euros (90.000,00 €) à l'Union Départementale des Associations Familiales de la Martinique – UDAF 972, dans le cadre de son programme d'activités, au titre de l'exercice 2017..

Conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique susvisée, il est passé une convention

ENTRE

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique en exercice, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015,

Domiciliée à l'Hôtel de la Collectivité Territoriale, Rue Gaston Deferre – 97201 FORT DE FRANCE

Dénommée ci-après la « Collectivité Territoriale de Martinique »

ET

L'UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA MARTINIQUE – UDAF 972

Domiciliée Cité Bon Air, Rue de la Grande Famille – FORT DE FRANCE

Représentée par Monsieur son président, dûment habilité (e) par le conseil d'administration de l'association,

Dénommée ci-après le « partenaire ».

Il a été convenu et décidé ce qui suit :

PREAMBULE :

Créée en 1945 au niveau national, les UDAF ont pour mission de défendre et de représenter les familles dans chaque département. La Martinique se dote d'une UDAF (Union Départementale des Associations Familiales) en 1958.

L'UDAF est une association Loi 1901, apolitique et non confessionnelle, il en existe dans chaque département.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention qui régit les rapports entre les parties a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation de la subvention de fonctionnement allouée à l'Union Départementale des Associations Familiales de la Martinique - UDAF 972, dans le cadre de son programme d'activités, au titre de l'exercice 2017.

Article 2 : Coût de la prise en charge du public concerné

Le budget de l'opération s'élève à : 2.684737,00 €

Article 3 : Obligations des parties

1/ Obligations de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) :

La Collectivité Territoriale de la Martinique a décidé d'allouer à l'Union Départementale des Associations Familiales de la Martinique - UDAF 972, une subvention de fonctionnement de quatre-vingt-dix mille euros (90.000,00 €), dans le cadre de son programme d'activités, au titre de l'exercice 2017.

L'aide de la Collectivité Territoriale de Martinique, imputée au chapitre fonctionnel 934, du budget de la Collectivité, sera versée à la date de signature de la convention par les deux parties et créditée au compte du partenaire selon les procédures comptables en vigueur.

2/ Obligations du partenaire :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire s'engage à :

- Être à jour de ses cotisations sociales et fiscales pour l'année n-1 ;

- Utiliser la contribution uniquement pour la réalisation des opérations visées et ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, ou œuvres, sans autorisation formelle de la Collectivité Territoriale de Martinique;
- Communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique au cours des 6 premiers mois de l'année n+1, le compte-rendu financier de l'opération attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, ainsi que tout document budgétaire et comptable nécessaire à l'analyse de la situation financière du partenaire, pour l'exercice écoulé ;
- Informer les services de la Collectivité Territoriale de Martinique de tout projet important de communication, en relation avec l'objet de l'aide, afin de préserver la cohérence de l'action de la Collectivité Territoriale de Martinique ;
- Fournir les procès-verbaux des assemblées générales de l'année n-1, ainsi que les modifications institutionnelles internes intervenues au cours de l'année n ;
- Faciliter le contrôle et l'évaluation, par la Collectivité Territoriale de Martinique et sous toute forme qu'elle jugera opportune, de l'utilisation des aides versées ;
- Souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile, la Collectivité Territoriale de Martinique ne pouvant être mise en cause en cas de défaut ;
- Accepter les conditions de versement fixées par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Article 4 : Modification de la convention :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux du préambule.

Article 5 : Durée de la convention - Résiliation :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Cette durée sera prolongée d'une période de 6 mois pour la seule remise des documents nécessaires au contrôle par la Collectivité Territoriale de Martinique (décret 2001-495 du 6 juin 2001 en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques).

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.

En outre, si l'activité réelle du partenaire s'avère significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Collectivité Territoriale de Martinique se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Toute somme non utilisée conformément à son affectation sera restituée à la Collectivité Territoriale de Martinique qui émettra un titre de recettes à l'encontre du partenaire.

ARTICLE 6 - MONTANT ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Afin de soutenir le partenaire, et à la condition qu'il respecte toutes les clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à verser au partenaire une subvention d'un montant total de quatre-vingt-dix mille Euros (90.000,00 €).

En cas de manquement du partenaire à ses obligations contractuelles, ou en cas de faute grave de sa part, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement en totalité ou en partie des montants alloués.

Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- la Collectivité Territoriale de Martinique versera la subvention d'un montant de quatre-vingt-dix mille euros (90.000,00 €) en deux fois :
 - Le premier acompte, 40 % à la signature de la convention.
 - Le solde sur présentation du bilan pédagogique et financier.

ARTICLE 7- REDDITION DES COMPTES, CONTRÔLES FINANCIERS :

En contrepartie du versement de la subvention, le partenaire devra communiquer à la Collectivité Territoriale de Martinique, au plus tard 6 mois après la date de clôture de leur exercice comptable :

- son bilan, son compte de résultat ainsi que ses annexes certifiées par le Président du partenaire ou le commissaire aux comptes,
- le rapport du commissaire aux comptes (si le partenaire a cette obligation ou si elle a fait volontairement appel à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes),
- le rapport d'activité définitif de l'année écoulée.

D'une manière générale, le partenaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, de l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition pour répondre de ses obligations.

Le partenaire s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Nouveau Plan Comptable général et aux avis du Centre National de la Comptabilité relatifs au secteur qui lui incombe.

Le partenaire devra prévenir sans délai la Collectivité territoriale de Martinique de toute difficulté économique rencontrée au cours de la gestion. Les deux parties conviendront ensemble, dans la mesure des capacités de chacun, des dispositions à prendre en préservant la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique, qui ne saurait, dans le cadre de l'exécution de la présente, la voir recherchée par le partenaire en qualité d'organisme public financeur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la Collectivité Territoriale de Martinique, sans que celle-ci n'ait à en faire la demande.

ARTICLE 8 - CONTRÔLE DE L'UTILISATION DES DENIERS PUBLICS

a) Prescriptions légales

L'article 612-1 du code de commerce prescrit que toute personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique doit faire certifier ses documents comptables par un commissaire aux comptes si deux des trois conditions suivantes sont réunies :

- le total du bilan est supérieur à 1 550 000 €,
- le chiffre d'affaires ou le montant des ressources excède 3 100 000 €,
- la personne morale emploie plus de 50 salariés.

L'article 612-4 du code de commerce dispose qu'un commissaire aux comptes ainsi qu'un suppléant devront être nommés par les associations recevant par an plus de 153 000 € d'aides directes et/ou indirectes de personnes publiques, et qu'un bilan, un compte de résultat et une annexe devront être établies.

Sur demande de la Collectivité Territoriale de Martinique, tous les renseignements complémentaires demandés lui seront délivrés sous quinzaine.

Le partenaire s'engage à s'acquitter des obligations légales à sa charge.

B. Stipulations particulières

Le partenaire gestionnaire et utilisateur de deniers publics, s'engage à mettre la Collectivité Territoriale de Martinique en mesure de procéder à tout moment, éventuellement sur pièces et sur place, pour toute opération, à tous les contrôles qu'il jugera nécessaire quant à l'utilisation de la subvention attribuée.

ARTICLE 9 - RESPECT DU CARACTÈRE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES DÉPENSES DU PARTENAIRE

Le partenaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général de la Collectivité Territoriale de Martinique au travers de son action. À cet effet, la Collectivité Territoriale de Martinique définit des critères afin d'évaluer le respect de cette clause.

En cas de violation par le partenaire de l'une des clauses de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par la Collectivité Territoriale de Martinique, celle-ci pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le non-respect des dispositions légales ci-dessus rappelées ainsi que de toutes celles ayant trait, d'une manière générale, à la transparence financière implique de plein droit le reversement intégral de la subvention.

Un courrier de relance pourra être adressé au partenaire par lettre recommandée avec accusé de réception avant que le reversement fasse l'objet de l'émission d'un titre exécutoire de recettes, transmis au comptable chargé de recouvrer par tous moyens.

ARTICLE 10 - LES ACTIONS DE COMMUNICATION

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale de Martinique. Il fait figurer le logo-type sur tous les documents d'information relatifs à l'objet de la subvention de la Collectivité Territoriale de Martinique précédé de la mention « avec le concours financier de ».

Les mentions relatives au soutien financier de la Collectivité Territoriale de Martinique doivent être confirmées par l'envoi de documents ou de photographies. Des contrôles sur place par des agents de la Collectivité Territoriale de Martinique peuvent être effectués.

Si l'obligation d'apposer le logo n'est manifestement pas adaptée, le bénéficiaire doit s'engager à fournir une autre justification pour assurer la visibilité du financement de

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Il paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Collectivité Territoriale de Martinique puisse être mise en cause. Il devra justifier à chaque demande de l'existence des polices d'assurance nécessaires et du système de primes correspondantes.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif de la Martinique, en ce cas, sera le tribunal compétent.

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention et constituent donc au même titre, des documents contractuels.

**Le Partenaire — Le Président du Conseil exécutif de
Martinique**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-416-1-DE
Date de télétransmission : 22/11/2017
Date de réception préfecture : 22/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-416-1

PORTANT CRÉATION D'UN POSTE POUR NOMINATION LAURÉAT DE CONCOURS

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-604 du 12 mai 2016 portant rééchelonnement indiciaire des grades des cadres d'emplois de catégorie C ;

Vu le décret n°2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis des CAP des 13 et 14 décembre 2016 relatives à l'avancement de grades et à la promotion interne au titre de 2016 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est créé pour les besoins de nomination d'un agent de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), lauréat du concours d'agent social de 1^{ère} classe au titre de l'année 2013, l'emploi permanent à temps complet suivant :

FILIERE MEDICO-SOCIALE

Catégorie	Grade actuel	IB	IM	NBRE
C	Agent social principal de 2 ^{ème} classe	351	328	1

ARTICLE 2 : Le poste sera inscrit au tableau des emplois et des effectifs et pourvu par un agent permanent de la CTM lauréat du concours d'agent social de 1^{ère} classe au titre de l'année 2013 et reclassé au grade d'agent social principal de 2^{ème} classe tel que prévu par le dispositif parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR).

Le tableau des emplois et des effectifs de la CTM sera modifié en conséquence.

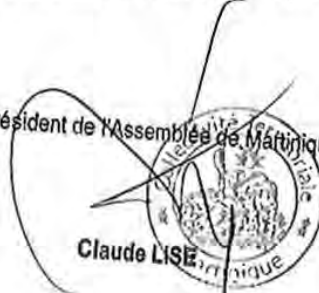
ARTICLE 3 : La dépense de fonctionnement est imputée sur les crédits inscrits au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-417-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-417-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 550 274,00 € POUR LA CONSTRUCTION DE 18 LOGEMENTS (9 LLS ET 9 LLTS) AU LIEU-DIT « MORNE DES ESSES » À SAINTE-MARIE

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique (SIMAR) et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 1 550 274,00 €, pour la construction de 18 logements sociaux (9 LLS et 9 LLTS) au lieu-dit « Morne des Esses » ville de Sainte-Marie ;

Vu le contrat de prêt N°60785 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de sept cent soixante quinze mille cent trente sept euros (775 137,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 1 550 274,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 60785, destiné à la construction de 18 logements sociaux (9 LLS et 9 LLTS), au lieu-dit « Morne des essés », sur le territoire de la ville de Sainte-Marie.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe 1 à la délibération 17-417-1

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 60785

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

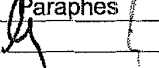
Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PROC63-PR0068 V1.59.1, page 1/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
1/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

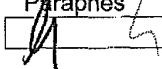
DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0063-PR0068 V1.69.1 page 2/21
Contrat de prêt n° 60795 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

- BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Paraphes

JARRY CEDEX -
2/21



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.10
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.19
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.19
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.19
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.19
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0063-PR0068 V1.69.1 page 3/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 00030474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/21



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Morne des Esses, Parc social public, Construction de 18 logements situés Rue de la Citerne 97230 SAINTE-MARIE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq-cent-cinquante mille deux-cent-soixante-quatorze euros (1 550 274,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cinq-cent-vingt-cinq mille trois-cent-six euros (525 306,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de cent-trente-deux mille cinquante euros (132 050,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de sept-cent-soixante mille huit-cent-trente-neuf euros (760 839,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de cent-trente-deux mille soixante-dix-neuf euros (132 079,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0083-PR0088-V1.0551 Page 4/21
Contrat de prêt n° 00785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 4/21

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr
5/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/21



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **08/05/2017** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

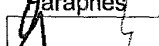
Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PR0063-PR0068 V1.59.1 page 7/21
Contrat de prêt n° 60786 Emprunteur n° 003230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

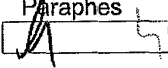
Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0003-PR0003v1.59.1 page 8/21
Contrat de prêt n° 60766 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/21

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5139268	5139269	5139267	5139266
Montant de la Ligne du Prêt	525 306 €	132 050 €	760 839 €	132 079 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,6 %	0,6 %
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	0,55 %	1,35 %	1,35 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0063-PRO068 V1.59.1 page 9/21
Contrat de prêt n° 60765 Emprunteur n° 000230474

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 9/21



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PR003-PR008-V1_501 page 10/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 00023474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
10/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0083-PR0088 V1.65.1 page 11/21
Contrat de prêt n° 60706 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 11/21
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PROCES-VERBAL 1031, page 12/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr
12/21

Paraphes

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

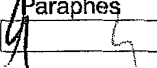
Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;

PROCES-VERBAUX V1.69.1 page 14/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr
15/21

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINTE-MARIE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

PRO63-PR0068 V1.59.1 page 16/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

16/21

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sur les montants remboursés par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PR0063-PR0068 V1.59.1 Page 17/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 17/21

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PR0063-PR0068 V.59.1, page 18/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PRO063-PRO068 V1.05.1 page 19/21
Contrat de prêt n° 60785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 19/21
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes/

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

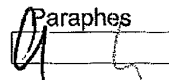
Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PROCES-VERBAUX 59.1 page 20/21
Contrat de prêt n° 60765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/21

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 10 Février 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 9 février 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Cachet et Signature :

PR0003-PR0008 V1.591, page 21/21
Contrat de prêt n° 80785 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

Annexe 2 à la délibération 17-417-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 550 274,00 € plus les intérêts, constitué de quatre lignes de prêts remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour les deux autres, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 18 logements sociaux (9 LLS et 9 LLTS), au lieu-dit Morne des Esses sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION CINQ CENT CINQUANTE MILLE DEUX CENT SOIXANTE QUATORZE EUROS (1 550 274,00 €) destiné à la construction de 18 logements sociaux (9 LLS et 9 LLTS), au lieu-dit Morne des Esses, sur le territoire de la ville de Sainte Marie.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLAI Foncier (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION FONCIER)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE LOCATIF)	PLUS Foncier (PRET LOCATIF A USAGE LOCATIF FONCIER)
Montant :	525 306,00 €	132 050,00 €	760 839,00 €	132 079,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,2%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,2%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,6%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	«Double révisabilité » (DR)	«Double révisabilité » (DR)	Double révisabilité » (DR)	«Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-418-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-418-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ MARTINICAISE D'HLM (SMHLM) À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 505 547,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 30 LOGEMENTS SOCIAUX (10 LLTS ET 20 LLS) AU LIEU-DIT « MANZO » AU FRANÇOIS

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Martiniquaise d'HLM et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 1 505 547,00 €, destiné à la construction de 30 logements sociaux (10 LLTS et 20 LLS) au quartier « Manzo » ville du François ;

Vu le contrat de prêt N° 63142 en annexe signé entre la Société Martiniquaise d'HLM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de sept cent cinquante deux mille sept cent soixante treize euros et cinquante centimes (752 773,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 1 505 547,00 € souscrit par la Société Martiniquaise d'HLM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 63142, destiné à la construction de 30 logements sociaux (10 LLTS et 20 LLS), au quartier « Manzo », sur le territoire de la ville du François.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Annexe 1 à la délibération 17-418-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedesdepots.fr

N° 63142

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM - n° 000261965

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PRO003-PR0065 V1 61 0 page 1/20
Contrat de prêt n° 63142 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anillan.nuyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/20



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Entre

SOCIETE MARTINICAISE D HLM, SIREN n°: 305306375, sis(e) IMMEUBLE TEMPO VOIE N 13 JAMBETTE BEAUSEJOUR BP 597 97200 FORT DE FRANCE,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE MARTINICAISE D HLM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »


DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PROCES-VERBAUX V1 61 0 page 2/20
Contrat de prêt n° 13142 Emprunteur n° 000061565

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-nivane@caissedesdepots.fr

Paraphes/


2/20



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

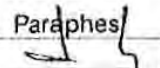
ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.10
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.11
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.12
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.12
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.12
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.13
ARTICLE 16	GARANTIES	P.15
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.16
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.18
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.19
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.19
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.19
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.19

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PROCES-PROCès V1 61 0 page 3/20
Contrat de prêt n° 63162 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-nouvane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/20

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération MANZO Parc social public Construction de 30 logements situés Quartier la Farelle 97240 FRANCOIS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq-cent-cinq mille cinq-cent-quarante-sept euros (1 505 547,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAÎ, d'un montant de sept-cent-soixante-dix-sept mille huit-cent-quatre-vingt-treize euros (777 893,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de sept-cent-vingt-sept mille six-cent-cinquante-quatre euros (727 654,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt

PRODOC-PRODOC V1.61.0 Page 4/20
Contrat de prêt n° 03142 Emprunteur n° 000001965

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-ouvane@caissedesdepots.fr 4/20

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anilles-nouvane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

PROCES-VERBAL V1.61 0 page 6/20
Contrat de prêt n° 63142 Emprunteur n° 000261985

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 6/20

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Simple Révisibilité » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 11/07/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PROCES-VERBAUX V. 6.1.0, page 7/20
Contrat de prêt n° 05142 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anlilles-ouvane@caissedesdepots.fr

Paraphes



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

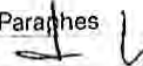
Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PROCES-VERBAUX V1 01 page 8/20
Contrat de prêt n° 03142 Emprunteur n° 002051965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/20

GRUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5184874	5184875		
Montant de la Ligne du Prêt	777 893 €	727 654 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase d'amortissement				
Durée	37 ans	37 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur Index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt ¹	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois	Indemnité forfaitaire 6 mois		
Modalité de révision	SR	SR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt

PROCEDES-PR0006A V1.61 D. page 9/20
 Contrat de prêt n° 03142 Emprunteur n° 000201905

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
 PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
 Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
 dr.antilles-nivane@caissedesdepots.fr

9/20



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Produit par la Caisse des Dépôts et Consignations
Contrat de prêt n° 01/14/2 Emprunteur n° 01/20/1965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-ouvane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/20



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0003-PR0006 V1.01.0 page 11/20
Contrat de prêt n° 03142 Emprunteur n° 000201965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20 11/20
dr.anilles-ouvane@caissedesdepots.fr

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

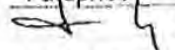
ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PROCES-VERBAUX V1 61.0 page 12/20
Contrat de prêt n° K3142 Emprunteur n° 000011963

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-ouvane@caissedesdepots.fr

Paraphes


12/20

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Paraphes

PR0003-PR0006 V1.61.0 page 13/20
Contrat de prêt n° 63142 Emprunteur n° 00261965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-quyane@caissedesdepots.fr 13/20



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

PROCO-PROCOA v1 61.0 page 14/20
Contrat de prêt n° 603-42 Emprunteur n° 002051965

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 14/20

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDOS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CidOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DU FRANCOIS	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PROCES-VERBAUX V1.01.0 page 15/20
Contrat de prêt n° 03142 Emprunteur n° 00261965

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anlilles-uyane@caissedesdepots.fr 15/20



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité forfaitaire égale à un semestre d'intérêt sur les montants remboursés par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

PRODA-PROD008 V1 61 0 page 16/20
Contrat de prêt n° 63142 Emprunteur n° 000001905

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anilles-quyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
16/20

GRUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDOS D'ÉPARGNE

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locaux sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

Paraphes

JARRY CEDEX -
17/20

PR0003-PR0008 V1.61 D page 17/20
Contrat de prêt n° 63142 Emprunteur n° 000261965

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-nouvane@caissedesdepots.fr



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.


La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

PROCES-VERBAUX V1.61.0, page 18/20
Contrat de prêt n° 03142 Emprunteur n° 000001363

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97006 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-ouvane@caissedesdepots.fr

Paraphes


18/20



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PROCES-VERBAUX V1 61 D Page 19/20
Contrat de prêt n° 03142 Emprunteur n° 002251565

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-ouvane@caissedesdepots.fr

Palaphes

19/20



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 02/05/2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 20 avril 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

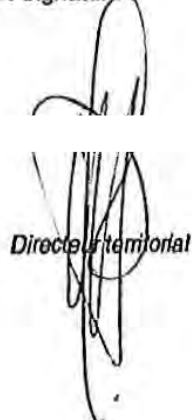
Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :



Annexe 2 à la délibération 17-418-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Martiniquaise d'HLM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Martiniquaise d'HLM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt constitué de 2 lignes de prêt, d'un montant total en capital de 1 505 547,00 €, plus les intérêts, remboursable en 37 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 30 logements sociaux (10 LLTS et 20 LLS), quartier Manzo, sur le territoire de la ville du François.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de UN MILLION CINQ CENT CINQ MILLE CINQ CENT QUARANTE SEPT EUROS (1 505 547,00 €) destiné à la construction de 30 logements sociaux (10 LLTS et 20 LLS) à Chemin Manzo, sur le territoire de la ville du François.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2017 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant :	777 893 €	727 654 €
- Durée de la phase d'amortissement :	37 ans	37 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Simple révisabilité » (SR)	« Simple révisabilité » (SR)
Taux de progressivité des échéances :	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-419-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-419-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE (SIMAR) À HAUTEUR DE 40 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 672 787,00 € DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA DE 18 LOGEMENTS SOCIAUX PLS AU LIEU-DIT « RAVINE-VILAINE » À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 1 672 787,00 €, pour l'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux PLS au lieu-dit « Ravine-Vilaine » ville de Fort-de-France ;

Vu le contrat de prêt n° 60783 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de six cent soixante neuf mille cent quatorze euros quatre vingt centimes (669 114,80 €) représentant 40% d'un emprunt d'un montant total de 1 672 787,00 € souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 60783, destiné à l'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux PLS, au lieu-dit « Ravine-Vilaine », sur le territoire de la ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe 1 à la délibération 17-419-1



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaisseedesdepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 60783

Entre

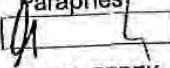
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0003-PR0003 V 531 0968 122
Contrat de prêt n° 60783 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes:

JARRY CEDEX -
1/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) PETIT PARADIS
BP 7214 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après Indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou
« l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28
avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue
de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après Indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PROCES-VERBAUX V1.29.1 page 3/22
Contrat de prêt n° 60723 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération RAVINE VILAINE, Parc social public, Acquisition en VEFA de 18 logements situés Lieu-dit Ravine Vilaine 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million six-cent-soixante-douze mille sept-cent-quatre-vingt-sept euros (1 672 787,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2016, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-cinq mille deux-cent-soixante-quatorze euros (285 274,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2016, d'un montant de neuf-cent-six mille cinq-cent-dix-huit euros (906 518,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2016, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingts mille neuf-cent-quatre-vingt-quinze euros (480 995,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0053-PR0068 V1 03.1 page 4/22
Contrat de prêt n° 60753 Emprunteur n° 000230-474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
4/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

PR0003-PR0008 V1.55.1 page 4/22
Contrat de prêt n° 00765 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

5/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

JARRY CEDEX - 6/22

PR0063-PR0068 V1_59.1 page 6/22
Contrat de prêt n° 62758 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social** » (PLS) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (CPLS) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'Index d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 08/05/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

PR065-PR068 V1.05.1 page 8/22
Contrat de prêt n° 60783 Emprunteur n° 00023074

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
JARRY CEDEX -
8/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêt Indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

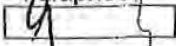
Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0000-PR0003 V1_05.1 Page 9/22
Contrat de prêt n° 60783 Emprunteur n° 00020474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2016	PLSDD 2016	PLSDD 2016	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5178695	5178697	5178696	
Montant de la Ligne du Prêt	285 274 €	906 518 €	480 995 €	
Commission d'instruction	170 €	540 €	280 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,86 %	1,86 %	1,86 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,86 %	1,86 %	1,86 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	
Taux d'intérêt du préfinancement	1,86 %	1,86 %	1,86 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans	50 ans	
Index	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur Index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt ¹	1,86 %	1,86 %	1,86 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX V.1.50.1 page 10/22
Contrat de prêt n° 60763 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Phaphe
10/22

GRUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PROCES-VERBAUX V1.55.1 page 11/22
Contrat de prêt n° 60763 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 11/22

Graphes

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PR0063-PR0063 V1.59.1, page 12/22
Contrat de prêt n° 60783 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr
12/22

Paraphes

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les Intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

* Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est Inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PROCES-PR0089 V1_2531 page 13/22
Contrat de prêt n° 80763 Emprunteur n° 000200474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les Intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des Intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

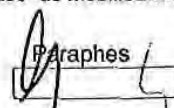
Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

Paraphes

JARRY CEDEX -
14/22

PR0063-PR0068 V1.50.1 page 14/22
Contrat de prêt n° 60768 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anillies-guyane@caissedesdepots.fr

GR O U P E



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été Informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les Immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

PROCES-VERBAUX V1.03.1 Page 15/22
Contrat de prêt n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@calssedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
15/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- Informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- Informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- Informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- Informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr 16/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locaux sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locaux sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

PR0002-PR0089 v1.53.1 page 17/22
Contrat de prêt n° 60763 Emprunteur n° 00230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit/doivent intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur et dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

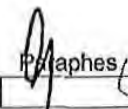
PR0005-PR0005 V1.55.1 page 13/22
Contrat de prêt n° 60763 Emprunteur n° 000200474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.anillies-guyane@calssedesdepots.fr


JARRY CEDEX -
18/22

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Paraphes/

PR0063-PR0068 V1.03.1 page 19/22
Contrat de prêt n° 60763 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@calssedesdepots.fr 19/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroies de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

G R O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PROCS-PROCES V1 191, page 21/22
Contrat de prêt n° 60763 Emprunteur n° 000290474

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495

Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -

21/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 10 février 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 9 février 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

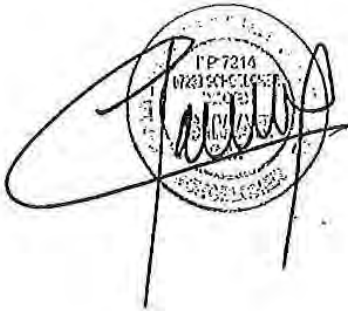
Civilité : M.

Nom / Prénom :

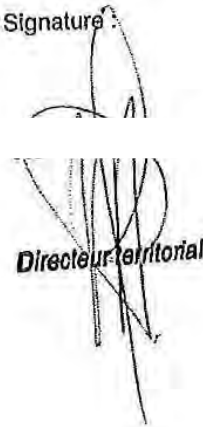
Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :



PROCES-PROC008 V1.03.1 page 22/22
Contrat de prêt n° 60786 Emprunteur n° 00030474

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086

JARRY CEDEX - 22/22

Paraphés

Annexe 2 à la délibération 17-419-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SIMAR en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° 17- du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 672 787,00 € plus les intérêts, constitué de 3 lignes de prêt, remboursable en 40 années pour deux d'entre eux et 50 années pour le troisième, que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux PLS, au lieu-dit Ravine Vilaine sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION SIX CENT SOIXANTE DOUZE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT SEPT EUROS (1 672 787,00 €) destiné à l'acquisition en VEFA de 18 logements sociaux, au lieu-dit Ravine Vilaine, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 17- du 2017 :

Ligne du prêt :	CPLS (prêt complémentaire au prêt locatif social)	PLS (prêt locatif social)	PLS foncier (prêt locatif social foncier)
Montant :	285 274,00 €	906 518,00 €	480 995,00 €
Commission d'instruction	170 €	540 €	280 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans	50 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +1,11%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +1,11%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +1,11%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	«Double révisabilité » (DR)	«Double révisabilité » (DR)	«Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-420-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-420-1

**PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ
D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA GUADELOUPE (SEMAG) À HAUTEUR DE 50 %
D'UN EMPRUNT COMPLÉMENTAIRE D'UN MONTANT DE 239 528,00 €
DESTINÉ À L'ACQUISITION EN VEFA DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX (45 LLS ET 16 LLTS)
AU LIEU-DIT « BOIS-NEUF » AU ROBERT**

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'Économie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt complémentaire d'un montant de 239 528,00 €, pour l'acquisition en VEFA de 61 logements sociaux (45 LLS et 16 LLTS) au lieu-dit « Bois-neuf », ville du Robert ;

Vu le contrat de prêt n° 64110 en annexe signé entre la SEMAG et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de cent dix neuf mille sept cent soixante quatre euros (119 764,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 239 528,00 € souscrit par la SEMAG auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 64110, destiné à l'acquisition en VEFA de 61 logements sociaux (45 LLS et 16 LLTS), au lieu-dit « Bois-neuf », sur le territoire de la ville du Robert.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude Lise

Annexe 1 à la délibération 17-420-1

GROUPE



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

www.groupecaissedepots.fr

CONTRAT DE PRÊT

N° 64110

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE - n° 000249691

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PROCES-VERBAUX 1/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000249691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/23

GRUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE, SIREN n°:
342763968, sis(e) LOT GRAND CAMP LA ROCADE BP 3082 97139 LES ABYMES,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE D'AMENAGEMENT DE LA GUADELOUPE** » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

SP0000-SP0003V1/02-3 page 2/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000240871

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

2/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0000-EP0000 V1.02.3, page 3/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 0002-0001

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Clos Mansarde 1-prêt complémentaire, Parc social public, Acquisition en VEFA de 0 logement situé Bois neuf 97231 ROBERT.

Ce Prêt concourt au financement de l'opération comportant au total 61 logements.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-trente-neuf mille cinq-cent-vingt-huit euros (239 528,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de deux-cent-trente-neuf mille cinq-cent-vingt-huit euros (239 528,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

PR0000-000008 v1 02/3 page 4/23
Contrat de prêt n° 000349001

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

4/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

Procédure-VI.62.3 page 5/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 0002-0001

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

5/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité** » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'Index d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATI, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

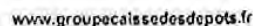
PR0000-PR0000 V1.02.3 page 723
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 00020251

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

vs N60

7/23



ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

- Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

BR0090-PRODUIT V1.62.3 page 873
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000240691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13 APR

8/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts Indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en Informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.



L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0000-PR0008 V1 42.3 page 3/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000242691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anlillos-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

9/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5184903			
Montant de la Ligne du Prêt	239 528 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	1,35 %			
TEG de la Ligne du Prêt	1,35 %			
Phase de préfinancement:				
Durée du préfinancement	24 mois			
Taux d'intérêt du préfinancement	1,35 %			
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation			
Phase d'amortissement:				
Durée	40 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur Index	0,6 %			
Taux d'intérêt	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Procédure d'offre v1.02.3, page 10/23
Carnet de prêt n° 64110 Emprunteur n° 0002466/1

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

JARRY CEDEX -
10/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
Caisse des dépôts et consignations
Caisse de prêt n° 10 Emprunteur n° 0002-46801

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13 160

11/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

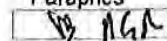
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PROCES-VERBAUX N° 12/23
Contrat de prêt n° 12/10 Emprunte n° 000246871

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



12/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « Commissions ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PROCEC-PR0009 v1.02.3, page 13/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000240001

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS - Page 14/23
Contrat de prêt n° 0002-09/01

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/23

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les Immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

PR000-PR0008 V1 02.13 page 12/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 0002-0001

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

15/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- Informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- Informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

PROJON-PROJON V.1.2.3 page 16/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000249091

Caisse des dépôts et consignations

PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.anillies-guyane@calssedesdepots.fr

Paraphes

16/23

GROUPE



www.groupecalssedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

- Informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- Informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».
- devenir propriétaire du ou des biens immobiliers financés par le Prêt à l'issue de la période « de défiscalisation ». Cette disposition est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur à lui consentir ledit Prêt.

A cet égard, l'Emprunteur s'engage à fournir au Prêteur les pièces ci-après :

- l'agrément de défiscalisation définitif avant la deuxième échéance du Prêt,
- son titre de propriété à l'issue de la période de défiscalisation avant la huitième échéance du Prêt, sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt dans les conditions financières fixées à l'Article « Remboursements anticipés et leurs conditions financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DU ROBERT	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

PR000-PR0006 V1 62.3 page 17/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000248201

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit/doivent intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

PR000JPR0088 V1.03.3 page 18/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 000249031

18/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des Intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat ;

PRO2004-PRC2005 V1.02.3 page 19/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 0002-0001

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
- la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

PROCES-VERBAUX V1.2.3, page 20/23
Contrat de prêt n° 26110 Emprunteur n° 00034691

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

20/23

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PROCES-VERBAUX V1.12.3 page 21/23
Contrat de prêt n° 54710 Emprunteur n° 000246091

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITÉS DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/23



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.



En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les Juridictions civiles parisiennes.

PROCELS 2008/1/15/2 page 22/23
Contrat de prêt n° 04110 Emprunteur n° 000249291

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

22/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité : Monsieur

Nom / Prénom

Qualité : Directeur Général -

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



BP 289 Boisripioux
97182 Abymes Cedex
Tel : 0590 93 23 90
Fax : 0590 93 23 46
Société Anonyme au
Capital de 13 026 730 €
RC 87 b 500
Siret : 342 764 968 00015

Le, 10 Mai 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Mlle

Nom / Prénom :

Qualité : Adjointe au Directeur régional

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :

Adjointe au Directeur régional

PROCE-PROCE V1.02.3 page 23/23
Contrat de prêt n° 64110 Emprunteur n° 0002-0859

Caisse des dépôts et consignations
PARC D'ACTIVITES DE LA JAILLE - BP 2495 - BAIE MAHAULT BATIMENT 4 - 97086 JARRY CEDEX -
Tél : 05 90 21 18 68 - Télécopie : 05 90 91 73 20
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes



Annexe 2 à la délibération 17-420-1



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Guadeloupe (SEMAG) représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la SEMAG en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt complémentaire d'un montant total en capital de 239 528,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer l'acquisition en VEFA de 61 logements (45 LLS ET 16 LLTS) au lieu-dit « Bois-Neuf », sur le territoire de la ville du Robert.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de DEUX CENT TRENTE NEUF MILLE CINQ CENT VINGT HUIT EUROS (239 528,00 €) destiné au financement de l'acquisition en VEFA de 61 logements sociaux (45 LLS et 25 LLTS) au lieu-dit « Bois-neuf », sur le territoire de la ville du Robert.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui seront conformes à la délibération de la CTM n° du 2017 :

Ligne du prêt :	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE SOCIAL)
Montant :	239 528,00 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur. Pour ce faire, un titre de recettes à l'encontre de l'emprunteur sera émis dès la saisie du mandat relatif à la mise en jeu de la garantie.

ARTICLE 5 – SURETES

Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée de remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

~~Le bénéficiaire consent, d'autre part, et ce à ses frais, à ce que le garant, sur simple demande, procède à une inscription hypothécaire ou à l'inscription de toute autre sûreté jugée plus appropriée. Cette demande ne pourra être formulée que dans les conditions ci-après énoncées :~~

- ~~- qu'après un délai de 6 années à compter de la déclaration d'achèvement des travaux,~~
- ~~- que dans l'hypothèse où la Caisse des Dépôts et Consignations a sollicité la garantie du garant,~~
- ~~- et, qu'après avoir adressé au bénéficiaire une mise en demeure d'avoir à régulariser les échéances impayées sous un mois, adressée par courrier recommandé avec accusé réception, restée sans effet.~~

Il est convenu que ces 3 conditions sont cumulatives.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. Conformément à l'article L. 1524-6 du code général des collectivités territoriales, la CTM pourra être représentée par un délégué spécial, auprès de la SEMAG, désigné par l'Assemblée de Martinique.

Le représentant de la CTM pourra exercer, à toute époque, son contrôle sur les opérations de l'emprunteur, qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles à la connaissance de ses livres et pièces comptables.

L'emprunteur s'engage à faciliter le contrôle et le suivi opéré par le délégué spécial.

6.2. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société mère et du groupe,
- * Le rapport d'activités du groupe et de la société mère.

6.3. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre événement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 6 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

Tous les droits et frais auxquels la présente convention pourrait donner lieu, sont à la charge de l'emprunteur.

La signature de la présente convention précédera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-421-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-421-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ CARAÏBES LOGEMENTS À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 987 472,00 € DESTINÉ À LA RÉALISATION D'UN PROGRAMME IMMOBILIER EN VEFA DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX AU LIEU-DIT « RÉSIDENCE LE MORNE VERT » AU LIEU-DIT MORNE-VERT À DUCOS

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société Caraïbes Logements et tendant à solliciter la garantie partielle d'un emprunt d'un montant total de 987 472,00 €, destiné à la réalisation d'un programme immobilier en VEFA de 9 logements sociaux « Résidence le Morne Vert », lieu-dit Morne-Vert, ville de Ducos ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de quatre cent quatre vingt treize mille sept cent trente six euros (493 736,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant total de 987 472,00 € souscrit par Société Caraïbes Logements auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques financières des prêts sont les suivantes :

Caractéristiques financières	PLS	PLS complémentaire
Montant des prêts	737 436 €	250 036 €
Phase de préfinancement		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Taux du préfinancement	Livret A + 1,11%	Livret A + 1,11%
Phase d'amortissement		
Durée du préfinancement	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	+1,11%	+1,11%
Taux d'intérêt	Livret A + 1,11%	Livret A + 1,11%
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DR	DR
Taux de proressivité des échéances	0%	0%

ARTICLE 3 : La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous actes et tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, notamment la convention de la garantie prévoyant la mise en place des mesures de sûreté suivantes :

- Rétrocession à la Collectivité Territoriale de Martinique des loyers perçus à concurrence des sommes réglées en lieux et place de l'emprunteur en cas de défaillance de celui-ci,
- Cautionnement hypothécaire de la SNC LE MORNE VERT, propriétaire du bien immobilier.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe à la délibération 17-421-1

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société CARAIBES LOGEMENTS représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société CARAIBES LOGEMENTS en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 987 472,00 € plus les intérêts, constitué de 2 lignes de prêts, remboursables en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour réaliser un programme immobilier en VEFA de 9 logements sociaux « Résidence le Morne Vert » lieu-dit Morne Vert, sur le territoire de la ville de Ducos.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant de NEUF CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE DOUZE EUROS (987 472,00 €) destiné à la réalisation d'un programme immobilier en VEFA de 9 logements sociaux « Résidence le Morne Vert » lieu-dit Morne Vert, sur le territoire de la ville de Ducos.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figureront dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2017 :

Caractéristiques financières	PLS	PLS Complémentaire
Montant des prêts	737 436 €	250 036 €
Phase de préfinancement		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Taux du préfinancement	Livret A + 1,11 %	Livret A + 1,11 %
Phase d'amortissement		
Durée du préfinancement	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	+1,11%	+1,11%
Taux d'intérêt	Livret A + 1,11 %	Livret A + 1,11 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Modalités de révision	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables. Ces avances devront être remboursées à la CTM prioritairement par la rétrocession à la CTM des loyers perçus par l'emprunteur.

ARTICLE 5 - SURETES

L'emprunteur s'engage, pendant toute la durée du remboursement, y compris le cas échéant celle des avances consenties par le garant, à ne pas aliéner ni hypothéquer l'immeuble ou les biens faisant l'objet du prêt sans l'accord préalable du garant.

Un cautionnement hypothécaire sera accordé par la SNC LE MORNE VERT, propriétaire de l'immeuble.

ARTICLE 6 – CONTROLES ET SUIVI

6.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

6.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 7 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 8 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-422-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-422-1

PORTANT PROROGATION DE LA GARANTIE ACCORDÉE À L'UNION REGIONALE DES ASSOCIATIONS DU SECTEUR SOCIAL DE LA MARTINIQUE (URASSIMMO) À HAUTEUR DE 100 % D'UN EMPRUNT DE 2 880 000 € DESTINÉ À L'ACQUISITION D'UN IMMEUBLE SIS ZONE ARTISANALE DE DILLON STADE À FORT DE FRANCE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

~~Vu le code des relations entre le public et l'administration ;~~

Vu le code civil ;

Vu la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CG/76-04 du 23 décembre 2004 relatif à la garantie accordée à l'Union Régionale des Associations du Secteur Social de la Martinique (URASSIMMO) à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 2 880 000 € sur 20 ans contracté auprès du Crédit Mutuel Antilles Guyane le 1er avril 2005 destiné à l'acquisition d'un immeuble sis à Fort de France, Zone Artisanale de Dillon Stade ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par l'Union des Associations du Secteur Social de la Martinique (URASSIMMO) auprès du Crédit Mutuel tendant à solliciter le rééchelonnement d'un emprunt de 2 880 000 € garanti par le Département de la Martinique à hauteur de 100 % ;
Vu la demande du Crédit Mutuel sollicitant l'accord de la Collectivité Territoriale de Martinique sur ce rééchelonnement ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la prorogation de la garantie accordée à hauteur de 100 % par délibération du Conseil Général de la Martinique n° CG/76-04 du 23 décembre 2004, pour un prêt de 2 880 000 € obtenu par l'Union des Associations du Secteur Social de la Martinique (URASSIMMO) auprès du Crédit Mutuel, et destiné au financement de l'acquisition d'un immeuble sis zone artisanale de Dillon Stade à Fort-de-France.

ARTICLE 2 : La garantie initiale expirant le 31 décembre 2024 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2032.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de la Martinique accorde sa garantie pour le remboursement du prêt selon le tableau d'amortissement joint à l'avenant du prêt que le crédit mutuel soumettra à la signature de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 5 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité .

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-423-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-423-1

**PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE
N°CG/54-14 DU 19 JUIN 2014 ACCORDANT LA GARANTIE DU DÉPARTEMENT DE LA
MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT
D'UN MONTANT DE TOTAL DE 493 862,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS
LOCATIFS TRÈS SOCIAUX (LLTS) RUE HOMÈRE CLÉMENT - BOURG AU FRANCOIS ET
NOUVELLE GARANTIE SOLLICITÉE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À
HAUTEUR DE 50% D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 493 862,00 €**

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM tendant à solliciter d'une part l'annulation de la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CG/54-14 du 19 juin 2014 accordant la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 493 862,00 €, destiné à la construction de 7 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue Homère Clément – Bourg, ville du François et d'autre part une nouvelle garantie ;

Vu le contrat de prêt n° 64951 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération du Conseil Général de la Martinique n° CG/54-14 du 19 juin 2014 par laquelle le Département a accordé sa garantie à hauteur de 50% d'un emprunt d'un montant total de 493 862,00 € destiné à la construction de 7 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue Homère Clément – Bourg, sur le territoire du François.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de la Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux cent quarante six mille neuf cent trente et un euros (246 931,00 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 493 862,00 € souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 64951, destiné à la construction de 7 logements locatifs très sociaux (LLTS) rue Homère Clément – Bourg, sur le territoire de la ville du François.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération remplace toutes les dispositions de la délibération n° CG/54-14 du 19 juin 2014.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE



Annexe 1 à la délibération n°17-423-1

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 64951

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0000-PR0008 V2.1.2 page 1/22
Contrat de prêt n° 64951 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
1/22



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE OZANAM** » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PRO200-PR0003 V2.1.2 page 2/22
Contrat de prêt n° 64951 Emprunteur n° 000205740

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

AB 4

2/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.4
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.13
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.16
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.20

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PR0090-PR0068 V2.1.2 page 3/22
Contrat de prêt n° 04051 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération HOMERE CLEMENT, Parc social public, Construction de 7 logements situés 37 RUE HOMERE CLEMENT 97240 FRANCOIS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre-cent-quatre-vingt-treize mille huit-cent-soixante-deux euros (493 862,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de quatre-cent-quatre-vingt-treize mille huit-cent-soixante-deux euros (493 862,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

4/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

5/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locaux très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.


Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

6/22



ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Paraphes 
FORT-DE-FRANCE
7/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PRC000-PRC000 V2.1.2 page 9/22
Contrat de prêt n° 64951 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
9/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5192518			
Montant de la Ligne du Prêt	493 862 €			
Commission d'instruction	0 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,55 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %			
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans			
Index	Livret A			
Marge fixe sur index	- 0,2 %			
Taux d'intérêt ¹	0,55 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé, volontaire	Indemnité actuarielle			
Modalité de révision	DR			
Taux de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

¹ Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PR0009-PR0008 V2.1.7 page 10/22
Contrat de prêt n° 04931 Emprunteur n° 000000000

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garantie ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

11/22

GRUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FOND D'ÉPARGNE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R (1+I) - 1$
Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R (1+P) - 1$
Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

PR0000-PR0008 V2.1.2 page 12/22
Contrat de prêt n° 6051 Emprunteur n° 000005740

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

12/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

PR0090-PR0060 V2.1.2 page 13/22
Contrat de prêt n° 54851 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été Informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

PH0090-PRO003 V2.1.2 page 14/22
Contrat de prêt n° 64651 Emprunteur n° 000025448

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/22

GRUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements localisés sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements localisés sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DU FRANCOIS	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PH0030-PH0033 V2.1.2 page 10/22
Contrat de prêt n° 04051 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

16/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Échéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

PR0000-PR0003 V2.1.2 page 17/22
Contrat de prêt n° 00031 Emprunteur n° 000257/09

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.anlilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/22

G R O U P E



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

FR00000100004 V2 L2 page 18/22
Contrat de prêt n° 000205740

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
18/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition) ou de la gouvernance de l'Emprunteur, qui affecterait sa situation financière (notamment dans l'éventualité d'un ADSCR inférieur à 1), et qui aurait des conséquences sur sa capacité de remboursement ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/22

GRUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PR000D-PR000A V2.1.2 page 21/22
Contrat de prêt n° 64951 Emprunteur n° 000005749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
21/22

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 15 JUIN 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité: M.

Nom / Prénom :

Qualité: Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


OZANAM
Groupes Actifs
Pointe de l'Anam - 97133 SCHÉLCHER
Directeur Général
Frédéric BURAC

Le, 15 juin 2017

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité: M.

Nom / Prénom :

Qualité: Directeur Territorial

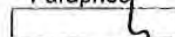
Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Directeur territorial

Paraphes



22/22

Annexe 2 à la délibération n°17-423-1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du /2017 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 493 862,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 7 LLTS rue Homère Clément – Bourg sur le territoire de la ville du François.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE DEUX EUROS (493 862,00 €) destiné aux travaux de construction de 7 LLTS rue Homère Clément, sur le territoire de la ville du François.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du /2017 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)
Montant :	493 862 €
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-424-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-424-1

**PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N°17-114-1
DU 6 AVRIL 2017 ACCORDANT LA GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE
MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 50 % D'UN EMPRUNT D'UN
MONTANT DE TOTAL DE 598 619,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS
SOCIAUX DONT 7 LLS ET 2 LLTS RUE LAGROSILLIÈRE AU FRANÇOIS ET
NOUVELLE GARANTIE À HAUTEUR DE 50%
D'UN EMPRUNT D'UN MONTANT TOTAL DE 598 619,00 €**

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM tendant à solliciter la modification de la délibération accordant la garantie partielle d'un emprunt d'un montant de 598 619,00 €, destiné à la construction de 9 logements sociaux rue Lagrosillière, ville du François ;

Vu le contrat de prêt n° 65250 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission logement et habitat le 9 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est annulée la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 17-114-11 du 6 avril 2017 par laquelle la Collectivité Territoriale de Martinique a accordé sa garantie à hauteur de 50% de deux emprunts d'un montant total de 598 619,00 € destinés à la construction de 9 logements sociaux dont 7 LLS et 2 LLTS rue Lagrosillière, sur le territoire du français.

ARTICLE 2 : La Collectivité Territoriale de la Martinique accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de deux cent quatre vingt dix neuf mille trois cent neuf euros et cinquante centimes (299 309,50 €) représentant 50% d'un emprunt d'un montant de 598 619,00 € souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 65250, destiné à la construction de 9 logements sociaux dont 7 LLS et 2 LLTS rue Lagrosillière, sur le territoire de la ville du Français.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 4 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

Annexe 1 à la délibération n° 17-424-1

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

N° 65250

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION À LOYER MODÈRE OZANAM - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR009-PRO088 V2.1.2 page 1/23
Contrat de prêt n° 65250 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

1/23

GR O U P E



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÈRE OZANAM, SIREN n°: 303149983,
sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATION A LOYER MODÈRE OZANAM** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Paraphes



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.14
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.15
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.18
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.21
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.22

ANNEXE 1	ÉCHÉANCIER DE VERSEMENTS
ANNEXE 2	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

LES ANNEXES SONT UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

PROCES-VERBAL V2.1.2, page 3/23
Contrat de prêt n° 65250 Emprunteur n° 00020549

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97284 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération Lagrosillières 9, Parc social public, Construction de 9 logements situés Angle rue Joseph Lagrosillière et Victor Schoelcher 97240 FRANÇOIS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq-cent-quatre-vingt-dix-huit mille six-cent-dix-neuf euros (598 619,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLA1, d'un montant de cent-vingt-cinq mille cinq-cent-quatre-vingt-seize euros (125 596,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de quatre-cent-soixante-treize mille vingt-trois euros (473 023,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PRODIGE-PRODIGES V2.1.2, page 4/23
Contrat de prêt n° 56250 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

4/23



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt avec ses annexes et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 95 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

Paraphes/

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/23



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « Phase de Préfinancement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « Prêt Locatif Aidé d'Intégration » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisibilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap EURIBOR » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg «IRSB 19» (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes «FRSWI1 Index» à «FRSWI50 Index» (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

7/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et ses annexes devront être retournés dûment complétés, paraphés et signés au Prêteur.

Le contrat prendra effet à la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 09/09/2017 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est donc subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT


Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur ne sera pas tenu de verser les fonds de chaque Ligne du Prêt et pourra considérer le Contrat comme nul et non avenu.

ES0084100058 v2 1.2 page 8/23
Contrat de prêt n° 66250 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

8/23



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, l'échéancier de Versements est négocié entre l'Emprunteur et le Prêteur. Il correspond au rythme prévisionnel des paiements à effectuer par l'Emprunteur pour la réalisation de ou des opérations financées par le Prêt.

Pour chaque Ligne du Prêt, si le total des Versements portés sur l'échéancier est inférieur au montant maximum des Lignes du Prêts indiqué à l'Article « **Caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt** », ce montant sera réduit d'office à hauteur des sommes effectivement versées à la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt.

Les échéanciers de Versements sont établis par l'Emprunteur sachant que, d'une part, le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet, et, d'autre part, le dernier Versement doit impérativement intervenir deux mois avant la première Date d'Échéance de chaque Ligne du Prêt.

En cas de retard dans le déroulement du chantier, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être adressée par l'Emprunteur au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur chaque échéancier de Versements.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

PR0304-PR0308 v2.1.2, page 9/23
Contrat de prêt n° 652/50 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
9/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLUS		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5184210	5184209		
Montant de la Ligne du Prêt	125 596 €	473 023 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	0,55 %	1,35 %		
TEG de la Ligne du Prêt	0,55 %	1,35 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Taux d'intérêt du préfinancement	0,55 %	1,35 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,2 %	0,6 %		
Taux d'intérêt	0,55 %	1,35 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.

PRO250-PRO258 v2.1.2, page 10/23
Contrat de prêt n° 63250 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/23



www.groupecaisseedesdepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

L'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'Instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

PR0090-PR0090 v.2, page 11/23
Contrat n° 142550 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10676 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

11/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement, est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = IP + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre la dernière valeur actualisée de l'Index et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, en fonction d'un coefficient (R) dans les conditions ci-après définies :

- Le coefficient de Révision (R) est déterminé par la formule : $R = 1 + DT/(1+I)$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de l'Index en vigueur à la date de la Révision et celui en vigueur à la Date d'Effet du Contrat.

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = R(1+I) - 1$

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = R(1+P) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif, le cas échéant il sera ramené à 0 %.

PROCES-VERBAUX 12/23
Caisse des Dépôts et consignations n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
12/23



www.groupecaisseedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PR0090-PR0003 V2.1.2 page 13/23
Contrat de prêt n° 65630 Emprunteur n° 00205749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÉGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation signée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/23



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- justifier du titre définitif conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis ;

Prüiso-Procès V2.1.2, page 15/23
Contrat de prêt n° 65250 Emprunteur n° 00020749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

15/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- transmettre chaque année au Prêteur le document de référence relatif au ratio annuel de couverture de la dette (Annual Debt Service Cover Ratio ou ADSCR) ;
- Informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur :
 - de toute transformation de son statut, ou de toute opération envisagée de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de toute signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, ou de toute modification à intervenir relative à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

Paraphes/

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DU FRANCOIS	50,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

PR030-PR036 V2.1.2 page 17/23
Contrat de prêt n° 55250 Emprunteur n° 000205748

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10875 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 83 63 94

dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

17/23

GROUPE



www.groupecaissedepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursement anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;

PR030-PR0003 V2.1.2, page 19/23
Contrat de prêt n° 65250 Emprunteur n° 00005748

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

19/23



FR650-PROCS V2.1.2 page 2073
 Contrat n° prôt n° 65250 Emprunteur n° 000205749



www.groupecaissedepots.fr

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE**

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1154 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS


L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Ligne du Prêt) peuvent être effectuées soit par courriel soit par télécopie signée par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou télécopie l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

PR0090-PR0068 V2.1.2, page 21/23
Contrat de prêt n° 65259 Emprunteur n° 00026748

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

21/23



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera porté devant les juridictions civiles parisiennes.

PROCES-VERBAUX V2.1.2 - page 22/23
Contrat de prêt n° 652 50 Emprunteur n° 000235749

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10875 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
dr.antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

22/23

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 15 JUIN 2017

Pour l'Emprunteur,

Civilité : MR

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


OZANAM
Pointe de Jahan - 97233 SCHÉLCHER
Directeur Général

Le, M Joël Holt

Pour la Caisse des Dépôts,

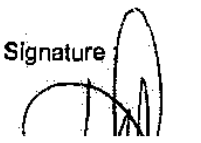
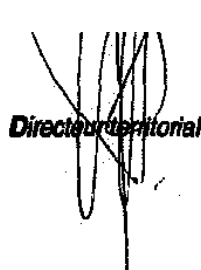
Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Directeur Territorial

Annexe 2 à la délibération n°17-424-1

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du
ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du /2017, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 50 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 598 619,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de construction de 7 LLS et 2 LLTS rue Lagrosillière sur le territoire de la ville du François.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 50 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de CINQ CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE SIX CENT DIX NEUF EUROS (598 619,00 €) destiné aux travaux de construction de 7 LLS et 2 LLTS rue Lagrosillière, sur le territoire de la ville du François.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du /2017 :

Ligne du prêt :	PLAI (PRET LOCATIF AIDE D'INTEGRATION)	PLUS (PRET LOCATIF A USAGE LOCATIF)
Montant :	125 596 €	473 023 €
- Durée de la phase de préfinancement :	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement :	40 ans	40 ans
Périodicité des échéances :	Annuelle	Annuelle
Index :	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 0,20%.	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60%.
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision :	« Double révisabilité » (DR)	« Double révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances :	0 %	0 %

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-425-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-425-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA REGIE DES EAUX ODYSSEY SYNERGIE MQ0004008

« CONSTRUCTION DES OUVRAGES D'INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT PERMETTANT D'ASSURER LE TRANSFERT DES EFFLUENTS DE LA STATION D'ÉPURATION D'ACAJOU VERS LA STATION D'ÉPURATION DE GAIGNERON »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu la décision n°C (2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de la Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande de la Régie des eaux ODYSSI du 28 décembre 2015 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage, le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique d'un montant d'un million huit cent mille euros (1 800 000,00 €), est attribuée à la Régie des eaux ODYSSI, pour l'opération « Synergie MQ0004008 - Construction des ouvrages d'infrastructure d'assainissement permettant d'assurer le transfert des effluents de la station d'épuration d'Acajou vers la station d'épuration de Gaigneron ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à cinq millions six cent quarante-sept mille quatre cent quarante et un euros trente-quatre centimes (5 647 441,34 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé pour la part FEDER, s'élevant à un million huit cent mille euros (1 800 000,00 €) soit 31,87 % du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60 % en crédit de paiement 2018
- 40 % en crédit de paiement 2019

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.



ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-426-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2018
Date de réception préfecture : 03/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-426-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SEMSAMAR – EHPAD « HABITATION FANTAISIE » SAINT-JOSEPH – N° MQ0002806»

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu la décision n°C (2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de la Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande de la SEMSAMAR, enregistrée le 29 septembre 2015 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 20 septembre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage, le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de cinq millions deux cent soixante-quinze mille euros (5 275 000,00 €), pour une assiette éligible de 13 077 509,00 €, est attribuée à la « SEMSAMAR – EHPAD « HABITATION FANTAISIE » SAINT-JOSEPH – N° MQ0002806 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à treize millions soixante-dix-sept mille cinq cent neuf euros (13 077 509,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention sera imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, s'élevant à cinq millions soixante-quinze mille euros (5 075 000,00 €), soit 38,81% du coût total prévisionnel éligible, au 9005 du budget de la Collectivité territoriale et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part territoriale, s'élevant à deux cent mille euros (200 000,00 €), soit 1,53% du coût total prévisionnel éligible, au 905 du budget de la Collectivité territoriale et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60 % en crédit de paiement 2018
- 40 % en crédit de paiement 2019

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique and the text "Collectivité Territoriale de Martinique".



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-427-1-DE
Date de télétransmission : 04/01/2018
Date de réception préfecture : 04/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-427-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A LA SOCIETE MARTINIQUE NUTRITION ANIMALE (MNA) POUR L'OPÉRATION SYNERGIE MQ0002755 « PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'OUTIL DE PRODUCTION ET DES SURFACES COMMERCIALES DE LA SOCIETE MNA »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu la décision n°C (2014) 10168 finale du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le régime cadre exempté n° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOEU du 26 juin 2014 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande de la société Martinique Nutrition Animale (MNA), enregistrée le 30 octobre 2014 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage, le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de un million huit cent vingt-cinq mille huit cent quatre-vingt-sept euros (1 825 887 €) est attribuée à la société Martinique Nutrition Animale (MNA), pour l'opération MQ0002755 « Programme de modernisation de l'outil de production et des surfaces commerciales de la société MNA ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à trois millions cinq cent vingt mille cent vingt-deux euros (3 520 122 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part territoriale, s'élevant à soixante-cinq mille huit cent vingt-six euros (65 826 €), soit 1,87% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité territoriale et versée selon les modalités établies par convention.

- Pour la part FEDER, s'élevant à un million sept cent soixante mille soixante-et-un euros (1 760 061 €) soit 50 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget territorial et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 60 % en crédit de paiement 2018
- 40 % en crédit de paiement 2019

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-428-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-428-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT CTM / FEDER-FSE DU PO 2014-2020 « COMMUNE DE SAINT-PIERRE RÉNOVATION DE LA CATHÉDRALE DU MOUILLAGE - PHASE 2 (RESTAURATION DU FAUX TRANSEPT COMPRENANT LE VAISSEAU PRINCIPAL) – N° SYNERGIE MQ0004347 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n°1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la commission européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de la Martinique, pour l'exercice 2017 ;
Vu la demande de la commune de Saint-Pierre, enregistrée le 7 décembre 2016 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage, le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant quatre cent cinquante-et-un mille six cent trente euros quarante-sept centimes (451 630,47 €) est attribuée à la commune de Saint-Pierre, pour l'opération « Rénovation de la cathédrale du Mouillage - Phase 2 (Restauration du faux transept comprenant le vaisseau principal) – N° Synergie MQ0004347 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à neuf cent onze mille quatre cent quatre-vingt-quinze euros et cinquante-six centimes (911 495,56 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit : pour la part FEDER, à quatre cent cinquante et un mille six cent trente euros et quarante sept centimes (451 630,47 €) soit 49,55% du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 9005 du budget territorial et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédit de paiement en 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-429-1-DE
Date de télétransmission : 03/01/2018
Date de réception préfecture : 03/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-429-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT A BELLONIE BOURDILLON ET SUCESSEURS – TRAVAUX DE DÉCROCHAGE, D'AMÉLIORATIONS FONCIÈRES ET DE DÉSENCLAVEMENT PARCELLAIRE DE L'EXPLOITATION 2015 BBS SUR 25.09HA - RMAR040116DA0970095 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande de la société BELLONIE BOURDILLON ET SUCCESEURS, enregistrée le 10 août 2015 ;
Vu l'avis de l'instance technique partenariale en date du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de soixante-trois mille sept cent cinquante cinq euros quatre-vingt-huit centimes (63 755,88 €), soit 63,75% du coût total éligible de l'opération de 100 009,22 €, est attribuée à « BELLONIE BOURDILLON ET SUCCESEURS – Travaux de décrochage, d'améliorations foncières et de désenclavement parcellaire de l'exploitation 2015 BBS sur 25.09ha - RMAR040116DA0970095 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.


ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-430-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-430-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « SARL RIVIÈRE LÉZARDE MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS FAISANT SUITE AU DOSSIER PLANTATION 2014 2^{ÈME} DOSSIER DU PROJET GLOBAL 2014 – RMAR040116DA0970004 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 7211-1 à L 7331-3 et R 7211-1 à D 72-104-16 et en particulier son article L 7224-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la demande de la « SARL RIVIERE LEZARDE » enregistrée le 26 février 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide FEADER d'un montant de quatre-vingt-cinq mille soixante et un euros soixante-deux centimes (85 061,62 €), soit 45,89 % du coût total prévisionnel éligible (185 350,00 €), est attribuée à la « SARL RIVIERE LEZARDE - Modernisation des équipements faisant suite au dossier plantation 2014 – 2^{ème} dossier du projet global 2014 – RMAR040116DA0970004 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-431-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-431-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « SAS CAFÉIÈRE – RÉALISATION DE TRACES, TRAVAUX DE DRAINAGE, MODERNISATION DU SYSTÈME D'IRRIGATION 2014 - RMAR040116DA0970086 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique,
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande de la SAS CAFEIERE enregistrée le 26 février 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de deux cent dix-neuf mille cent quatre-vingt-neuf euros et vingt et un centimes (219 189,21€), soit 62,18% du coût total éligible de l'opération de 352 502,79€, est attribuée à la « SAS CAFEIERE – Réalisation de traces, travaux de drainage, modernisation du système d'irrigation 2014 - RMAR040116DA0970086 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de la Martinique pour un montant de 38 680,46€ est attribuée à la « SAS CAFEIERE – Réalisation de traces, travaux de drainage, modernisation du système d'irrigation 2014 - RMAR040116DA0970086 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-432-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-432-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES « TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION « SÉCURISATION DES HABITATIONS DU QUARTIER VIEUX-LYCÉE »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PÉTIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PÉTIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°13-1561-27 du 23 juillet 2013 de l'ex Conseil-régional portant octroi d'une subvention à la Ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2012) ;

Vu la délibération n°14-1788-10 du 27 novembre 2014 de l'ex Conseil-régional portant octroi d'une subvention à la Ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2013) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission infrastructures, équipements et réseaux numériques le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée la réaffectation de la somme de quarante cinq mille cent soixante-dix-sept euros soixante centimes (45 177,60 €), représentant 22,72 % de la subvention cumulée de 198 836,00 € attribuée à la Ville de Saint-Pierre par délibérations n°13-1561-27 du 23 juillet 2013 et 14- 1788 -10 du 27 novembre 2014, au titre de l'ex ACRC 2012-2013 pour l'opération « travaux de réfection de la toiture du stade Gabriel Suvélor.

ARTICLE 2 : La subvention réaffectée à l'article 1, soit 45 177,60 €, est allouée à la Ville de Saint-Pierre pour l'opération « Sécurisation des habitations du quartier Vieux Lycée ».

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-433-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-433-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES « TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION « "ETUDES PRÉ-OPÉRATIONNELLES OPAH ET RHI»

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants;

Vu la délibération n°13-1561-27 du 23 juillet 2013 de l'ex Conseil-régional portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2012) ;

Vu la délibération n°14-1788-10 du 27 novembre 2014 de l'ex Conseil-régional portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2013) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;

Vu la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de la ville de Saint-Pierre ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission infrastructures, équipements et réseaux numériques le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée, la réaffectation de la somme de sept mille cinq cent euros (7 500,00 €) représentant 3,77 % de la subvention de 198 836,00 € attribuée à la Ville de Saint-Pierre en 2013, au titre de l'ex ACRC 2012-2013 pour l'opération « travaux de réfection de la toiture du stade Gabriel Suvélor ».

ARTICLE 2 : Est attribuée à la Ville de Saint-Pierre, la subvention réaffectée à l'article 1, soit sept mille cinq cent euros (7 500,00 €) pour l'opération « Etudes pré-opérationnelles de l'Opération d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) expérimentale et de la Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-434-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-434-1

PORTANT RÉAFFECTATION D'UNE PART DE LA SUBVENTION ALLOUÉE POUR LES « TRAVAUX DE RÉFECTION DE LA TOITURE DU STADE GABRIEL SUVELOR » (ACRC 2012-2013) À L'OPÉRATION « RÉFECTION DU MUR TRACE JECTOIRE »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération n°13-1561-27 du 23 juillet 2013 de l'ex Conseil-régional portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2012) ;

Vu la délibération n°14-1788-10 du 27 novembre 2014 de l'ex Conseil-régional portant octroi d'une subvention à la ville de Saint-Pierre au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC programme 2013) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération n°16-479-1 du 16 décembre 2016 portant modification de la délibération n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la collectivité territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu la demande de la ville de Saint-Pierre ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission infrastructures, équipements et réseaux numériques le 10 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est décidée, la réaffectation de la somme de treize mille sept cent quatre-vingt douze euros cinquante cinq centimes (13 792,55 €), représentant 6,93 % de la subvention de 198 836,00 € attribuée à la Ville de Saint-Pierre en 2013, au titre de l'ex ACRC 2012-2013 pour l'opération « travaux de réfection de la toiture du stade Gabriel Suvélor.

ARTICLE 2 : Est attribuée à la Ville de Saint-Pierre, la subvention réaffectée à l'article 1, soit 13 792,55 €, pour la « réfection du mur « Trace Jectoire ».

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-435-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-435-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « BAURAS DARIO – CRÉATION D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE POLYCLTURE ET ARBORICULTURE FRUITIÈRE (2016) - RMAR040116DA0970272 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande de M. BAURAS Dario enregistrée le 11 août 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de quatre-vingt-quatorze mille trois cent vingt-quatre euros et quatre-vingt-deux centimes (94 324,82 €), soit 71,53 % du coût total éligible de l'opération de 131 874,44 €, est attribuée à « BAURAS Dario – Création d'une exploitation agricole polyculture et arboriculture fruitière (2016) - RMAR040116DA0970272 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-436-1-DE
Date de télétransmission : 23/01/2018
Date de réception préfecture : 23/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-436-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L' « EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP) – ACQUISITION DE MATÉRIELS AGRICOLES POUR L'AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION 2014 (2^{ÈME} PARTIE) - RMAR040116DA0970158»

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande de l'Exploitation Agricole Basse-Pointe (EABP) enregistrée le 26 février 2014 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de trois cent cinquante-huit mille sept cent soixante euros quatre-vingt-dix-huit centimes (358 760,98 €), soit 57,65 % du coût total éligible de l'opération de 622 319,00 €, est attribuée à l'« EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP) – Acquisition de matériels agricoles pour l'amélioration de l'exploitation 2014 (2^{ème} partie) - RMAR040116DA0970158».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de soixante trois mille trois cent dix euros soixante-dix sept centimes (63 310,77 €) est attribuée à l'« EXPLOITATION AGRICOLE BASSE-POINTE (EABP) – Acquisition de matériels agricoles pour l'amélioration de l'exploitation 2014 (2^{ème} partie) - RMAR040116DA0970158».

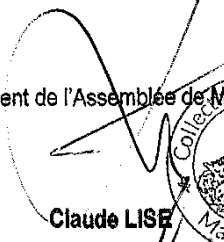

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder, par voie d'arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements éventuels et prendre toute mesure d'application relative à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-437-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-437-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À L' « ASSOCIATION SOLIDARITÉS LAMENTINOISES – LES MARAICHERS SOLIDAIRES DE PROXIMITÉ – N° MDFSE : 201702475 »

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FSE par la Commission Européenne du 17 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la demande de l'Association Solidarité Lamentinoise enregistrée le 26 juin 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de quatre cent soixante-quatorze mille neuf cent soixante-trois euros et onze centimes (474 963,11 €), soit 40,05 % de l'assiette éligible de 1 185 922,66 €, est attribuée à l'«Association Solidarités Lamentinoises – Les Maraichers Solidaires de Proximité – n° MDFSE : 201702475».

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : L'aide correspondante est organisée et imputée selon les modalités suivantes :

- Pour la part FSE, s'élevant à quatre cent vingt-quatre mille neuf cent soixante trois euros et onze centimes (424 963,11 €), soit 35,83 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.
- Pour la part territoriale, s'élevant à cinquante mille euros (50 000,00 €), soit 4,22 % du coût total prévisionnel éligible, au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % en crédit de paiement 2018.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-438-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-438-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE – ASSISTANCE TECHNIQUE FEDER 2016-2018 – RÉMUNERATIONS ET LOYERS – N° SYNERGIE MQ0014536

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique enregistrée le 26 septembre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant trois millions sept cent quatre-vingt neuf mille neuf cent quarante-cinq euros et dix-huit centimes (3 789 945,18 €) est attribuée à la « Collectivité Territoriale de Martinique – Assistance technique FEDER 2016-2018 – rémunérations et loyers – N° Synergie MQ0014536 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à 5 026 452,50 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est organisé et imputé comme suit :

Pour la part FEDER, s'élevant à trois millions sept cent quatre-vingt-neuf mille neuf cent quarante cinq euros et dix-huit centimes (3 789 945,18 €), soit 75,4 % du coût total prévisionnel éligible, la recette correspondante est prévue au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-439-1-DE
Date de télétransmission : 27/12/2017
Date de réception préfecture : 27/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-439-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT FSE/CTM À LA «COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE – ASSISTANCE TECHNIQUE FSE 2016 À 2018 – RÉMUNÉRATIONS ET LOYERS – N° SYNERGIE : MQ0014543»

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la demande de la Collectivité Territoriale de Martinique enregistrée le 26 septembre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale du 17 octobre 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million deux cent vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros et trois centimes (1 227 494,03 €), est attribuée à la « Collectivité Territoriale de Martinique – Assistance technique FSE 2016 à 2018 – Rémunérations et loyers – n° Synergie : MQ0014543 ».

Le coût total éligible de l'opération se monte à 1 591 048,65 €.

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est organisé et imputé comme suit :

Pour la part FSE, s'élevant à un million deux cent vingt-sept mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros et trois centimes (1 227 494,03 €), soit 77,15 % du coût total, la recette correspondante est prévue au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-441-1-DE
Date de télétransmission : 22/12/2017
Date de réception préfecture : 22/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-441-1

PORTANT MANDAT AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE POUR SIGNER LES CONVENTIONS DE MISE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES ITI URBAINS AVEC LES TROIS TERRITOIRES

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif » « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (CE, Euratom) n°2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;

Vu la décision n° C(2014) 10168 du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel intitulé « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014- 2020 » ;
Vu l'Accord de partenariat français 2014-2020 adopté par la Commission européenne le 8 août 2014,
Vu le Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique ;
Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;
Vu le régime d'aide SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020 ;
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens ;
Vu le décret n°2014-1575 du 22 décembre 2014 relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville particulières aux départements d'outre-mer, à Saint-Martin et à la Polynésie française ;
Vu le décret n°2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française ;
Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté n°2017-PCE-26 du 25 janvier 2017 portant validation des candidatures de Fort-de-France, du Lamentin et de Cap Nord à la mise en œuvre des Investissements Territoriaux Intégrés (ITI) Urbains du PO FEDER-FSE 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs-cadre pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE conseiller exécutif, en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par la commission affaires européennes, coopération le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer les conventions de mise en œuvre des stratégies « Investissements Territoriaux Intégrés » (ITI) urbains, conformément à l'annexe ci-jointe, avec les territoires de Fort-de-France, du Lamentin et de Cap Nord, en les adaptant si nécessaire.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Annexe 1 à la délibération n° 17-441-1



Convention de délégation de tâches Investissement Territoriaux Intégrés (ITI) urbains - Martinique Programmation 2014-2020

CADRE REGLEMENTAIRE : PO FEDER-FSE MARTINIQUE 2014-2020

Entre la Collectivité Territoriale de Martinique, autorité de gestion, représenté(e) par Monsieur le Président du Conseil Exécutif, ci-après dénommé l'autorité de gestion,

Et l'Autorité urbaine < **nom de l'autorité urbaine** >, organisme intermédiaire, représenté(e) par < **Nom** >, ci-après dénommé l'organisme intermédiaire pour la mise en œuvre d'un investissement territorial intégré urbain.

NB : Cette convention est applicable à l'organisme intermédiaire au sens de l'article 123.6 du règlement cadre n°1303/2013 du 17 décembre 2013.

Coordonnées de l'organisme intermédiaire :

Raison sociale : _____

Adresse : N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : Localisation communale : _____

SIRET/SIREN/RNA : _____

Vu le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ci-après dénommé règlement cadre.

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et portant dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006, et notamment son article 7

Vu le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006.

Vu le règlement (CE, Euratom) n°2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes

Vu la décision n° C(2014) 10168 du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel intitulé « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Vu le décret d'éligibilité des dépenses n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020,

Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,

Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens,

Vu le guide relatif au dispositif de suivi, de gestion, et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural relevant du cadre stratégique commun de la période 2014-2020 dans sa version du 22 décembre 2014,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu le décret n°2014-1575 du 22 décembre 2014 relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville particulières aux départements d'outre-mer, à Saint-Martin et à la Polynésie française,

Vu le décret n°2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française,

Vu le document de mise en œuvre fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Conseil Régional Martinique 2014-2020.

Vu l'avis du Comité de suivi Interfonds du « ... »,

Vu la demande de l'organisme intermédiaire présentée le « ... » à « ... »,

Vu la délibération de l'organisme intermédiaire en date du « ... »,

Vu la décision de l'autorité de gestion, en date du « ... »

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir le cadre juridique et les conditions dans lesquelles l'autorité de gestion confie à l'organisme intermédiaire la **sélection des opérations** relevant de la mise en œuvre de la stratégie Investissements Territoriaux Intégrés Urbains telle que définie à l'article 4, au titre du programme européens FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, en application de l'article 123.6 du règlement cadre n°1303/2013 susvisé.

Elle précise notamment le périmètre de la délégation ainsi que les droits, missions, obligations et responsabilités de l'autorité de gestion et de l'organisme intermédiaire au sens de l'article 123.6 du règlement cadre.

- Stratégie :

La présente convention s'inscrit notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 7 du règlement (UE) n°1301/2013, qui vise à soutenir le développement urbain durable au moyen de stratégies intégrées destinées à faire face aux défis économiques, environnementaux, climatiques, démographiques et sociaux que rencontrent les zones urbaines, tout en tenant compte de la nécessité de promouvoir les liens entre les milieux urbains et ruraux.

- Périmètre du territoire concerné :

Le territoire concerné est celui relatif à la géographie prioritaire de la Politique de la Ville, tel que décrit dans le décret n°2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française.

Chaque projet retenu dans le cadre de la stratégie ITI urbain devra soit être géographiquement positionné sur le territoire concerné, soit l'impacter directement. Les territoires directement concernés sont cartographiés en annexe de la présente convention.

ARTICLE 2 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du [date de début] et prend fin le **31 décembre 2023**. Au-delà de cette date de fin de convention, l'organisme intermédiaire s'engage à transmettre à l'autorité de gestion toutes les informations et pièces nécessaires à la clôture du programme par la Commission européenne.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 3 – Périmètre de la délégation de tâches

Les actions mises en œuvre et gérées par l'organisme intermédiaire dans le cadre de sa **délégation de tâches** s'inscrivent dans le cadre de la stratégie intégrée [.....] et dans les objectifs suivants du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020.

- **Programme concerné : PO FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020**

- **Axe concerné :**

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

- **Axe concerné :**

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

- **Axe(s) concerné(s) :**

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

- Axe(s) concerné(s) :

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

Le Comité de Suivi Interfonds (CSI) est informé du descriptif technique et financier prévisionnel précisant les objectifs stratégiques, les plans de financement *[ventilés par année]*, le système de gestion et de contrôle, les indicateurs de suivi tels que précisés en annexes à la présente convention.

La stratégie de l'autorité urbaine doit être cohérente avec les Contrats de Ville. A ce titre, l'autorité urbaine doit vérifier cette cohérence et la justifier dans un document qui sera annexé à la présente convention.

ARTICLE 4 – Missions

4.1. Missions confiées à l'organisme intermédiaire

L'organisme intermédiaire assure *l'animation, l'information et la sélection des opérations* telle que définie dans la stratégie énoncée supra. Pour ce faire, l'organisme intermédiaire s'appuie sur l'ensemble des procédures et des outils définis par l'autorité de gestion, pour la mise en œuvre du programme européen. Les missions sont réalisées dans les conditions prescrites par les textes européens et nationaux, les dispositions du programme européen, le système de gestion et de contrôle du programme, les recommandations des ministères coordonnateurs et des corps de contrôle.

L'organisme intermédiaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées à la présente convention jusqu'à l'expiration du délai de contrôle réglementaire auquel sont soumises toutes les interventions cofinancées par les Fonds européens structurels d'investissement.

Les missions relevant de l'organisme intermédiaire sont :

L'animation, l'information et la sélection des opérations à savoir :

- Le pilotage et l'animation de la stratégie,

Un animateur ITI urbains dédié au sein de l'Autorité urbaine est chargé de l'animation de la stratégie et de la coordination de l'ensemble des tâches déléguées à l'Autorité urbaine.

Pour l'animation de la stratégie, le recours aux appels à projets par l'Autorité urbaine sera privilégié. Des actions de communication sur le territoire de l'Autorité urbaine pourront être réalisées. L'Autorité de gestion s'assurera que soient en cohérence avec la stratégie de communication interfonds.

- L'accompagnement des bénéficiaires dans la remontée des dépenses et la bonne exécution des projets programmés,
- L'information des bénéficiaires potentiels et du public,
- Le classement et la sélection des opérations au regard de la stratégie,

L'Autorité urbaine pré-instruit les dossiers en amont de la tenue du Comité de sélection. Elle notifie aux porteurs de projets la décision de son Comité de sélection. Les dossiers sélectionnés sont ensuite envoyés à l'Autorité de gestion pour instruction.

Le pilotage et le suivi de la délégation de tâches, à ce titre l'Autorité urbaine, organisme intermédiaire :

- Assure l'animation et l'évaluation de la stratégie, l'information et la sélection des opérations, transparentes et efficaces, destinées aux bénéficiaires des fonds européens,

- Prend en compte et applique les procédures du système de gestion et de contrôle (art. 4.3) de l'autorité de gestion,
- Organise une séparation fonctionnelle lorsqu'il est lui-même bénéficiaire d'un soutien de l'Union européenne,
- Informe l'Autorité de gestion de la mise en place d'un dispositif de contrôle interne, afin de s'assurer du respect des procédures, à partir d'une analyse des risques ex ante selon les recommandations de l'autorité de gestion, des corps de contrôle et des ministères coordonnateurs. Dans ce cadre, il s'engage à prendre des mesures efficaces et proportionnées visant à prévenir, détecter et lutter contre la fraude et la corruption et visant à remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention.
- Informe l'autorité de gestion et l'autorité de certification des procédures et documents mises en place ainsi que de leurs actualisations,
- Participe au Comité de Suivi Interfonds (CSI), auquel il rend compte de l'exécution de la délégation et de l'avancée de la stratégie, en particulier aux fins d'alimenter le rapport annuel de mise en œuvre du programme transmis par l'autorité de gestion à la Commission européenne mais aussi tout document permettant d'établir la déclaration de gestion et le résumé annuel des contrôles,
- Informe l'autorité de gestion de toutes décisions prises pouvant impacter la bonne exécution du programme et des opérations,
- Il s'engage également à transmettre les informations nécessaires à l'autorité de gestion et à se soumettre à tout contrôle diligenté par l'autorité de gestion dans ce cadre ou à tout autre niveau de contrôle tel que prévu à l'article 10 de la présente convention,

Les missions de l'organisme intermédiaire s'exercent pour le compte et sous le contrôle de l'autorité de gestion, dans le cadre général mis en place pour la mise en œuvre du programme.

4.2. Missions relevant de l'autorité de gestion

Les missions exercées par l'autorité de gestion sont les suivantes :

- a) **La réception de l'ensemble des dossiers** et transmission à l'autorité urbaine pour sélection.

Les dossiers relevant des ITI urbains sont réceptionnés au guichet unique. L'autorité de gestion met en place au guichet unique une procédure de suivi spécifique par Autorité urbaine. Il vérifie la complétude de base et établit l'attestation de dépôt le cas échéant. L'autorité de gestion envoie, au fil de l'eau, les dossiers concernés à l'Autorité urbaine.

Un système de suivi spécifique des dossiers ITI urbains est alors mis en place (tableaux de bord ; encodage spécifique dans Synergie) au sein de l'Autorité de gestion.

- b) **S'assure de la bonne mise en œuvre de la stratégie urbaine intégrée, du respect des procédures et des critères de sélection par l'Autorité urbaine et de ce fait :**

- Participe au Comité de sélection de l'Autorité urbaine,

Suite à la pré-instruction des dossiers par l'Autorité urbaine, l'Autorité de gestion émet un avis de conformité en amont du Comité de sélection de l'Autorité urbaine.

L'Autorité de gestion notamment :

- Veille à ce que la contribution des opérations à la réalisation des objectifs spécifiques et les résultats de l'axe prioritaire concerné soient garantis,
- Veille à ce que les procédures soient non discriminatoires et transparentes et tiennent compte des principes généraux énoncés aux articles 7 et 8 du RDC

L'Autorité de gestion s'assure du respect des échéances.

- c) **L'instruction des dossiers** retenus par le Comité de sélection de l'Autorité urbaine, dans le respect de la comitologie établie par l'Autorité de gestion,
- d) **La programmation des dossiers** retenus par le Comité de sélection de l'Autorité urbaine. L'Autorité urbaine est invitée à l'Instance Technique Partenariale (ITP) de l'Autorité de gestion lors de l'examen de ses dossiers. L'Autorité de gestion notifie aux bénéficiaires la décision et informe l'Autorité urbaine des décisions motivées du Conseil Exécutif ou de l'Assemblée Plénière.
- e) **Le suivi physique et financier** des opérations programmées. L'Autorité de gestion s'assure de la bonne exécution physique et financière des opérations programmées,
- f) **Le contrôle des opérations**, notamment le contrôle de service fait (CSF) et les visites sur place.

L'Autorité de gestion supervise le contrôle interne réalisé au sein de l'Autorité urbaine.

L'Autorité de gestion réalise des « contrôles qualité gestion » en particulier sur les dossiers identifiés « à risque », ceux portés par l'Autorité urbaine (séparation fonctionnelle) et ceux d'un coût total supérieur à 500 000 €.

- g) **L'archivage des dossiers.** L'Autorité de gestion envoie une copie à l'Autorité urbaine du dossier archivé.

4.3. Modalités de supervision de l'organisme intermédiaire

L'autorité de gestion communique à l'organisme intermédiaire les procédures du système de gestion et de contrôle pour la partie relevant de sa délégation. Dans ce cadre, l'organisme intermédiaire transmet à l'autorité de gestion l'ensemble des éléments nécessaires à l'élaboration du système de gestion et de contrôle de l'autorité de gestion.

Une description précise de l'organisation établit par l'Autorité urbaine, des moyens et des procédures mises en place pour l'information, la communication, l'animation, la sélection des opérations selon la forme et les modalités prévues par la réglementation en vigueur est établie. Elle est validée par l'Autorité de gestion.

L'autorité de gestion vérifie que les procédures, l'organisation et les moyens de l'organisme intermédiaire permettent d'assumer les missions confiées dans les conditions correspondantes aux dispositions des règlements visés en référence, notamment en vue d'assurer une « piste d'audit suffisante et adéquate ».

L'Autorité de gestion met en place une procédure de contrôle de supervision de l'Autorité urbaine sur :

- Le risque de conflit d'intérêt des membres du Comité de sélection de l'Autorité urbaine : charte de déontologie, déclarations individuelles d'absence de conflit d'intérêt ;
- Le respect de la stratégie des territoires. Les dossiers sont analysés par l'Autorité de gestion en amont du Comité de sélection (avis de conformité) ;
- Le respect de la séparation fonctionnelle lors de la sélection pour les projets portés par l'Autorité urbaine.

L'Autorité de gestion supervise le contrôle interne réalisé au sein de l'Autorité urbaine.

L'Autorité de gestion réalise des « contrôles qualité gestion » en particulier sur les dossiers identifiés « à risque », ceux portés par l'Autorité urbaine (séparation fonctionnelle) et ceux d'un coût total supérieur à 500 000 €.

La description de l'Autorité urbaine, organisme intermédiaire, est annexée à la présente convention. Les modalités de supervision de l'autorité de gestion sur l'organisme intermédiaire y sont précisées, ou dans tout document établi par l'autorité de gestion.

En cours d'exécution de la présente convention, l'autorité de gestion communique à l'organisme intermédiaire dans les meilleurs délais toute modification introduite dans son système de gestion et de contrôle.

ARTICLE 5 – Montant de la dotation dédiée au titre de la délégation de tâches et plan de financement de la stratégie

La délégation de tâches porte sur un montant global d'intervention prévisionnel maximal :

- [de [montant] euros en coût total éligible,]
- dont [montant] euros de fonds européens,
 - o à ventiler par fonds le cas échéant.

La répartition du coût total éligible prévisionnel, [détaillé par année de programmation et par source de financement (public européen, public national et privé) et par axes / mesures/fonds] figure en annexe financière de la présente convention, et constitue le « plan de financement » de la délégation de tâches.

Les montants et les taux d'intervention du ou (des) Fonds fixés par la présente convention au niveau de l'axe (a minima) constituent un maximum prévisionnel.

Le plan de financement identifie le montant (UE, coût total) de l'assistance technique dont bénéficie l'organisme intermédiaire dans le cadre de sa délégation de tâches.

Le plan de financement de la stratégie urbaine est annexé à la présente convention.

ARTICLE 6 – Moyens humains

L'autorité urbaine, organisme intermédiaire doit mettre à disposition les ressources humaines suffisantes à la réalisation des missions qui lui sont confiées. Un chargé de mission référent devra être désigné. Il sera l'interlocuteur principal auprès des services de l'autorité de gestion.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation et cadre de performance

Les évaluations conduites par l'organisme intermédiaire sont menées en lien ou dans le cadre des évaluations du programme. Il met en œuvre les recommandations d'évaluation qu'elles soient européennes, nationales ou régionales. Il pilote par ailleurs l'évaluation sur sa propre stratégie.

L'organisme intermédiaire s'assure de la bonne collecte des données visant aux renseignements des indicateurs de suivi et d'évaluation de la stratégie, tels que décrits en annexe de la convention.

L'organisme intermédiaire s'engage à transmettre à l'autorité de gestion les données qualitatives et quantitatives en veillant à assurer la complétude et la qualité des informations saisies. Ces données alimentent le cadre de performance et conditionnent la réserve de performance prévus par la réglementation européenne. L'organisme intermédiaire participe à la bonne mise en œuvre du cadre de performance élaborée par l'autorité de gestion dans le cadre du programme. Dans le cadre de la revue de performance effectuée par la Commission européenne en 2019, l'autorité de gestion peut après examen et avis du Comité de Suivi Interfonds (CSI), attribuer à l'organisme intermédiaire un montant de la réserve de performance et revoir ainsi la dotation de l'organisme intermédiaire.

L'organisme intermédiaire contribue à l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) relatif à sa délégation, selon un contenu type annexé à la présente convention et dont l'autorité de gestion à la charge de transmettre avant le 31 mars de chaque année. Il présente l'état d'avancement de la stratégie, de la réalisation ainsi que les faits marquants de sa délégation, les difficultés rencontrées le cas échéant et les mesures prises pour y remédier. Le rapport annuel de mise en œuvre de l'autorité de gestion est soumis pour avis au Comité de suivi.

ARTICLE 8 - Modification du plan de financement

Le plan de financement peut être modifié sur demande de l'organisme intermédiaire et décision de l'autorité de gestion, sur la base d'une demande motivée. Il peut également être revus par l'autorité de gestion en fonction des modifications de maquettes du programme européen FEDER-FSE 2014-2020 et de l'avancement financier de la délégation de tâches notamment au regard de l'évolution du cadre de performance et de l'atteinte des résultats/réalisations, en cas de dégageant portant sur le programme européen,

Ainsi, en cas de retard dans la sélection des opérations, la dotation de l'organisme intermédiaire peut être revue à la baisse pour être utilisée sur d'autres opérations du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020.

Le Comité de Suivi Interfonds est consulté dans les cas prévus à l'article 110 du règlement cadre susvisé.

ARTICLE 9 : Respect des politiques et des autres obligations européennes et nationales

9.1. Stratégie de communication, information et publicité

L'organisme intermédiaire s'inscrit dans le plan de communication des programmes européens mis en œuvre par l'autorité de gestion. A ce titre, il participe à la stratégie de communication de l'autorité de gestion et s'assure de sa mise en œuvre au niveau des opérations.

L'organisme intermédiaire veille à ce que l'ensemble des porteurs de projet soit informé de l'intervention du Fonds. Il s'engage à assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par le règlement cadre et délégué.

9.2 Respect des principes horizontaux et des règles sectorielles

L'organisme intermédiaire s'engage à respecter les principes horizontaux définis par la réglementation européenne : le développement durable, l'égalité entre femmes-hommes et la non-discrimination.

ARTICLE 10 - Conservation des pièces justificatives

L'organisme intermédiaire s'engage à communiquer à l'autorité de gestion l'ensemble des pièces nécessaires, sollicitées par l'autorité de gestion afin que celle-ci se conforme aux obligations nationales et européennes en matière de conservation des documents.

ARTICLE 11 – Contrôles et audits

L'organisme intermédiaire effectue tout contrôle requis par la réglementation européenne notamment afin de s'assurer du bon fonctionnement de son système de gestion et de contrôle dont les procédures internes mises en place. Il transmet le résultat de ces contrôles à l'autorité de gestion et de certification. A ce titre, il met en place un dispositif de contrôle interne. En cas d'insuffisance des vérifications constatées par l'autorité de gestion en qualité ou en quantité, cette dernière peut demander la réalisation de contrôles supplémentaires ou en réaliser elle-même.

L'organisme intermédiaire transmet à l'autorité de gestion, avant le « XXX » de chaque année, un rapport annuel sur les contrôles menés dont il a la responsabilité. Ces rapports contribuent au rapport annuel sur les contrôles établis par l'autorité de gestion.

L'organisme intermédiaire s'engage à se soumettre aux audits de système et à tout contrôle diligenté par les corps de contrôle nationaux ou européens, conformément aux dispositions législatives, réglementaires en vigueur. Il s'engage, en cas de contrôle opéré soit par toute autorité ou personne physique ou morale mandatée par les instances européennes ou nationales, à présenter toutes les instructions internes et pièces nécessaires relatives à sa délégation de tâches, toutes les pièces de procédure relatives aux opérations.

ARTICLE 12 – Suspension, résiliation, et clôture de la convention

En cas d'inexécution d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention et des obligations qui en découlent, l'autorité de gestion peut mettre fin à la présente convention en cas de manquements graves, y compris dans le cas de retard manifeste dans la mise en œuvre et la réalisation des dispositifs gérés. Il peut en être de même si les capacités de gestion ont été réduites significativement en qualité et/ou en quantité au regard des capacités mises en place lors du démarrage de la délégation et ne garantissent plus la fiabilité du système de gestion.

L'autorité de gestion notifie à l'organisme intermédiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition de résiliation. L'organisme intermédiaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter, après un examen des dossiers concernés, tout élément justificatif de nature à démontrer que l'étendue réelle du dysfonctionnement est

inférieure à celle constaté par l'autorité de gestion. Dans un délai de deux mois suivant la réception de cette réponse, l'autorité de gestion notifie sa décision à l'organisme intermédiaire.

Sur son initiative, l'organisme intermédiaire peut solliciter la résiliation de la présente convention qui sera résiliée de plein droit deux mois après l'envoi à l'autorité de gestion d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas de figure, l'organisme intermédiaire est tenu de transmettre à l'autorité de gestion l'ensemble des pièces relatives à la délégation de tâches.

ARTICLE 13 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention et ses annexes.

ARTICLE 14 – Litiges, contentieux et recours

En cas de litige, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Fort-de-France.

Les décisions de l'autorité de gestion prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par l'organisme intermédiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent. Si l'organisme intermédiaire souhaite contester une décision prise par l'autorité de gestion pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer, justification à l'appui :

- Un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) auprès de l'autorité administrative compétente, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée,
- Un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution, ou en cas de recours administratif préalable, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité administrative compétente.

L'organisme intermédiaire s'engage à informer les bénéficiaires des voies de recours existants et à communiquer les cas de plaintes émanant de candidats potentiels à l'autorité de gestion.

Fait à _____, le _____

L'organisme intermédiaire
(Nom et qualité, signature et cachet)

L'Autorité de gestion
(Nom et qualité, signature et cachet)

Annexes

- Annexe 1. Liste des pièces contractuelles de la convention
- Annexe 2. Stratégie de la délégation de tâches : objectifs stratégiques, indicateurs de suivi, critères de sélection
- Annexe 3. Plan de financement global par axe [*/ mesure éventuellement*]¹, ventilés par source de financement et année
- Annexe 4. Procédures mise en place relatives au système de gestion et de contrôle de l'organisme intermédiaire
- Annexe 5. Organigrammes de l'Autorité de gestion et de l'Autorité urbaine
- Annexe 6. Liste et carte des territoires concernés par la stratégie urbaine

¹ Y compris, l'assistance technique.
Version 1^{er} octobre 2016

Annexe n°2 à la délibération n° 17-441-1



**Convention de délégation de tâches Investissement Territoriaux
Intégrés (ITI) urbains - Martinique
Programmation 2014-2020**

CADRE REGLEMENTAIRE : PO FEDER-FSE MARTINIQUE 2014-2020

Entre la Collectivité Territoriale de Martinique, autorité de gestion, représenté(e) par Monsieur le Président du Conseil Exécutif, ci-après dénommé l'autorité de gestion,

Et l'Autorité urbaine < **nom de l'autorité urbaine** >, organisme intermédiaire, représenté(e) par < **Nom** >, ci-après dénommé l'organisme intermédiaire pour la mise en œuvre d'un investissement territorial intégré urbain.

NB : Cette convention est applicable à l'organisme intermédiaire au sens de l'article 123.6 du règlement cadre n°1303/2013 du 17 décembre 2013.

Coordonnées de l'organisme intermédiaire :

Raison sociale : _____

Adresse : N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : Localisation communale : _____

SIRET/SIREN/RNA : _____

Vu le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ci-après dénommé règlement cadre.

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et portant dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006, et notamment son article 7

Vu le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006.

Vu le règlement (CE, Euratom) n°2988/95 du Conseil du 18 décembre 1995, relatif à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes

Vu la décision n° C(2014) 10168 du 18 décembre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du programme opérationnel intitulé « FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020 » ;

<p>Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations</p> <p>Vu le décret d'éligibilité des dépenses n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens (FEDER, FSE, FEADER, FEAMP) pour la période 2014-2020,</p> <p>Vu le décret n°2016-126 du 8 février 2016 relatif à la mise en œuvre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020,</p> <p>Vu le décret n°2014-1460 du 8 décembre 2014 modifiant le décret n°2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens,</p> <p>Vu le guide relatif au dispositif de suivi, de gestion, et de contrôle des programmes opérationnels et des programmes de développement rural relevant du cadre stratégique commun de la période 2014-2020 dans sa version du 22 décembre 2014,</p> <p>Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,</p> <p>Vu le décret n°2014-1575 du 22 décembre 2014 relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville particulières aux départements d'outre-mer, à Saint-Martin et à la Polynésie française,</p> <p>Vu le décret n°2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française,</p>
<p>Vu le document de mise en œuvre fixant les critères d'éligibilité et de sélection des opérations et des bénéficiaires dans le cadre du programme opérationnel FEDER-FSE Conseil Régional Martinique 2014-2020.</p> <p>Vu l'avis du Comité de suivi Interfonds du « ... »,</p> <p>Vu la demande de l'organisme intermédiaire présentée le « ... » à « ... »,</p> <p>Vu la délibération de l'organisme intermédiaire en date du « ... »,</p> <p>Vu la décision de l'autorité de gestion, en date du « ... »</p>

ARTICLE 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir le cadre juridique et les conditions dans lesquelles l'autorité de gestion confie à l'organisme intermédiaire la **sélection des opérations** relevant de la mise en œuvre de la stratégie Investissements Territoriaux Intégrés Urbains telle que définie à l'article 4, au titre du programme européens FEDER-FSE Région Martinique 2014-2020, en application de l'article 123.6 du règlement cadre n°1303/2013 susvisé.

Elle précise notamment le périmètre de la délégation ainsi que les droits, missions, obligations et responsabilités de l'autorité de gestion et de l'organisme intermédiaire au sens de l'article 123.6 du règlement cadre.

- Stratégie :

La présente convention s'inscrit notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 7 du règlement (UE) n°1301/2013, qui vise à soutenir le développement urbain durable au moyen de stratégies intégrées destinées à faire face aux défis économiques, environnementaux, climatiques, démographiques et sociaux que rencontrent les zones urbaines, tout en tenant compte de la nécessité de promouvoir les liens entre les milieux urbains et ruraux.

- Périmètre du territoire concerné :

Le territoire concerné est celui relatif à la géographie prioritaire de la Politique de la Ville, tel que décrit dans le décret n°2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française.

Chaque projet retenu dans le cadre de la stratégie ITI urbain devra soit être géographiquement positionné sur le territoire concerné, soit l'impacter directement. Les territoires directement concernés sont cartographiés en annexe de la présente convention.

ARTICLE 2 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du [date de début] et prend fin le **31 décembre 2023**. Au-delà de cette date de fin de convention, l'organisme intermédiaire s'engage à transmettre à l'autorité de gestion toutes les informations et pièces nécessaires à la clôture du programme par la Commission européenne.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les trois parties.

ARTICLE 3 – Périmètre de la délégation de tâches

Les actions mises en œuvre et gérées par l'organisme intermédiaire dans le cadre de sa **délégation de tâches** s'inscrivent dans le cadre de la stratégie intégrée [.....] et dans les objectifs suivants du programme opérationnel FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020.

- Programme concerné : PO FEDER-FSE Martinique Conseil Régional 2014-2020

- Axe concerné :

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

- Axe concerné :

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

- Axe(s) concerné(s) :

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

- **Axe(s) concerné(s) :**

Priorité(s) d'investissement concernée(s) :

Objectif(s) stratégique(s) :

Le Comité de Suivi Interfonds (CSI) est informé du descriptif technique et financier prévisionnel précisant les objectifs stratégiques, les plans de financement *[ventilés par année]*, le système de gestion et de contrôle, les indicateurs de suivi tels que précisés en annexes à la présente convention.

La stratégie de l'autorité urbaine **< nom du GIP >** doit être cohérente avec les Contrats de Ville. A ce titre, l'autorité urbaine **< nom du GIP >** doit vérifier cette cohérence et la justifier dans un document qui sera annexé à la présente convention.

ARTICLE 4 – Missions

4.1. Missions confiées à l'organisme intermédiaire

L'organisme intermédiaire assure **l'animation, l'information et la sélection des opérations** telle que définie dans la stratégie énoncée supra. Pour ce faire, l'organisme intermédiaire s'appuie sur l'ensemble des procédures et des outils définis par l'autorité de gestion, pour la mise en œuvre du programme européen. Les missions sont réalisées dans les conditions prescrites par les textes européens et nationaux, les dispositions du programme européen, le système de gestion et de contrôle du programme, les recommandations des ministères coordonnateurs et des corps de contrôle.

L'organisme intermédiaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les obligations liées à la présente convention jusqu'à l'expiration du délai de contrôle réglementaire auquel sont soumises toutes les interventions cofinancées par les Fonds européens structurels d'investissement.

Les missions relevant de l'organisme intermédiaire sont :

- Le pilotage de la stratégie
- L'animation de la stratégie

Un animateur ITI urbains dédié au sein de l'Autorité urbaine de mise en œuvre est chargé de l'animation de la stratégie, de la coordination de l'ensemble des tâches déléguées à l'Autorité urbaine et de la coordination avec l'autorité de gestion,

Pour l'animation de la stratégie, le recours aux appels à projets par l'Autorité urbaine sera privilégié. Des actions de communication sur le territoire de l'Autorité urbaine pourront être réalisées. L'Autorité de gestion s'assurera que soient en cohérence avec la stratégie de communication interfonds.

- L'accompagnement des bénéficiaires dans la remontée des dépenses et la bonne exécution des projets programmés,
- L'information des bénéficiaires potentiels et du public,
- Le classement et la sélection des opérations au regard de la stratégie de l'Autorité urbaine,

Le GIP **< nom du GIP >** pré-instruit les dossiers en amont de la tenue du Comité de sélection. Il notifie aux porteurs de projets la décision du Comité de sélection. Les dossiers sélectionnés sont ensuite envoyés à l'Autorité de gestion pour instruction.

Le pilotage et le suivi de la délégation de tâches, à ce titre l'Autorité urbaine < **nom du GIP** >, organisme intermédiaire :

- Assure l'animation et l'évaluation de la stratégie, l'information et la sélection des opérations, transparentes et efficaces, destinées aux bénéficiaires des fonds européens,
- Prend en compte et applique les procédures du système de gestion et de contrôle (art. 4.3) de l'autorité de gestion,
- Organise une séparation fonctionnelle lorsqu'il est lui-même bénéficiaire d'un soutien de l'Union européenne,
- Informe l'Autorité de gestion de la mise en place d'un dispositif de contrôle interne, afin de s'assurer du respect des procédures, à partir d'une analyse des risques ex ante selon les recommandations de l'autorité de gestion, des corps de contrôle et des ministères coordonnateurs. Dans ce cadre, il s'engage à prendre des mesures efficaces et proportionnées visant à prévenir, détecter et lutter contre la fraude et la corruption et visant à remédier à toute situation constitutive d'un conflit d'intérêt ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention.
- Informe l'autorité de gestion et l'autorité de certification des procédures et documents mises en place ainsi que de leurs actualisations,
- Participe au Comité de Suivi Interfonds (CSI), auquel il rend compte de l'exécution de la délégation et de l'avancée de la stratégie, en particulier aux fins d'alimenter le rapport annuel de mise en œuvre du programme transmis par l'autorité de gestion à la Commission européenne mais aussi tout document permettant d'établir la déclaration de gestion et le résumé annuel des contrôles,
- Informe l'autorité de gestion de toutes décisions prises pouvant impacter la bonne exécution du programme et des opérations,
- Il s'engage également à transmettre les informations nécessaires à l'autorité de gestion et à se soumettre à tout contrôle diligenté par l'autorité de gestion dans ce cadre ou à tout autre niveau de contrôle tel que prévu à l'article 10 de la présente convention,

Les missions de l'organisme intermédiaire s'exercent pour le compte et sous le contrôle de l'autorité de gestion, dans le cadre général mis en place pour la mise en œuvre du programme.

4.2. Missions relevant de l'autorité de gestion

Les missions exercées par l'autorité de gestion sont les suivantes :

- a) La réception de l'ensemble des dossiers** et transmission à l'autorité urbaine pour sélection.

Les dossiers relevant des ITI urbains sont réceptionnés au guichet unique. L'autorité de gestion met en place au guichet unique une procédure de suivi spécifique par Autorité urbaine. Il vérifie la complétude de base et établit l'attestation de dépôt le cas échéant. L'autorité de gestion envoie, au fil de l'eau, les dossiers concernés à l'Autorité urbaine.

Un système de suivi spécifique des dossiers ITI urbains est alors mis en place (tableaux de bord ; encodage spécifique dans Synergie) au sein de l'Autorité de gestion.

- b) S'assure de la bonne mise en œuvre de la stratégie urbaine intégrée, du respect des procédures et des critères de sélection par l'Autorité urbaine et du GIP < nom du GIP > et de ce fait :**

- Participe au Comité de sélection de l'Autorité urbaine et du GIP < **nom du GIP** > ,

Suite à la pré-instruction des dossiers par le GIP < **nom du GIP** >, l'Autorité de gestion émet un avis de conformité en amont du Comité de sélection de l'Autorité urbaine et du GIP < **nom du GIP** > .

L'Autorité de gestion notamment :

- Veille à ce que la contribution des opérations à la réalisation des objectifs spécifiques et les résultats de l'axe prioritaire concerné soient garantis,
- Veille à ce que les procédures soient non discriminatoires et transparentes et tiennent compte des principes généraux énoncés aux articles 7 et 8 du RDC

L'Autorité de gestion s'assure du respect des échéances.

- c) **L'instruction des dossiers** retenus par le Comité de sélection de l'Autorité urbaine et du GIP < **nom du GIP** >, dans le respect de la comitologie établie par l'Autorité de gestion,
- d) **La programmation des dossiers** retenus par le Comité de sélection de l'Autorité urbaine et du GIP < **nom du GIP** >. L'Autorité urbaine et le GIP < **nom du GIP** > sont invités à l'Instance Technique Partenariale (ITP) de l'Autorité de gestion lors de l'examen de ses dossiers. L'Autorité de gestion notifie aux bénéficiaires la décision et informe l'Autorité urbaine et le GIP < **nom du GIP** > des décisions motivées du Conseil Exécutif ou de l'Assemblée Plénière.
- e) **Le suivi physique et financier** des opérations programmées. L'Autorité de gestion s'assure de la bonne exécution physique et financière des opérations programmées,
- f) **Le contrôle des opérations**, notamment le contrôle de service fait (CSF) et les visites sur place.

L'Autorité de gestion supervise le contrôle interne réalisé au sein de l'Autorité urbaine et du GIP < **nom du GIP** >.

L'Autorité de gestion réalise des « contrôles qualité gestion » en particulier sur les dossiers identifiés « à risque », ceux portés par l'Autorité urbaine ou le GIP < **nom du GIP** > (séparation fonctionnelle) et ceux d'un coût total supérieur à 500 000 €.

- g) **L'archivage des dossiers**. L'Autorité de gestion envoie une copie à l'organisme intermédiaire du dossier archivé.

4.3. Modalités de supervision de l'organisme intermédiaire

L'autorité de gestion communique à l'organisme intermédiaire les procédures du système de gestion et de contrôle pour la partie relevant de sa délégation. Dans ce cadre, l'organisme intermédiaire transmet à l'autorité de gestion l'ensemble des éléments nécessaires à l'élaboration du système de gestion et de contrôle de l'autorité de gestion.

Une description précise de l'organisation établit par l'Autorité urbaine < **nom du GIP** >, des moyens et des procédures mises en place pour l'information, la communication, l'animation, la sélection des opérations selon la forme et les modalités prévues par la réglementation en vigueur est établie. Elle est validée par l'Autorité de gestion.

L'autorité de gestion vérifie que les procédures, l'organisation et les moyens de l'organisme intermédiaire permettent d'assumer les missions confiées dans les conditions correspondantes aux dispositions des règlements visés en référence, notamment en vue d'assurer une « piste d'audit suffisante et adéquate ».

L'Autorité de gestion met en place une procédure de contrôle de supervision de l'Autorité urbaine < **nom du GIP** > sur :

- Le risque de conflit d'intérêt des membres du Comité de sélection de l'Autorité urbaine < **nom du GIP** > : charte de déontologie, déclarations individuelles d'absence de conflit d'intérêt ;
- Le respect de la stratégie des territoires. Les dossiers sont analysés par l'Autorité de gestion en amont du Comité de sélection (avis de conformité) ;
- Le respect de la séparation fonctionnelle lors de la sélection pour les projets portés par l'Autorité urbaine < **nom du GIP** >.

L'Autorité de gestion supervise le contrôle interne réalisé au sein de l'Autorité urbaine < **nom du GIP** >.

L'Autorité de gestion réalise des « contrôles qualité gestion » en particulier sur les dossiers identifiés « à risque », ceux portés par l'Autorité urbaine < **nom du GIP** > (séparation fonctionnelle) et ceux d'un coût total supérieur à 500 000 €.

La description de l'Autorité urbaine, organisme intermédiaire, est annexée à la présente convention. Les modalités de supervision de l'autorité de gestion sur l'organisme intermédiaire y sont précisées, ou dans tout document établi par l'autorité de gestion.

En cours d'exécution de la présente convention, l'autorité de gestion communique à l'organisme intermédiaire dans les meilleurs délais toute modification introduite dans son système de gestion et de contrôle.

4.4. Missions relevant de la Ville, membre constitutif du GIP « ... »

Par délibération de son Conseil Municipal en date du « », la Ville de « », membre constitutif du GIP « » s'engage à contribuer à la définition de la stratégie d'intervention des Investissements Territoriaux Intégrés (ITI) urbains et à faciliter sa mise en œuvre par le GIP « », désigné organisme intermédiaire et Autorité urbaine dans le cadre du PO FEDER-FSE 2014-2020.

La commune de « ... », membre constitutif du GIP « » n'est pas désignée comme organisme intermédiaire au sens du règlement n°1303/2013.

ARTICLE 5 – Montant de la dotation dédiée au titre de la délégation de tâches et plan de financement de la stratégie

La délégation de tâches porte sur un montant global d'intervention prévisionnel maximal :

- [de [montant] euros en coût total éligible,]
- dont [montant] euros de fonds européens,
 - à ventiler par fonds le cas échéant.

La répartition du coût total éligible prévisionnel, [détaillé par année de programmation et par source de financement (public européen, public national et privé) et par axes / mesures/fonds] figure en annexe financière de la présente convention, et constitue le « plan de financement » de la délégation de tâches.

Les montants et les taux d'intervention du ou (des) Fonds fixés par la présente convention **au niveau de l'axe** (a minima) constituent un maximum prévisionnel.

Le plan de financement identifie le montant (UE, coût total) de l'assistance technique dont bénéficie l'organisme intermédiaire dans le cadre de sa délégation de tâches.

Le plan de financement de la stratégie urbaine est annexé à la présente convention.

ARTICLE 6 – Moyens humains

L'autorité urbaine < **nom du GIP** >, organisme intermédiaire doit mettre à disposition les ressources humaines suffisantes à la réalisation des missions qui lui sont confiées. Un chargé de mission référent devra être désigné. Il sera l'interlocuteur principal auprès des services de l'autorité de gestion.

ARTICLE 7 – Suivi, évaluation et cadre de performance

Les évaluations conduites par l'organisme intermédiaire sont menées en lien ou dans le cadre des évaluations du programme. Ils mettent en œuvre les recommandations d'évaluation qu'elles soient européennes, nationales ou régionales. Ils pilotent par ailleurs l'évaluation sur leur propre stratégie.

L'organisme intermédiaire s'assure de la bonne collecte des données visant aux renseignements des indicateurs de suivi et d'évaluation de la stratégie, tels que décrits en annexe de la convention.

L'organisme intermédiaire s'engage à transmettre à l'autorité de gestion les données qualitatives et quantitatives en veillant à assurer la complétude et la qualité des informations saisies. Ces données alimentent le cadre de performance et conditionnent la réserve de performance prévus par la réglementation européenne. L'organisme intermédiaire participe à la bonne mise en œuvre du cadre de performance élaborée par l'autorité de gestion dans le cadre du programme. Dans le cadre de la revue de performance effectuée par la Commission européenne en 2019, l'autorité de gestion peut après examen et avis du Comité de Suivi Interfonds (CSI), attribuer à l'organisme intermédiaire un montant de la réserve de performance et revoir ainsi la dotation de l'organisme intermédiaire.

L'organisme intermédiaire contribue à l'élaboration du rapport annuel de mise en œuvre (RAMO) relatif à sa délégation, selon un contenu type annexé à la présente convention et dont l'autorité de gestion a la charge de transmettre avant le 31 mars de chaque année. Il présente l'état d'avancement de la stratégie, de la réalisation ainsi que les faits marquants de sa délégation, les difficultés rencontrées le cas échéant et les mesures prises pour y remédier. Le rapport annuel de mise en œuvre de l'autorité de gestion est soumis pour avis au Comité de suivi.

ARTICLE 8 - Modification du plan de financement

Le plan de financement peut être modifié sur demande de l'organisme intermédiaire et décision de l'autorité de gestion, sur la base d'une demande motivée. Il peut également être revu par l'autorité de gestion en fonction des modifications de maquettes du programme européen FEDER-FSE 2014-2020 et de l'avancement financier de la délégation de tâches notamment au regard de l'évolution du cadre de performance et de l'atteinte des résultats/réalisations, en cas de déagrement portant sur le programme européen,

Ainsi, en cas de retard dans la sélection des opérations, la dotation de l'organisme intermédiaire peut être revue à la baisse pour être utilisée sur d'autres opérations du programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020.

Le Comité de Suivi Interfonds est consulté dans les cas prévus à l'article 110 du règlement cadre susvisé.

ARTICLE 9 : Respect des politiques et des autres obligations européennes et nationales

9.1. Stratégie de communication, information et publicité

L'organisme intermédiaire s'inscrit dans le plan de communication des programmes européens mis en œuvre par l'autorité de gestion. A ce titre, il participe à la stratégie de communication de l'autorité de gestion et s'assure de sa mise en œuvre au niveau des opérations.

L'organisme intermédiaire veille à ce que l'ensemble des porteurs de projet soit informés de l'intervention du Fonds. Il s'engage à assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions prescrites par le règlement cadre et délégué.

9.2 Respect des principes horizontaux et des règles sectorielles

L'organisme intermédiaire s'engage à respecter les principes horizontaux définis par la réglementation européenne : le développement durable, l'égalité entre femmes-hommes et la non-discrimination.

ARTICLE 10 - Conservation des pièces justificatives

L'organisme intermédiaire s'engage à communiquer à l'autorité de gestion l'ensemble des pièces nécessaires, sollicitées par l'autorité de gestion afin que celle-ci se conforme aux obligations nationales et européennes en matière de conservation des documents.

ARTICLE 11 – Contrôles et audits

L'organisme intermédiaire effectue tout contrôle requis par la réglementation européenne notamment afin de s'assurer du bon fonctionnement de son système de gestion et de contrôle dont les procédures internes mises en place. Il transmet le résultat de ces contrôles à l'autorité de gestion et de certification. A ce titre, il met en place un dispositif de contrôle interne. En cas d'insuffisance des vérifications constatées par l'autorité de gestion en qualité ou en quantité, cette dernière peut demander la réalisation de contrôles supplémentaires ou en réaliser elle-même.

L'organisme intermédiaire transmet à l'autorité de gestion, avant le « XXX » de chaque année, un rapport annuel sur les contrôles menés dont il a la responsabilité. Ces rapports contribuent au rapport annuel sur les contrôles établis par l'autorité de gestion.

L'organisme intermédiaire s'engage à se soumettre aux audits de système et à tout contrôle diligenté par les corps de contrôle nationaux ou européens, conformément aux dispositions législatives, réglementaires en vigueur. Il s'engage, en cas de contrôle opéré soit par toute autorité ou personne physique ou morale mandatée par les instances européennes ou nationales, à présenter toutes les instructions internes et pièces nécessaires relatives à sa délégation de tâches, toutes les pièces de procédure relatives aux opérations.

ARTICLE 12 – Suspension, résiliation, et clôture de la convention

En cas d'inexécution d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention et des obligations qui en découlent, l'autorité de gestion peut mettre fin à la présente convention en cas de manquements graves, y compris dans le cas de retard manifeste dans la mise en œuvre et la réalisation des dispositifs gérés. Il peut en être de même si les capacités de gestion ont été réduites significativement en qualité et/ou en quantité au regard des capacités mises en place lors du démarrage de la délégation et ne garantissent plus la fiabilité du système de gestion.

L'autorité de gestion notifie à l'organisme intermédiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition de résiliation. L'organisme intermédiaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter, après un examen des dossiers concernés, tout élément justificatif de nature à démontrer que l'étendue réelle du dysfonctionnement est inférieure à celle constatée par l'autorité de gestion. Dans un délai de deux mois suivant la réception de cette réponse, l'autorité de gestion notifie sa décision à l'organisme intermédiaire.

Sur son initiative, l'organisme intermédiaire peut solliciter la résiliation de la présente convention qui sera résiliée de plein droit deux mois après l'envoi à l'autorité de gestion d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas de figure, l'organisme intermédiaire est tenu de transmettre à l'autorité de gestion l'ensemble des pièces relatives à la délégation de tâches.

ARTICLE 13 – Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont constituées de la présente convention et ses annexes.

ARTICLE 14 – Litiges, contentieux et recours

En cas de litige, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Fort-de-France.

Les décisions de l'autorité de gestion prises pour l'application de la convention peuvent être contestées par l'organisme intermédiaire et faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent. Si l'organisme intermédiaire souhaite contester une décision prise par l'autorité de gestion pour des motifs réglementaires, il est possible de déposer, justification à l'appui :

- Un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) auprès de l'autorité administrative compétente, dans un délai de deux mois suivant la notification de la décision contestée,
- Un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution, ou en cas de recours administratif préalable, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité administrative compétente.

L'organisme intermédiaire s'engage à informer les bénéficiaires des voies de recours existants et à communiquer les cas de plaintes émanant de candidats potentiels à l'autorité de gestion.

Fait à _____, le _____

L'Autorité urbaine désigné organisme intermédiaire
(Nom et qualité, signature et cachet)

La Ville de « ... » agissant en son nom propre et membre
constitutif du GIP (Nom et qualité, signature et cachet)

L'Autorité de gestion
(Nom et qualité, signature et cachet)

Annexes

- Annexe 1. Liste des pièces contractuelles de la convention
- Annexe 2. Stratégie de la délégation de tâches : objectifs stratégiques, indicateurs de suivi, critères de sélection
- Annexe 3. Plan de financement global par axe [*// mesure éventuellement*]¹, ventilés par source de financement et année
- Annexe 4. Procédures mise en place relatives au système de gestion et de contrôle de l'organisme intermédiaire
- Annexe 5. Organigrammes de l'Autorité de gestion et de l'Autorité urbaine et du GIP < *nom du GIP* >
- Annexe 6. Liste et carte des territoires concernés par la stratégie urbaine

¹ Y compris, l'assistance technique.
Version 1^{er} octobre 2017



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-442-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-442-1

DÉCISION MODIFICATIVE N°3 DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE POUR L'EXERCICE 2017

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEMBERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS OU AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Claude BELLUNE (procuration à Johnny HAJJAR), Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Belfort BIROTA, Joachim BOUQUETY (procuration à Nadia LIMIER), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Marie-Frantz TINOT (procuration à Michelle MONROSE), Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 décembre 2012 déterminant les règles budgétaires financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 4 ;
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
Vu le décret n°2014-17 b du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-418-1 du 15 décembre 2016 portant vote du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-261-1 du 27 juillet 2017 portant budget supplémentaire de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2017 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-379-1 du 13 octobre 2017 portant décision modificative n° 2 de l'exercice 2017 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, octroi de mer, fiscalité, fonds européens et questions européennes, tourisme ;
Vu l'avis émis par le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement de la Martinique (CCEE) le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique Social Environnemental Régional de la Martinique (CESER) le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transport le 7 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La décision modificative n°3 de l'exercice 2017 de la Collectivité Territoriale de Martinique est adoptée comme indiquée dans les documents annexés à la présente délibération, avec les éléments suivants :

- en mouvements budgétaires : 0,00€
- en mouvements réels : 0,00€
- en mouvements d'ordre : 0,00€.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 31 voix pour et 15 voix contre, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





2017

DÉCISION MODIFICATIVE N°3

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-442-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-442-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

Régions : COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (1)
(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 20005550700012

POSTE COMPTABLE : Payeur Territorial de Martinique

M. 57

Décision modificative (3)
Voté par fonction

BUDGET : Budget principal CTM (4)

ANNEE 2017

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	6
B - Modalités de vote	7
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	8
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	9
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	11

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Vote et reports	13
A2 - Vue d'ensemble - Ventilation des opérations réelles et d'ordre	14
B1 - Présentation des AP votées	15
B2 - Présentation des AE votées	16
C - Récapitulation par groupes fonctionnels	17
D1 - Equilibre financier du budget - Investissement	23
D2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	25
E1 - Balance générale - Dépenses	27
E2 - Balance générale - Recettes	29

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	31
A.900 - Services généraux	35
A.900-5 - Gestion des fonds européens	38
A.901 - Sécurité	39
A.902 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	40
A.903 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	43
A.904 - Santé et action sociale (hors RSA)	46
A.904-4 - RSA	49
A.905 - Aménagement des territoires et habitat	50
A.906 - Action économique	53
A.907 - Environnement	55
A.908 - Transports	58
A.921 - Taxes non affectées	62
A.922 - Dotations et participations	63
A.923 - Dettes et autres opérations financières	64
A.925 - Opérations patrimoniales	65
A.926 - Transferts entre les sections	66
A.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	68
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	69
B.930 - Services généraux	73
B.930-5 - Gestion des fonds européens	76
B.931 - Sécurité	77

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

B.932 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	78
B.933 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	81
B.934 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	84
B.934-3 - APA	87
B.934-4 - RSA/Régularisation de RMI	88
B.935 - Aménagement des territoires et habitat	89
B.936 - Action économique	92
B.937 - Environnement	94
B.938 - Transports	97
B.940 - Impositions directes	101
B.941 - Autres impôts et taxes	102
B.942 - Dotations et participations	104
B.943 - Opérations financières	105
B.944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	107
B.945 - Provisions et autres opérations mixtes	108
B.946 - Transferts entre les sections	109
B.947 - Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement	110
B.95 - Chapitres de prévision sans réalisation	111

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables	Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports	Sans Objet
B - Annexes patrimoniales	
B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B8.1 - Subventions versées	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B8.3 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B8.5 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	112
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	113
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
D2 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D4 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D5.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D5.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.



Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

les chapitres des groupes 90 et 93 ne comprennent pas les opérations non ventilables de la rubrique 01 ;

les chapitres des groupes 92, 94 et 95 constituent les éléments de la rubrique 01 – opérations non ventilables ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale	0.00

Informations fiscales (N-2)	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

Informations financières – ratios	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	
3 Dépenses d'équipement brut / population	0.0%
4 Encours de dette / population (2)	0.00
5 DGF / population	0.00
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (3)	0.0%
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (3)	0.0%
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0.0%
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	0.0%
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (3)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

<p>I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ; - au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ; - sans (2) vote formel sur chacun des chapitres. <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement.</p> <p>III – L'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .</p> <p>IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.</p> <p>V – Les provisions sont budgétaires (4).</p> <p>VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).</p> <p>VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).</p>

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;

- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;

- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	1 243 403 611,25	1 315 130 014,10	-34 986 335,08	A1	36 740 067,77
Investissement	357 634 523,14	409 429 424,72	(3) -47 900 112,57	A2	3 894 789,01
Fonctionnement	885 769 088,11	905 700 589,38	(4) 12 913 777,49	A3	32 845 278,76

RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde (B)		
TOTAL des RAR	I + II 55 318 623,18	III + IV 17 236 508,16	B1	-38 082 115,02	
Investissement	I 48 551 666,02	III 15 276 088,34	B2	-33 275 577,68	
Fonctionnement	II 6 766 957,16	IV 1 960 419,82	B3	-4 806 537,34	

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	-1 342 047,25
Investissement	A2 + B2	-29 380 788,67
Fonctionnement	A3 + B3	28 038 741,42

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 48 551 666,02
900	Services généraux	7 200 521,63
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	2 495 913,71
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	7 040 301,77
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	2 163 245,04
904	Santé et action sociale (hors RSA)	3 561 792,51
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	4 967 272,75
906	Action économique	3 859 927,90
907	Environnement	2 422 211,37
908	Transports	7 758 241,52
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	5 066 161,00
923	Dettes et autres opérations financières	2 016 076,82
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 6 766 957,16
930	Services généraux	1 603 526,80
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	4 502,75
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	1 040 409,14
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	183 153,62
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	1 334 739,33
934-3	APA	114 073,63
934-4	RSA / Régularisations de RMI	292 392,23
935	Aménagement des territoires et habitat	130 000,00
936	Action économique	42 052,52
937	Environnement	419 283,51
938	Transports	872 772,64
940	Impositions directes	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	730 050,99
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 15 276 088,34
900	Services généraux	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00
901	Sécurité	23 957,88
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	227 181,45
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00
904-4	RSA	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00
906	Action économique	0,00
907	Environnement	21 309,00
908	Transports	15 000 440,01
921	Taxes non affectées	0,00
922	Dotations et participations	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	3 200,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 1 960 419,82
930	Services généraux	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	0,00
931	Sécurité	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	195 552,64
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	1 755 088,42
934-3	APA	9 778,76
934-4	RSA / Régularisations de RMI	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00
936	Action économique	0,00
937	Environnement	0,00
938	Transports	0,00

Chap. / Art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
940	Impositions directes	0,00
941	Autres impôts et taxes	0,00
942	Dotations et participations	0,00
943	Opérations financières	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS	A1

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00

	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00

	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00

	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	0,00	0,00

	TOTAL DU BUDGET (4)	0,00	0,00
--	---------------------	------	------

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VENTILATION DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE	A2

VENTILATION DES OPÉRATIONS RÉELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES (1)	ORDRE	TOTAL	REELLES (1)	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AP VOTEES	B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AP de dépenses imprévues » (2)	950	0,00
---	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	952	0,00
----------------------------------	-----	------

TOTAL GENERAL	0,00
----------------------	-------------

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS					C
SECTION	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + VOTE)
AP VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00		0,00	0,00	0,00
AE VOTEES	0,00		0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00		0,00	0,00	0,00
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	300 895 082,91	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées	249 320 826,53	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AP/CP (2)	207 851 398,33	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)	41 469 428,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers	16 451,85	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	51 074 256,38	0,00	515 655,32	515 655,32	515 655,32
001 Solde exécution invest. reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES D'INVESTISSEMENT	300 895 082,91	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées	36 383 987,53	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées	36 383 987,53	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	193 841 816,70	0,00	0,00	0,00	0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations	347 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement	37 046 474,00		0,00	0,00	0,00
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	29 380 788,67		0,00	0,00	0,00
001 Solde exécution invest. reporté	3 894 789,01		0,00	0,00	0,00
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	939 772 913,58	0,00	0,00	0,00	0,00
93 Services ventilés	858 960 054,28	0,00	870 000,00	870 000,00	870 000,00
- en AE/CP	162 271 693,00	0,00	-11 924 000,00	-11 924 000,00	-11 924 000,00
- hors AE/CP	696 688 361,28	0,00	12 794 000,00	12 794 000,00	12 794 000,00
94 Services communs non ventilés	43 766 385,30	0,00	-870 000,00	-870 000,00	-870 000,00
953 Virement à la section d'investissement	37 046 474,00		0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00		0,00	0,00	0,00
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	939 772 913,58	0,00	0,00	0,00	0,00
93 Services ventilés	276 576 251,94	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	659 732 171,55	0,00	0,00	0,00	0,00
002 Résultat de fonctionnement reporté	3 464 490,09		0,00	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 1)	C

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
---------	---	--	--	--------------------------------	--	--	---

AP VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (950)	0,00						
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont dépenses imprévues (952)	0,00						

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	515 655,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées	515 655,32						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)	0,00						
954 Produit des cessions d'immobilisations	0,00						
951 Virement de la section de fonctionnement	0,00						
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00						
001 Solde exécution invest. reporté	0,00						
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	-870 000,00	-10 166 000,00	-8 000 000,00	0,00	0,00	-100 000,00	-169 000,00
93 Services ventilés		-10 166 000,00	-8 000 000,00	0,00	0,00	-100 000,00	-169 000,00
- en AE/CP		-10 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276 000,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

SECTION	DONT Opérations non ventilables (01)	DONT Fonction 0 Services généraux (hors 01 et hors gestion des fonds européens)	DONT Fonction 0-5 Gestion des fonds européens	DONT Fonction 1 Sécurité	DONT Fonction 2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	DONT Fonction 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	DONT Fonction 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA)
- hors AE/CP		234 000,00	-8 000 000,00	0,00	0,00	-100 000,00	-1 445 000,00
94 Services communs non ventilés	-870 000,00						
953 Virement à la section d'investissement	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
93 Services ventilés		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
94 Services communs non ventilés	0,00						
002 Résultat de fonctionnement reporté	0,00						

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BUDGET – RECAPITULATION PAR GROUPES FONCTIONNELS (suite 2)	C

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
---------	-----------------------------	--	---	---	-------------------------------------	----------------------------------	---

AP VOTEES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (950)							
AE VOTEES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont dépenses imprévues (952)							

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- en AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- hors AP/CP (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dont opérations pour comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées							
001 Solde exécution invest. reporté							
RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
90 Opérations ventilées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Recettes affectées		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
- Financement par le tiers de l'opération confiée à la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
92 Opérations non ventilées (sauf 922-1068)							
954 Produit des cessions d'immobilisations							
951 Virement de la section de fonctionnement							
922-1068 Excédents de fonctionnement capitalisés							
001 Solde exécution invest. reporté							
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	0,00	-21 650 358,28	0,00	-20 000,00	-3 149,10	40 978 507,38	
93 Services ventilés (dont APA et RSA)	0,00	-21 650 358,28	0,00	-20 000,00	-3 149,10	40 978 507,38	
- en AE/CP	0,00	-2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

SECTION	DONT Fonction 4-3 APA	DONT Fonction 4-4 RSA / Régularisations de RMI	DONT Fonction 5 Aménagement des territoires et habitat	DONT Fonction 6 Action économique	DONT Fonction 7 Environnement	DONT Fonction 8 Transports	DONT Fonction 9 Fonction en réserve
- hors AE/CP	0,00	-18 850 358,28	0,00	-20 000,00	-3 149,10	40 978 507,38	
94 Services communs non ventilés							
953 Virement à la section d'investissement							
002 Résultat de fonctionnement reporté							
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
93 Services ventilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
94 Services communs non ventilés							
002 Résultat de fonctionnement reporté							

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Y compris les opérations pour compte de tiers.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – INVESTISSEMENT	D1

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
90 Opérations ventilées	0,00	0,00
900 Services généraux	0,00	0,00
900-5 Gestion des fonds européens	0,00	0,00
901 Sécurité	0,00	0,00
902 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
903 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	0,00	0,00
904 Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00
904-4 RSA	0,00	0,00
905 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
906 Action économique	0,00	0,00
907 Environnement	0,00	0,00
908 Transports	0,00	0,00
909 Fonction en réserve		
92 Opérations non ventilées	0,00	0,00
921 Taxes non affectées	0,00	0,00
922 Dotations et participations (sauf 1068)	0,00	0,00
923 Dettes et autres opérations financières	0,00	0,00
95 Chapitres de prévision sans réalisation		0,00
954 Produit des cessions d'immobilisations		0,00
TOTAL	I 0,00	II 0,00

OPERATIONS D'ORDRE

925 Opérations patrimoniales	515 655,32	0,00
926 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
951 Virement de la section de fonctionnement		0,00
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE = R(926 + 951) - D926 :.....	515 655,32
---	-------------------

001 Solde exécution invest. reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
922 – 1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		VII 0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	0,00	II + IV + VI + VII	0,00
----------------------------	--------------------	-------------	---------------------------	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – FONCTIONNEMENT	D2

OPERATIONS REELLES (1) (RAR N-1 + Vote de l'exercice)

CHAPITRES	DEPENSES	RECETTES
93 Services ventilés	870 000,00	0,00
930 Services généraux	-10 166 000,00	0,00
930-5 Gestion des fonds européens	-8 000 000,00	0,00
931 Sécurité	0,00	0,00
932 Enseign., form. professionnelle, apprent.	0,00	0,00
933 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	-100 000,00	0,00
934 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)	-169 000,00	0,00
934-3 APA	0,00	0,00
934-4 RSA / Régularisations de RMI	-21 650 358,28	0,00
935 Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00
936 Action économique	-20 000,00	0,00
937 Environnement	-3 149,10	0,00
938 Transports	40 978 507,38	0,00
939 Fonction en réserve		
94 Services communs non ventilés	-870 000,00	0,00
940 Impositions directes	0,00	0,00
941 Autres impôts et taxes	0,00	0,00
942 Dotations et participations	0,00	0,00
943 Opérations financières	-500 000,00	0,00
944 Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00
945 Provisions et autres opérations mixtes (2)	-370 000,00	0,00
TOTAL	I 0,00	II 0,00

OPERATIONS D'ORDRE

946 Transferts entre les sections (2)	0,00	0,00
947 Transferts à l'intérieur de la section	0,00	0,00
953 Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL	III 0,00	IV 0,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D(946 + 953) - R946 :.....	0,00
--	-------------

002 Résultat de fonctionnement reporté (3)	V 0,00	VI 0,00
--	--------	---------

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	0,00	II + IV + VI	0,00
----------------------------	--------------------	-------------	---------------------	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Les comptes 68 et 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Inscrire en cas de reprise du résultat de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée du résultat).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses d'investissement – Total		300 895 082,91	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		300 195 082,91	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 572 264,50	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	35 727 759,49	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018)	24 709 411,82	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018)	112 234 216,90	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018)	27 375 044,13	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018)	81 898 994,33	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	8 410 939,89	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitre d'opérations pour compte de tiers	16 451,85	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		700 000,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (3)	500 000,00		-515 655,32	-515 655,32	-515 655,32
041	Opérations patrimoniales	200 000,00		515 655,32	515 655,32	515 655,32
001	Solde exécution invest. reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – DEPENSES						E1
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Dépenses de fonctionnement – Total		939 772 913,58	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		877 626 439,58	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (hors 016 et 017)	72 175 034,68	0,00	-1 800 616,02	-1 800 616,02	-1 800 616,02
012	Charges de personnel et frais assimilés (hors 016 et 017)	214 467 069,00	0,00	185 000,00	185 000,00	185 000,00
014	Atténuations de produits	1 245 586,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586, 016 et 017)	299 988 229,46	0,00	24 160 974,30	24 160 974,30	24 160 974,30
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	15 933 481,78	0,00	-500 000,00	-500 000,00	-500 000,00
67	Charges exceptionnelles (hors 016 et 017)	4 494 310,80	0,00	-25 000,00	-25 000,00	-25 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (hors 016 et 017)	370 000,00		-370 000,00	-370 000,00	-370 000,00
016	APA	59 677 581,63	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	209 275 146,23	0,00	-21 650 358,28	-21 650 358,28	-21 650 358,28
Sous total des opérations d'ordre		62 146 474,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	25 100 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	37 046 474,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	E2

	INVESTISSEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
	Recettes d'investissement – Total	300 895 082,91	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations réelles et mixtes	204 773 031,23	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	28 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 018)	57 377 889,40	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688)	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204 et 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf 018) (3)	15 000 440,01	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf 018) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 018) (3)	1 472 233,26	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (sauf 018)	2 275 241,56	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	347 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Sous total des opérations d'ordre	62 846 474,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4)	25 100 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	700 000,00		0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	37 046 474,00		0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	29 380 788,67		0,00	0,00	0,00
001	Solde exécution invest. reporté	3 894 789,01			0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Exceptionnellement, les chapitres 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET						II
BALANCE GENERALE – RECETTES						E2
	FONCTIONNEMENT	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (Vote + RAR N-1)
Recettes de fonctionnement – Total		939 772 913,58	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations réelles et mixtes		936 308 423,49	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 559 764,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	320 122 130,41	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impôts locaux	134 420 471,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (sauf 016 et 017)	276 209 660,72	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (sauf 016 et 017)	10 575 282,22	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (sauf 016 et 017)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (sauf 016 et 017)	0,00		0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (sauf 016 et 017)	421 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	17 432 621,94	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	173 561 872,20	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous total des opérations d'ordre		0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	3 464 490,09		0,00	0,00	0,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) Propositions formulées par le président pour l'exercice N.

(3) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET									III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									A
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
90	Opérations ventilées	249 320 826,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900	Services généraux	20 340 690,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	26 632 596,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	4 633 199,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign., form. professionnelle, apprent.	43 544 302,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	7 788 728,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	10 282 438,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	31 800 950,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	29 363 270,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	18 983 261,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	55 951 388,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve								
92	Opérations non ventilées	51 074 256,38	0,00		515 655,32	515 655,32		515 655,32	515 655,32
921	Taxes non affectées	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
922	Dotations et participations	7 572 264,50	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	43 301 991,88	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	200 000,00			515 655,32	515 655,32		515 655,32	515 655,32
926	Transferts entre les sections	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation			0,00					
950	Dépenses imprévues			0,00					
TOTAL des groupes fonctionnels		300 895 082,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)									0,00
TOTAL									0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
90	Opérations ventilées	36 383 987,53	0,00	0,00	0,00	0,00
900	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	16 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	292 492,21	0,00	0,00	0,00	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	2 868 855,19	0,00	0,00	0,00	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	210 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
906	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
907	Environnement	21 309,00	0,00	0,00	0,00	0,00
908	Transports	16 991 331,13	0,00	0,00	0,00	0,00
909	Fonction en réserve					
92	Opérations non ventilées	193 841 816,70	0,00	0,00	0,00	0,00
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
922	Dotations et participations (sauf R922 - 1068)	37 385 786,47	0,00	0,00	0,00	0,00
923	Dettes et autres opérations financières	130 656 030,23	0,00	0,00	0,00	0,00
925	Opérations patrimoniales	700 000,00		0,00	0,00	0,00
926	Transferts entre les sections (4)	25 100 000,00		0,00	0,00	0,00
95	Chapitre de prévision sans réalisation	37 393 701,00	0,00	0,00	0,00	0,00
951	Virement de la section de fonctionnement	37 046 474,00		0,00	0,00	0,00
954	Produit des cessions d'immobilisations	347 227,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		267 619 505,23	0,00	0,00	0,00	0,00

001 SOLDE D'EXECUTION REPORTE (5)						0,00
-----------------------------------	--	--	--	--	--	------

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)						0,00
--	--	--	--	--	--	------

TOTAL						0,00
-------	--	--	--	--	--	------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée des résultats au budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Le solde d'exécution est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

(6) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux

AP (1) = 0,00

Libellé	90-02 Administration générale						
	90-020 Admin. générale de la collectivité	90-021 Personnel non ventilé	90-022 Information, communication, publicité	90-023 Fêtes et cérémonies	90-024 Aide aux associations	90-025 Cimetières et pompes funèbres	90-028 Autres moyens généraux
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 900

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 1)

Libellé	90-03 Conseils						
	90-031 Assemblée délibérante	90-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	90-033 Conseil cult., éduc., env.	90-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		90-035 Conseil de territoire	90-038 Autres instances
				90-0341 Section éco., sociale et environnem.	90-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 900
Détail par articles	

CHAPITRE 900 – Services généraux (suite 2)

Libellé	90-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	90-041 Action relevant de la subvention globale	90-042 Actions interrégionales	90-043 Actions européennes	90-044 Aide publique au développement	90-048 Autres actions	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET				III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles				A 900-5

CHAPITRE 900-5 – Gestion des fonds européens

AP (1) = 0,00

Libellé	90-051 FSE	90-052 FEDER	90-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT				
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS				
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 901

CHAPITRE 901 – Sécurité

AP (1) = 0,00

Libellé	90-10 Services communs	90-11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	90-12 Incendie et secours	90-13 Hygiène et salubrité publique	90-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AP (1) = 0,00

Libellé	90-20 Services communs	90-21 Enseignement du premier degré			90-22 Enseignement du second degré		
		90-211 Ecoles maternelles	90-212 Ecoles primaires	90-213 Classes regroupées	90-221 Collèges	90-222 Lycées publics	90-223 Lycées privés
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 902
Détail par articles	

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	90-23 Enseignement supérieur	90-24 Cités scolaires	90-25 Formation professionnelle	90-26 Apprentissage	90-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 902

CHAPITRE 902 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	90-28 Autres services périscolaires et annexes					90-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-281 Hébergement et restauration scolaires	90-282 Sport scolaire	90-283 Médecine scolaire	90-284 Classes de découverte	90-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AP (1) = 0,00

Libellé	90-30 Services communs	90-31 Culture							
		90-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	90-312 Patrimoine	90-313 Bibliothèques, médiathèques	90-314 Musées	90-315 Services d'archives	90-316 Théâtres	90-317 Cinémas et autres salles de spectacles	90-318 Archéologie préventive
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES	A 903
Détail par articles	

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	90-32 Sports (autres que scolaires)					
	90-321 Salles de sport, gymnases	90-322 Stades	90-323 Piscines	90-324 Centres de formation sportifs	90-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	90-326 Manifestations sportives
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET					III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles					A 903

CHAPITRE 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	90-33 Jeunesse et loisirs			90-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-331 Centres de loisirs	90-332 Colonies de vacances	90-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES D'EQUIPEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA)

AP (1) = 0,00

Libellé	90-41 Santé					
	90-410 Services communs	90-411 PMI et planification familiale	90-412 Prévention et éducation pour la santé	90-413 Sécurité alimentaire	90-414 Dispensaires et autres éta sanitaires	90-418 Autres actions
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Libellé	90-42 Action sociale					
	90-420 Services communs	90-421 Famille et enfance				90-422 Personnes handicapées
		90-4211 Actions en faveur de la maternité	90-4212 Aides à la famille	90-4213 Crèches et garderies	90-4214 Adolescence	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 904

CHAPITRE 904 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Libellé	90-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE
	90-423 Personnes âgées			90-424 Personnes en difficulté	90-428 Autres interventions sociales	
	90-4231 Forfait autonomie	90-4232 Autres actions de prévention	90-4238 Autres			
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET								III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles								A 904-4

CHAPITRE 904-4 – RSA

AP (1) = 0,00

Libellé	90-441 Insertion sociale	90-442 Santé	90-443 Logement	90-444 Insertion professionnelle	90-445 Evaluation des dépenses engagées	90-446 Dépenses de structure	90-447 RSA allocations	90-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat

AP (1) = 0,00

Libellé	90-50 Services communs	90-51 Aménagement et services urbains						
		90-510 Services communs	90-511 Espaces verts urbains	90-512 Eclairage public	90-513 Art public	90-514 Electrification	90-515 Opérations d'aménagement	90-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	90-52 Politique de la ville	90-53 Agglomérations et villes moyennes	90-54 Espace rural et autres espaces de dév.	90-55 Habitat (Logement)			
				90-551 Parc privé de la collectivité	90-552 Aide au secteur locatif	90-553 Aide à l'accession à la propriété	90-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 905

CHAPITRE 905 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	90-56 Actions en faveur du littoral	90-57 Techno. de l'information et de la comm.	90-58 Autres actions		90-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			90-581 Réserves Foncières	90-588 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES							A 906
Détail par articles							

CHAPITRE 906 – Action économique

AP (1) = 0,00

Libellé	90-60 Services communs	90-61 Interventions économiques transversales	90-62 Structure d'animation et de dév. éco.	90-63 Actions sectorielles			
				90-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		90-632 Industrie, commerce et artisanat	90-633 Développement touristique
				90-6311 Laboratoire	90-6312 Autres		
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 906

CHAPITRE 906 –Action économique (suite)

Libellé	90-64 Rayonnement, attractivité du territoire	90-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	90-66 Maintien et dév. des services publics	90-67 Recherche et innovation	90-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET							III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles							A 907

CHAPITRE 907 – Environnement

AP (1) = 0,00

Libellé	90-70 Services communs	90-71 Actions transversales	90-72 Actions déchets et propreté urbaine				
			90-721 Collecte et traitement des déchets			90-722 Propreté urbaine	
			90-7211 Actions prévention et sensibilisation	90-7212 Collecte des déchets	90-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	90-7221 Actions prévention et sensibilisation	90-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 1)

Libellé	90-73 Actions en matière de gestion des eaux					90-74 Politique de l'air
	90-731 Politique de l'eau	90-732 Eau potable	90-733 Assainissement	90-734 Eaux pluviales	90-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES D'EQUIPEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 907

CHAPITRE 907 – Environnement (suite 2)

Libellé	90-75 Politique de l'énergie					90-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	90-77 Environnement infrastructures transports	90-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	90-751 Réseaux de chaleur et de froid	90-752 Energie photovoltaïque	90-753 Energie éolienne	90-754 Energie hydraulique	90-758 Autres actions				
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports

AP (1) = 0,00

Libellé	90-80 Services communs	90-81 Transports scolaires	90-82 Transports publics de voyageurs						
			90-820 Services communs	90-821 Transport sur route	90-822 Transport ferroviaire	90-823 Transport fluvial	90-824 Transport maritime	90-825 Transport aérien	90-828 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 1)

Libellé	90-83 Transports de marchandises						
	90-830 Services communs	90-831 Fret routier	90-832 Fret ferroviaire	90-833 Fret fluvial	90-834 Fret maritime	90-835 Fret aérien	90-838 Autres transports
DEPENSES D'EQUIPEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 2)

Libellé	90-84 Voirie							
	90-841 Voirie nationale	90-842 Voirie régionale	90-843 Voirie départementale	90-844 Voirie métropolitaine	90-845 Voirie communale	90-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	90-847 Equipements de voirie	90-849 Sécurité routière
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 90 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	A 908

CHAPITRE 908 – Transports (suite 3)

Libellé	90-85 Infrastructures					90-86 Liaisons multimodales	90-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	90-851 Gares, autres infrastructures routières	90-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	90-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	90-854 Ports, autres infrastructures portuaires	90-855 Aéroports et autres infrastructures			
DEPENSES D'EQUIPEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP-CP (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dont op. pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AUX EQUIPEMENTS								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes affectées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par le tiers de l'opération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AP ou des modifications d'AP existantes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

(4) Y compris les opérations pour compte de tiers.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 921

CHAPITRE 921 – Taxes non affectées

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 922

CHAPITRE 922 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	7 572 264,50	0,00	0,00	0,00	7 572 264,50
103	Plan de relance FCTVA	7 572 264,50	0,00	0,00	0,00	7 572 264,50
	RECETTES	66 766 575,14	0,00	0,00	0,00	66 766 575,14
10222	FCTVA	28 300 000,00	0,00	0,00	0,00	28 300 000,00
13321	Dotation départ. équip. collèges transf.	7 903 688,00	0,00	0,00	0,00	7 903 688,00
13322	Dotation région. équip. scolaire transf.	26 318 744,00	0,00	0,00	0,00	26 318 744,00
1337	Fonds régional dévelopt emploi outre-mer	2 539 142,89	0,00	0,00	0,00	2 539 142,89
1341	D.G.E. non transférable	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00
1345	Prod. amendes radars auto. non transf.	105 000,25	0,00	0,00	0,00	105 000,25

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Reversement de dotations (trop perçu).

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET						III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES						A 923
Détail par articles						

CHAPITRE 923 – Dettes et autres opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	RAR N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	43 301 991,88	0,00	0,00	0,00	43 301 991,88
1641	Emprunts en euros	35 727 759,49	0,00	0,00	0,00	35 727 759,49
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	72 182,00	0,00	0,00	0,00	72 182,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	4 502 050,39	0,00	0,00	0,00	4 502 050,39
276358	Créance Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
	RECETTES	130 656 030,23	0,00	0,00	0,00	130 656 030,23
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	29 380 788,67	0,00	0,00	0,00	29 380 788,67
1641	Emprunts en euros	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000 000,00
2744	Prêts d'honneur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	1 272 041,56	0,00	0,00	0,00	1 272 041,56
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 200,00	0,00	0,00	0,00	3 200,00
276358	Créance Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 925

CHAPITRE 925 – Opérations patrimoniales

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES (3)	200 000,00	515 655,32	515 655,32
231312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	0,00	0,00	0,00
231318	Autres bâtiments publics	100 000,00	0,00	0,00
23151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00
231538	Autres réseaux	100 000,00	0,00	0,00
23158	Autres constructions	0,00	515 655,32	515 655,32
	RECETTES (3)	700 000,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	700 000,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Les dépenses du chapitre sont égales aux recettes.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 92 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	A 926

CHAPITRE 926 – Transferts entre les sections

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
	DEPENSES DE L'EXERCICE (3)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
192	<i>Plus ou moins-values sur cession immo.</i>	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	500 000,00	-515 655,32	-515 655,32
	RECETTES DE L'EXERCICE (4) (5)	25 100 000,00	0,00	0,00
	Amortissement des immobilisations	25 100 000,00	0,00	0,00
28031	<i>Frais d'études</i>	193 418,80	0,00	0,00
28033	<i>Frais d'insertion</i>	111 817,40	0,00	0,00
2804111	<i>Subv. Etat : Bien mobilier, matériel</i>	11 808,81	0,00	0,00
2804112	<i>Subv. Etat : Bâtiments, installations</i>	41 423,69	0,00	0,00
2804122	<i>Subv. Régions : Bâtiments, installations</i>	943 560,25	0,00	0,00
28041481	<i>Subv. Autres cnes: Bien mobilier, matériel</i>	539 205,40	0,00	0,00
28041482	<i>Subv. Autres cnes: Bâtiments, installations</i>	3 199 397,79	0,00	0,00
280415331	<i>ADM : Bien mobilier, matériel</i>	8 074,40	0,00	0,00
280415332	<i>ADM : Bâtiments, installations</i>	1 207 655,71	0,00	0,00
280415341	<i>IC : Bien mobilier, matériel</i>	68 980,61	0,00	0,00
280415342	<i>IC : Bâtiments, installations</i>	85 115,28	0,00	0,00
28041581	<i>Autres grpts-Biens mob., mat. et études</i>	999 333,16	0,00	0,00
28041582	<i>Autres grpts - Bâtiments et installat°</i>	327 302,87	0,00	0,00
2804181	<i>Autres org pub - Biens mob, mat, études</i>	50 339,85	0,00	0,00
2804182	<i>Autres org pub - Bât. et installations</i>	448 893,24	0,00	0,00
280421	<i>Privé - Biens mob., matériel et études</i>	1 896 874,96	0,00	0,00
280422	<i>Privé - Bâtiments et installations</i>	1 169 691,90	0,00	0,00
280431	<i>Subv. Scol : Bien mobilier, matériel</i>	1 293 920,58	0,00	0,00
280432	<i>Subv. Scol : Bâtiments, installations</i>	665 241,74	0,00	0,00
2804421	<i>Sub nat privé - Biens mob, mat, études</i>	12 313,46	0,00	0,00
28051	<i>Concessions et droits similaires</i>	1 728 515,61	0,00	0,00
28121	<i>Plantations d'arbres et d'arbustes</i>	2 559,58	0,00	0,00
28128	<i>Autres aménagements de terrains</i>	137,26	0,00	0,00
281311	<i>Bâtiments administratifs</i>	795,33	0,00	0,00
281312	<i>Bâtiments scolaires</i>	1 118 334,68	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
281318	Autres bâtiments publics	387 719,57	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	539 227,58	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	669,17	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 245,69	0,00	0,00
281572	Matériel technique scolaire	3 436,67	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 353,75	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	148 627,22	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outill. techniques	2 380,94	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	132 143,15	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	871,32	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	12 760,58	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 816 406,96	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 879,25	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 000 520,45	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	32 560,02	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 410 219,13	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	88 472,27	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	149 793,92	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Egales aux recettes du chapitre 946 en fonctionnement.

(4) Egales aux dépenses du chapitre 946 en fonctionnement.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
A – SECTION D'INVESTISSEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISIONS SANS REALISATION	A 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Chapitre	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AP lors de la séance budgétaire
	DEPENSES				0,00
950	Dépenses imprévues				0,00
	RECETTES	37 393 701,00	0,00	0,00	
951	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	<i>37 046 474,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	
954	Produit des cessions d'immobilisations	347 227,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne « Budget de l'exercice » est défini dans l'état I-B.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET									III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE									B
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	858 960 054,28	0,00	0,00	870 000,00	870 000,00	-11 924 000,00	12 794 000,00	870 000,00
930	Services généraux	223 369 569,83	0,00	0,00	-10 166 000,00	-10 166 000,00	-10 400 000,00	234 000,00	-10 166 000,00
930-5	Gestion des fonds européens	20 300 589,00	0,00	0,00	-8 000 000,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00	-8 000 000,00
931	Sécurité	18 194 502,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign., form. professionnelle, apprent.	85 010 212,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	15 346 453,62	0,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	163 947 148,33	0,00	0,00	-169 000,00	-169 000,00	1 276 000,00	-1 445 000,00	-169 000,00
934-3	APA	59 677 581,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	209 275 146,23	0,00	0,00	-21 650 358,28	-21 650 358,28	-2 800 000,00	-18 850 358,28	-21 650 358,28
935	Aménagement des territoires et habitat	1 527 785,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	16 954 545,80	0,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00
937	Environnement	9 044 916,51	0,00	0,00	-3 149,10	-3 149,10	0,00	-3 149,10	-3 149,10
938	Transports	36 311 602,64	0,00	0,00	40 978 507,38	40 978 507,38	0,00	40 978 507,38	40 978 507,38
939	Fonction en réserve								
94	Services communs non ventilés	43 766 385,30	0,00		-870 000,00	-870 000,00		-870 000,00	-870 000,00
940	Impositions directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	1 256 255,31	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
942	Dotations et participations	155 579,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
943	Opérations financières	16 884 550,99	0,00		-500 000,00	-500 000,00		-500 000,00	-500 000,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (5)	370 000,00			-370 000,00	-370 000,00		-370 000,00	-370 000,00
946	Transferts entre les sections (5)	25 100 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
95	Chapitre de prévision sans réalisation	37 046 474,00		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
952	Dépenses imprévues			0,00					
953	Virement à la section d'investissement	37 046 474,00			0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		939 772 913,58	0,00	0,00	0,00	0,00	-11 924 000,00	11 924 000,00	0,00

002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (6)								0,00
---	--	--	--	--	--	--	--	-------------

TOTAL								0,00
--------------	--	--	--	--	--	--	--	-------------

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(6) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B
Chap.	Libellés	Budget de l'exercice (1)	Restes à réaliser N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
93	Services ventilés	276 576 251,94	0,00	0,00	0,00	0,00
930	Services généraux	16 618 263,73	0,00	0,00	0,00	0,00
930-5	Gestion des fonds européens	22 606 966,08	0,00	0,00	0,00	0,00
931	Sécurité	6 288,00	0,00	0,00	0,00	0,00
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	23 567 103,50	0,00	0,00	0,00	0,00
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	131 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	18 123 276,49	0,00	0,00	0,00	0,00
934-3	APA	17 432 621,94	0,00	0,00	0,00	0,00
934-4	RSA / Régularisations de RMI	173 561 872,20	0,00	0,00	0,00	0,00
935	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
936	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
937	Environnement	3 270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
938	Transports	1 258 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00
939	Fonction en réserve					
94	Services communs non ventilés	659 732 171,55	0,00	0,00	0,00	0,00
940	Impositions directes	120 921 431,00	0,00	0,00	0,00	0,00
941	Autres impôts et taxes	317 111 185,55	0,00	0,00	0,00	0,00
942	Dotations et participations	221 699 555,00	0,00	0,00	0,00	0,00
943	Opérations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
946	Transferts entre les sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
947	Transferts à l'intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL des groupes fonctionnels		936 308 423,49	0,00	0,00	0,00	0,00
002 RESULTAT ANTERIEUR REPORTE (5)						0,00
TOTAL						0,00

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

- (4) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.
- (5) Le résultat est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux

AE (1) = 0,00

Libellé	93-02 Administration générale						
	93-020 Admin. générale de la collectivité	93-021 Personnel non ventilé	93-022 Information, communication, publicité	93-023 Fêtes et cérémonies	93-024 Aide aux associations	93-025 Cimetières et pompes funèbres	93-028 Autres moyens généraux
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 016 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 016 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 016 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 016 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 1)

Libellé	93-03 Conseils						
	93-031 Assemblée délibérante	93-032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	93-033 Conseil cult., éduc., env.	93-034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		93-035 Conseil de territoire	93-038 Autres instances
				93-0341 Section éco., sociale et environnem.	93-0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	-150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930

CHAPITRE 930 – Services généraux (suite 2)

Libellé	93-04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
	93-041 Action relevant de la subvention globale	93-042 Actions interrégionales	93-043 Actions européennes	93-044 Aide publique au développement	93-048 Autres actions	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	-10 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 166 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	-10 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 166 000,00
Vote de l'assemblée (3)	-10 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 166 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	-10 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 400 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 930-5

CHAPITRE 930-5 – Gestion des fonds européens

AE (1) = 0,00

Libellé	93-051 FSE	93-052 FEDER	93-058 Autres	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	0,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	-8 000 000,00	0,00	-8 000 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT				
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 931

CHAPITRE 931 – Sécurité

AE (1) = 0,00

Libellé	93-10 Services communs	93-11 Gendarmerie, police, sécurité, justice	93-12 Incendie et secours	93-13 Hygiène et salubrité publique	93-18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 932

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

AE (1) = 0,00

Libellé	93-20 Services communs	93-21 Enseignement du premier degré			93-22 Enseignement du second degré		
		93-211 Ecoles maternelles	93-212 Ecoles primaires	93-213 Classes regroupées	93-221 Collèges	93-222 Lycées publics	93-223 Lycées privés
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 932
Détail par articles	

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Libellé	93-23 Enseignement supérieur	93-24 Cités scolaires	93-25 Formation professionnelle	93-26 Apprentissage	93-27 Formation sanitaire et sociale
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES						B 932
Détail par articles						

CHAPITRE 932 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Libellé	93-28 Autres services périscolaires et annexes					93-29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-281 Hébergement et restauration scolaires	93-282 Sport scolaire	93-283 Médecine scolaire	93-284 Classes de découverte	93-288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

AE (1) = 0,00

Libellé	93-30 Services communs	93-31 Culture							
		93-311 Activités artist.,actions et manif.cult.	93-312 Patrimoine	93-313 Bibliothèques, médiathèques	93-314 Musées	93-315 Services d'archives	93-316 Théâtres	93-317 Cinémas et autres salles de spectacles	93-318 Archéologie préventive
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	-40 000,00	0,00	0,00	-60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	-40 000,00	0,00	0,00	-60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	-40 000,00	0,00	0,00	-60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	-40 000,00	0,00	0,00	-60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Libellé	93-32 Sports (autres que scolaires)					
	93-321 Salles de sport, gymnases	93-322 Stades	93-323 Piscines	93-324 Centres de formation sportifs	93-325 Autres équipements sportifs ou loisirs	93-326 Manifestations sportives
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 933

CHAPITRE 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Libellé	93-33 Jeunesse et loisirs			93-39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-331 Centres de loisirs	93-332 Colonies de vacances	93-338 Autres activités pour les jeunes		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	-100 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	-100 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	-100 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	-100 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES	B 934
Détail par articles	

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI)

AE (1) = 0,00

Libellé	93-41 Santé					
	93-410 Services communs	93-411 PMI et planification familiale	93-412 Prévention et éducation pour la santé	93-413 Sécurité alimentaire	93-414 Dispensaires et autres éts sanitaires	93-418 Autres actions
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	-1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	-1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	-1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	-1 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles						B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 1)

Libellé	93-42 Action sociale					
	93-420 Services communs	93-421 Famille et enfance				93-422 Personnes handicapées
		93-4211 Actions en faveur de la maternité	93-4212 Aides à la famille	93-4213 Crèches et garderies	93-4214 Adolescence	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	1 350 000,00	0,00	-189 000,00	0,00	0,00	-10 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	1 350 000,00	0,00	-189 000,00	0,00	0,00	-10 000,00
Vote de l'assemblée (3)	1 350 000,00	0,00	-189 000,00	0,00	0,00	-10 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	1 350 000,00	0,00	-74 000,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	-115 000,00	0,00	0,00	-10 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934

CHAPITRE 934 – Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisations de RMI) (suite 2)

Libellé	93-42 Action sociale					TOTAL DU CHAPITRE
	93-423 Famille et enfance			93-424 Personnes en difficulté	93-428 Autres interventions sociales	
	93-4231 Forfait autonomie	93-4232 Autres actions de prévention	93-4238 Autres			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	-80 000,00	0,00	-40 000,00	-169 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	-80 000,00	0,00	-40 000,00	-169 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	-80 000,00	0,00	-40 000,00	-169 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	-80 000,00	0,00	-40 000,00	-1 445 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-3

CHAPITRE 934-3 – APA

AE (1) = 0,00

Libellé	93-430 Services communs	93-431 APA à domicile	93-432 APA versée aux bénéf. en établissement	93-433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT					
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 934-4

CHAPITRE 934-4 – RSA / Régularisations de RMI

AE (1) = 0,00

Libellé	93-441 Insertion sociale	93-442 Santé	93-443 Logement	93-444 Insertion professionnelle	93-445 Evaluation des dépenses engagées	93-446 Dépenses de structure	93-447 RSA allocations	93-448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	-2 800 000,00	0,00	-200 000,00	-18 650 358,28	0,00	-21 650 358,28
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	-2 800 000,00	0,00	-200 000,00	-18 650 358,28	0,00	-21 650 358,28
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	-2 800 000,00	0,00	-200 000,00	-18 650 358,28	0,00	-21 650 358,28
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	-2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 800 000,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-200 000,00	-18 650 358,28	0,00	-18 850 358,28
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat

AE (1) = 0,00

Libellé	93-50 Services communs	93-51 Aménagement et services urbains						
		93-510 Services communs	93-511 Espaces verts urbains	93-512 Eclairage public	93-513 Art public	93-514 Electrification	93-515 Opérations d'aménagement	93-518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Libellé	93-52 Politique de la ville	93-53 Agglomérations et villes moyennes	93-54 Espace rural et autres espaces de dév.	93-55 Habitat (Logement)			
				93-551 Parc privé de la collectivité	93-552 Aide au secteur locatif	93-553 Aide à l'accession à la propriété	93-554 Aire d'accueil des gens du voyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 935

CHAPITRE 935 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Libellé	93-56 Actions en faveur du littoral	93-57 Techno. de l'information et de la comm.	93-58 Autres actions		93-59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
			93-581 Réserves Foncières	93-588 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 – Action économique

AE (1) = 0,00

Libellé	93-60 Services communs	93-61 Interventions économiques transversales	93-62 Structure d'animation et de dév. éco.	93-63 Actions sectorielles			
				93-631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		93-632 Industrie, commerce et artisanat	93-633 Développement touristique
				93-6311 Laboratoire	93-6312 Autres		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 936

CHAPITRE 936 –Action économique (suite)

Libellé	93-64 Rayonnement, attractivité du territoire	93-65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	93-66 Maintien et dév. des services publics	93-67 Recherche et innovation	93-68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 000,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement

AE (1) = 0,00

Libellé	93-70 Services communs	93-71 Actions transversales	93-72				
			Actions déchets et propreté urbaine				
			93-721 Collecte et traitement des déchets			93-722 Propreté urbaine	
			93-7211 Actions prévention et sensibilisation	93-7212 Collecte des déchets	93-7213 Tri, valorisation, traitement déchets	93-7221 Actions prévention et sensibilisation	93-7222 Action propreté urbaine et nettoyage
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 1)

Libellé	93-73 Actions en matière de gestion des eaux					93-74 Politique de l'air
	93-731 Politique de l'eau	93-732 Eau potable	93-733 Assainissement	93-734 Eaux pluviales	93-735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT						
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 937

CHAPITRE 937 – Environnement (suite 2)

Libellé	93-75 Politique de l'énergie					93-76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	93-77 Environnement infrastructures transports	93-78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
	93-751 Réseaux de chaleur et de froid	93-752 Energie photovoltaïque	93-753 Energie éolienne	93-754 Energie hydraulique	93-758 Autres actions				
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 149,10	-3 149,10
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 149,10	-3 149,10
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 149,10	-3 149,10
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 149,10	-3 149,10
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports

AE (1) = 0,00

Libellé	93-80 Services communs	93-81 Transports scolaires	93-82 Transports publics de voyageurs						
			93-820 Services communs	93-821 Transport sur route	93-822 Transport ferroviaire	93-823 Transport fluvial	93-824 Transport maritime	93-825 Transport aérien	93-828 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 304 123,40
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 304 123,40
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 304 123,40
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 304 123,40
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT									
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 1)

Libellé	93-83 Transports de marchandises						
	93-830 Services communs	93-831 Fret routier	93-832 Fret ferroviaire	93-833 Fret fluvial	93-834 Fret maritime	93-835 Fret aérien	93-838 Autres transports
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT							
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 2)

Libellé	93-84 Voirie							
	93-841 Voirie nationale	93-842 Voirie régionale	93-843 Voirie départementale	93-844 Voirie métropolitaine	93-845 Voirie communale	93-846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	93-847 Equipements de voirie	93-849 Sécurité routière
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 93 OPERATIONS VENTILEES Détail par articles	B 938

CHAPITRE 938 – Transports (suite 3)

Libellé	93-85 Infrastructures					93-86 Liaisons multimodales	93-89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
	93-851 Gares, autres infrastructures routières	93-852 Gares et autres infrastructures ferrov.	93-853 Haltes, autres infrastructures fluviales	93-854 Ports, autres infrastructures portuaires	93-855 Aéroports et autres infrastructures			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	-325 616,02	0,00	0,00	0,00	40 978 507,38
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	-325 616,02	0,00	0,00	0,00	40 978 507,38
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	-325 616,02	0,00	0,00	0,00	40 978 507,38
- Dans le cadre d'une AE-CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AE-CP	0,00	0,00	0,00	-325 616,02	0,00	0,00	0,00	40 978 507,38
RECETTES AFFECTEES AU FONCTIONNEMENT								
Budget de l'exercice (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser N-1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Propositions nouvelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Vote de l'assemblée (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des nouvelles AE ou des modifications d'AE existantes.

(2) Voir l'état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) Crédits de la présente délibération hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET						III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES						B 940
Détail par articles						

CHAPITRE 940 – Impositions directes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	120 921 431,00	0,00	0,00	0,00	120 921 431,00
73111	Taxes foncières et d'habitation	71 000 000,00	0,00	0,00	0,00	71 000 000,00
73112	Cotisation sur la VAE	37 940 736,00	0,00	0,00	0,00	37 940 736,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 931 985,00	0,00	0,00	0,00	2 931 985,00
73123	Revers. du prél. de l'Etat sur le PBJ	6 629 251,00	0,00	0,00	0,00	6 629 251,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	2 419 459,00	0,00	0,00	0,00	2 419 459,00
731252	Fonds péréquation ress. perçues / région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73127	Fonds de péréquation cotis. sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73521	TICPE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 941

CHAPITRE 941 – Autres impôts et taxes

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	1 256 255,31	0,00	0,00	0,00	1 256 255,31
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 669,31	0,00	0,00	0,00	10 669,31
739252	Prélèvement fonds solidarité des départ.	1 245 586,00	0,00	0,00	0,00	1 245 586,00
	RECETTES	317 111 185,55	0,00	0,00	0,00	317 111 185,55
7312232	Fonds péréquation ress. perçues régions	57 572,00	0,00	0,00	0,00	57 572,00
731225	Fonds péréquation cotis./VA entreprises	41 468,00	0,00	0,00	0,00	41 468,00
73124	Frais de gestion de la TFPB	13 400 000,00	0,00	0,00	0,00	13 400 000,00
73126	Frais taxe foncière propriétés bâties	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Taxe pub. foncière et droit d'enreg.	19 250 000,00	0,00	0,00	0,00	19 250 000,00
73212	Taxe départ. add. certains droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7322	Taxe sur les espaces naturels sensibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7323	Taxe pour financement dépense des CAUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73251	Attrib. fonds péréquation des DMT0	7 622 585,00	0,00	0,00	0,00	7 622 585,00
73252	Attribution fonds solidarité des départ.	15 200 000,00	0,00	0,00	0,00	15 200 000,00
7326	Taxe d'aménagement	800 000,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
7341	Taxe sur les permis de conduire	220 000,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
7342	Taxe sur les conventions d'assurance	25 700 000,00	0,00	0,00	0,00	25 700 000,00
7344	Taxe/certif. immatriculation véhicules	7 000 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000 000,00
7351	Taxe sur consommation finale électricité	4 258 086,11	0,00	0,00	0,00	4 258 086,11
73622	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	35 000,92	0,00	0,00	0,00	35 000,92
7371	Taxes sur les rhums	1 704 093,00	0,00	0,00	0,00	1 704 093,00
7372	Taxes sur les carburants	83 703 121,52	0,00	0,00	0,00	83 703 121,52
7374	Taxe additionnelle à l'octroi de mer	74 000 000,00	0,00	0,00	0,00	74 000 000,00
7376	Taxe due/transp. public aérien, maritime	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00	1 600 000,00
73788	Autres	31 000 000,00	0,00	0,00	0,00	31 000 000,00
73821	Taxe d'apprentissage	28 114 253,00	0,00	0,00	0,00	28 114 253,00
73822	TICPE-Ressource régionale apprentissage	3 405 006,00	0,00	0,00	0,00	3 405 006,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES	B 942
Détail par articles	

CHAPITRE 942 – Dotations et participations

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	155 579,00	0,00	0,00	0,00	155 579,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	155 579,00	0,00	0,00	0,00	155 579,00
	RECETTES	221 699 555,00	0,00	0,00	0,00	221 699 555,00
74121	Dotation forfaitaire	27 355 635,00	0,00	0,00	0,00	27 355 635,00
741221	Dotation de fonctionnement minimale	11 399 670,00	0,00	0,00	0,00	11 399 670,00
741222	Dotation de péréquation urbaine	8 327 396,00	0,00	0,00	0,00	8 327 396,00
741223	Dotation de compensation	99 600 000,00	0,00	0,00	0,00	99 600 000,00
74131	Dotation forfaitaire	11 255 342,00	0,00	0,00	0,00	11 255 342,00
74132	Dotation de péréquation	3 712 996,00	0,00	0,00	0,00	3 712 996,00
74621	DGD des départements	8 890 075,00	0,00	0,00	0,00	8 890 075,00
74631	DGD des régions	31 443 375,00	0,00	0,00	0,00	31 443 375,00
74788	Autres	3 854 015,00	0,00	0,00	0,00	3 854 015,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748312	D.C.R.T.P.	6 738 638,00	0,00	0,00	0,00	6 738 638,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 704 785,00	0,00	0,00	0,00	2 704 785,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	6 417 628,00	0,00	0,00	0,00	6 417 628,00
74838	Autres attribution péréq. et compens.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES	B 943
Détail par articles	

CHAPITRE 943 – Opérations financières

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES (5)	16 884 550,99	0,00	-500 000,00	-500 000,00	16 384 550,99
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	13 933 481,78	0,00	-500 000,00	-500 000,00	13 433 481,78
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	951 069,21	0,00	0,00	0,00	951 069,21
	RECETTES (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Pour information : détail du calcul des ICNE

Compte D66112 (5)	Montant des ICNE de l'exercice	6 828 222,11
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	4 828 222,11
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	2 000 000,00
Compte R7622 (6)	Montant des ICNE de l'exercice	0,00
	Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
	= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 944

CHAPITRE 944 – Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2) I	Restes à réaliser N-1 (3) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (4) III	TOTAL IV = I + II + III
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 945

CHAPITRE 945 – Provisions et autres opérations mixtes (opérations semi-budgétaires)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	370 000,00	-370 000,00	-370 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	370 000,00	-370 000,00	-370 000,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 946

CHAPITRE 946 – Transferts entre les sections
(A l'exclusion du virement à la section d'investissement)

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4) (6)	25 100 000,00	0,00	0,00
	<i>Dot. aux amortissements et provisions</i>	25 100 000,00	0,00	0,00
6811	<i>Dot. amort. immos incorporelles</i>	25 100 000,00	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00
675	<i>Valeurs comptables immobilisations cédée</i>	0,00	0,00	0,00
6761	<i>Différences sur réalisations (positives)</i>	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (5) (6)	0,00	0,00	0,00
	<i>Reprises sur autofinancement</i>	0,00	0,00	0,00
7761	<i>Différences sur réalisations (négatives)</i>	0,00	0,00	0,00
	Transfert de charges	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Egales aux recettes du chapitre 926 en investissement.

(5) Egales aux dépenses du chapitre 926 en investissement.

(6) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 94 OPERATIONS NON VENTILEES Détail par articles	B 947

CHAPITRE 947 – Transferts à l'intérieur de la section de fonctionnement

Article / compte par nature (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3)
	DEPENSES (4)	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (4)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Les dépenses sont égales aux recettes du chapitre.

III – VOTE DU BUDGET	III
B – SECTION DE FONCTIONNEMENT – 95 CHAPITRES DE PREVISION SANS REALISATIONS	B 95

95 – Chapitre de prévision sans réalisation

Articles	Libellé	Budget de l'exercice (1)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Vote des AE lors de la séance budgétaire
	DEPENSES	37 046 474,00	0,00	0,00	0,00
952	Dépenses imprévues				0,00
953	Virement à la section d'investissement	37 046 474,00	0,00	0,00	

(1) Le contenu de la colonne Budget de l'exercice est défini dans l'état I-B.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		I 36 289 968,17	0,00	II 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		33 783 864,67	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	33 783 864,67	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		2 506 103,50	0,00	0,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
103	Plan de relance FCTVA	2 506 103,50	0,00	0,00
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	36 289 968,17	48 551 666,02	0,00	84 841 634,19

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		V 93 065 742,56	0,00	VI 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		30 572 041,56	0,00	0,00
10221	TLE	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	28 300 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2744	Prêts d'honneur	1 000 000,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	1 272 041,56	0,00	0,00
2748	Autres prêts	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
276358	Créance Autres groupements	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		62 493 701,00	0,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges			
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
28...	Amortissement des immobilisations			
28031	Frais d'études	193 418,80	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	111 817,40	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	11 808,81	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	41 423,69	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	943 560,25	0,00	0,00
28041481	Subv. Autres cnes: Bien mobilier, matériel	539 205,40	0,00	0,00
28041482	Subv. Autres cnes: Bâtiments, installations	3 199 397,79	0,00	0,00
280415331	ADM : Bien mobilier, matériel	8 074,40	0,00	0,00
280415332	ADM : Bâtiments, installations	1 207 655,71	0,00	0,00
280415341	IC : Bien mobilier, matériel	68 980,61	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	85 115,28	0,00	0,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	999 333,16	0,00	0,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	327 302,87	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	50 339,85	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	448 893,24	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	1 896 874,96	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	1 169 691,90	0,00	0,00
280431	Subv. Scol : Bien mobilier, matériel	1 293 920,58	0,00	0,00
280432	Subv. Scol : Bâtiments, installations	665 241,74	0,00	0,00
2804421	Sub nat privé - Biens mob, mat, études	12 313,46	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	1 728 515,61	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 559,58	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	137,26	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	795,33	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	1 118 334,68	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	387 719,57	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	539 227,58	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	669,17	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	2 245,69	0,00	0,00

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Budget principal CTM - DM - 2017

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281572	Matériel technique scolaire	3 436,67	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	180 353,75	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	148 627,22	0,00	0,00
28158	Autres inst., matériel, outil. techniques	2 380,94	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	132 143,15	0,00	0,00
2817578	Autre matériel technique (mad)	871,32	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	12 760,58	0,00	0,00
281828	Autres matériels de transport	2 816 406,96	0,00	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	66 879,25	0,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	3 000 520,45	0,00	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	32 560,02	0,00	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 410 219,13	0,00	0,00
28185	Matériel de téléphonie	88 472,27	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	149 793,92	0,00	0,00
29...	Dépréciations des immobilisations			
31...	Matières premières (et fournitures) (5)			
33...	En-cours de production de biens (5)			
35...	Stocks de produits (5)			
39...	Dépréciation des stocks et en-cours			
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices			
49...	Dépréciation des comptes de tiers			
59...	Dépréciation des comptes financiers			
024	Produits des cessions d'immobilisations	347 227,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	37 046 474,00	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6)	Solde d'exécution R001 (6)	Affectation R1068 (6)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	93 065 742,56	15 276 088,34	3 894 789,01	29 380 788,67	141 617 408,58

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV 84 841 634,19
Ressources propres disponibles	VIII 141 617 408,58
Solde	IX = VIII - IV (7) 56 775 774,39

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(7) Indiquer le signe algébrique.



ARRETÉ - SIGNATURES

Décision modificative n° 3 pour l'exercice 2017

Présenté par le Président de l'Assemblée de Martinique
A Fort-de-France, le **14 nov. 2017**
Le Président de l'Assemblée de Martinique

Nombre de membres en exercice : **51**
Nombre de membres présents : **36**
Nombre de suffrages exprimés : **46**
VOTES : Pour : **31**
Contre : **15**
Abstentions : **0**

Date de convocation : **31 OCT. 2017**

Délibéré par l'Assemblée de Martinique, réunie en session
A Fort-de-France, le **14 nov. 2017**

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique

M. Lucien Thomas ADENET 	M. Richard BARTHELERY 	Mme Christiane BAURAS 	M. Claude BELLUNE procuration à M. HAJJAR	Mme Kora BERNABE procuration à Mme DULYS-PETIT	M. Belfort BIROTA
Mme Michelle BONNAIRE 	M. Joachim BOUQUETY procuration à Mme LIMIER	M. Michel BRANCHI 	Mme Françoise CARLIS 	Mme Marie-Thérèse CASIMIRIUS procuration à M. DUVERGER	M. Félix CATHERINE procuration à M. LORDINOT
Mme Catherine CONCONNE procuration à M. ZOBDA	M. Clément CHARPENTIER-TITTY 	Mme Manuella CLEM-BERTHOLO 	M. Georges CLEON 	M. Gilbert COUTURIER 	Mme Jenny DULYS-PETIT
M. Jean-Claude DUVERGER procuration à M. LEBRAVE	Mme Christiane EMMANUEL 	M. Johnny HAJJAR 	M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE 	M. Eugène LARCHER procuration à M. LISE	Mme Lucie LEBRAVE
Mme Marie-Line LEBDEMA 	Mme Nadia LIMIER 	M. Claude LISE 	M. Fred LORDINOT 	M. Denis LOUIS-REGIS 	M. Raphaël MARTINE

M. Charles-André MENCE	M. Yan MONPLAISIR procuration à Mme MOUSSEAU	Mme Michelle MONROSE <i>Lowach</i>	Mme Diane MONTROSE	Mme Karine MOUSSEAU	M. Marius NARCISSOT
M. Jean-Philippe NILOR	Mme Stéphanie NORCA	M. Justin PAMPHILE	Mme Josiane PINVILLE	Mme Maryse PLANTIN	M. Lucien RANGON
Mme Nadine RENARD	M. Daniel ROBIN	Mme Sandrine SAINT-AIME	Mme Louise TELLE	Mme Patricia TELLE	Mme Marie-Frantz TINOT procuration à Mme MONROSE
Mme Marie-France TOUL	Mme Sandra VALENTIN procuration à Mme TELLE. P	M. David ZOBDA			

Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en Préfecture, le et de la publication le

A Fort-de-France, le



Le Président du Conseil Exécutif de la
collectivité territoriale de Martinique

Alfred MARIE - JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-443-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-443-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION JET ATTITU'D DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 7 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'Association Jet Attitu'd une subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) dans le cadre de la réalisation de son programme d'actions au titre de la saison 2017- 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 17-443-1

**CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
A L'ASSOCIATION JET ATTITU'D AU TITRE DE LA
REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2018**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi d'orientation 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration publique territoriale de la République,

Vu la loi n°96-142 du 21 Février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales, portant notamment sur le devoir de contrôle de la Collectivité Territoriale (Article L.1611-4),

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration,

Vu le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides des personnes publiques,

Il est passé conformément à la délibération de l'Assemblée de Martinique n° , du 2017, une convention.

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE,

Représentée par son Président M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif dûment habilité par délibération n°15-0003 du 18 décembre 2015 dont le siège est sis à :

Hôtel de la Collectivité Territoriale de Martinique
Rue Gaston Defferre - CS 30137
97201 FORT DE FRANCE CEDEX
ci-après dénommée « la CTM »

d'une part,

ET

L'ASSOCIATION JET ATTITU'D,

Représentée par son président, M.
Résidence
97200 Fort de France

, dont le siège est sis à :
- Chateauboeuf -

désignée dans tout ce qui suit par le mot « cocontractant »

d'autre part,

ci-après désignées les parties,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique aux dépenses du cocontractant pour la réalisation de son programme d'actions 2017-2018.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

1/ Conformément à la délibération n°17- de l'Assemblée de Martinique du 2017, la contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique est fixée à quarante mille euros (40 000 €).

2/ Le versement de cette somme, prélevé sur le chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique, sera effectué selon les modalités suivantes :

- 70% de la somme, soit 28 000 €, lorsque la convention est rendue exécutoire,
- le solde, 12 000 €, sur présentation du bilan financier certifié par le président et le trésorier de l'association accompagné des justificatifs de dépenses correspondants.

La somme versée sera calculée au prorata des dépenses effectivement réalisées ; la subvention allouée représentant le seuil maximal. En cas de trop perçu, un titre de recettes pourra être émis à l'encontre du cocontractant pour le remboursement de cette somme.

Les paiements seront effectués par virement bancaire sur le compte du cocontractant.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COCONTRACTANT

Le co-contractant s'engage à :

- 1) Mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation de ce programme d'actions;
- 2) Faire figurer le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique sur tous les types de supports de communication relatifs aux actions ;

☞ Si le degré de participation financière et d'implication de la collectivité est plus important, ce logo devra être mis en valeur par rapport aux autres partenaires.

☞ En cas de présence d'autres logos institutionnels et à participation égale, le logo de la Collectivité Territoriale de Martinique devra s'afficher dans l'ordre suivant : Etat, Collectivité Territoriale de Martinique, Communes.

☞ Il ne peut être mis directement ou en vis-à-vis de logos publicitaires, d'annonceurs classiques, car il s'agit d'un logo institutionnel.

- 3) Mettre à la disposition des élus de la Collectivité des billets d'accès aux différentes manifestations ;
- 4) Garantir l'utilisation effective des fonds alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique en conformité avec l'objectif arrêté ;
- 5) Faciliter le contrôle de l'utilisation des fonds concernés par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : ANNULATION - REVERSEMENT

En cas de non-exécution des prestations afférentes à la présente convention, ou d'utilisation des crédits alloués par la Collectivité Territoriale de Martinique à des fins autres que concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, ou de non-respect des dispositions de la présente convention, la Collectivité Territoriale de Martinique serait fondée à demander le reversement de tout ou partie des sommes perçues par le cocontractant.

Dans le cas où la présente convention n'aurait pas connu un début d'exécution dans un délai de six mois, à compter de la notification de la décision, la subvention sera annulée de plein droit.

ARTICLE 5 : LITIGES

Les parties essaieront de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient surgir entre elles à propos de l'interprétation ou l'exécution des termes de la présente convention.

Si elles n'y parviennent pas, les litiges seront portés devant la juridiction compétente.

**Le Président du
Conseil Exécutif**

Le Cocontractant

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-444-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-444-1

PORTANT OCTROI D'UNE SUBVENTION À LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE POUR L'ORGANISATION DE LA 5^{ÈME} ÉDITION DU FORUM QUALITÉ HYGIÈNE SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT (FORUM QHSE 2017)

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Lièze LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-266-1 du 05 octobre 2016 portant mise en œuvre du Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD) - convention pluriannuelle ADEME - CTM 2016 - 2020 ;

Vu l'avis du Comité de gestion du Programme Territorial de Maîtrise des Déchets (PTMD) du 28 juin 2017 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue et de la croissance verte, des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est accordée une subvention d'un montant de quatorze mille euros (14 000 €), soit 35% de l'assiette éligible, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique pour la réalisation de la 5^{ème} édition du forum qualité hygiène sécurité environnement (QHSE) en 2017.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Cette somme est versée selon les modalités suivantes :

- 80%, soit 11 200 €, dès que la présente délibération est rendue exécutoire,
- le solde, soit 2 800 € sur demande de solde accompagnée de l'état récapitulatif des dépenses, certifié par l'ordonnateur et des factures correspondantes.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-445-1-DE
Date de télétransmission : 18/01/2018
Date de réception préfecture : 18/01/2018

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-445-1

PORTANT ACQUISITION DE FONCIER AGRICOLE ET ATTRIBUTION DE FONCIER PAR VOIE DE LOCATION AUX AGRICULTEURS

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 9 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour décider en Conseil Exécutif, à l'acquisition de foncier agricole proposé par voie de préemption par la SAFER pour un montant plafonné à un million d'euros (1 000 000 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour le traitement des locations de foncier agricole de la banque de terre territoriale par voie de Convention de Mise à Disposition (CMD) ou de bail à ferme (conclusion et résiliation).

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-446-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-446-1

PORTANT RÉGULARISATION DE LA DURÉE DU PARTENARIAT COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) / MADININAIR POUR LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE SURVEILLANCE DES ÉMANATIONS D'HYDROGÈNE SULFURÉ ET D'AMMONIAC LIÉES AUX ALGUES SARGASSES EN DÉCOMPOSITION PAR MADININAIR

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n°15-1069-1 portant octroi d'une subvention à l'association Madininair (mise en place d'un réseau de surveillance des émanations d'hydrogène sulfuré et d'ammoniac liées aux algues sargasses) ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la convention n°15-1069 relative à la mise en place d'un réseau de surveillance des émanations d'hydrogène sulfuré et d'ammoniac liées aux algues sargasses en décomposition par Madininair ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 13 novembre 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la régularisation de la durée du partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique et MADININAIR, soit les 2 ans restant à couvrir, pour la mise en place d'un réseau de surveillance des émanations d'hydrogène sulfuré et d'ammoniac liées aux algues sargasses en décomposition par Madininair. Cette régularisation sera actée dans une convention modificative.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération, notamment la convention y afférente.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-446-1

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**CONVENTION N°17-XXXX RELATIVE A
LA SURVEILLANCE DES EMANATIONS D'
HYDROGENE SULFURE ET D'AMMONIAC
LIEES AUX ALGUES SARGASSES
EN DECOMPOSITION
PAR MADININAIR
(POURSUITE DU PARTENARIAT)**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, sise Rue Gaston Defferre, Cluny, CS 30137, à Fort-de-France, représentée par le Président du Conseil exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE,
désignée ci-après par la « CTM »

Et

L'association Madininair, sis 31, rue du Professeur Raymond Garcin, à Fort-de-France, représentée par sa Présidente, Madame
désigné ci-après par « Madininair »

- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son Chapitre III - article 10,

- Vu la convention n°15-1069 relative à la mise en place d'un réseau de surveillance des émanations d'hydrogène sulfuré et d'ammoniac liées aux algues sargasses en décomposition par Madininair,

- Vu la délibération n°

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Article 1 OBJET

La présente convention a pour objet de :

- régulariser la durée du partenariat CTM / Madininair pour la mise en place d'un réseau de surveillance des émanations d'hydrogène sulfuré et d'ammoniac liées aux algues sargasses en décomposition par Madininair ;
- rappeler la description du projet envisagé ;
- fixer les conditions d'attribution et d'utilisation du solde définitif de la subvention territoriale allouée à l'association Madininair pour la réalisation de ce projet.

Article 2 PRESENTATION DU PROJET

Objectifs

La surveillance vise à fournir aux décideurs un point régulier et complet des situations d'exposition (niveaux et durée) de la population aux émanations de gaz – hydrogène sulfuré H₂S et ammoniac NH₃ – issus de la putréfaction des algues sargasses.

Ainsi, la surveillance est destinée à :

- Fournir une cartographie, régulièrement actualisée, des concentrations en H₂S et NH₃ sur différents sites de mesure,
- Etre un appui technique permettant aux décideurs d'envisager des actions de gestion en cas d'exposition élevée ou de longue durée,
- Aider à l'orientation et à la priorisation des secteurs d'enlèvement des algues sur le territoire de la Martinique.

Méthodologie

Le réseau de surveillance des émanations de gaz liées aux algues sargasses en décomposition s'appuie sur différentes technologies de capteurs, en fonction des besoins :

- des capteurs portatifs fournissant une valeur instantanée, nécessitant la présence d'un opérateur sur place, mais permettant d'identifier des zones sensibles. (matériels de terrain régulièrement utilisés par l'ARS et le SDIS)
- des capteurs (15) positionnés dans des lieux littoraux sensibles pré-identifiés par l'ARS (mais pouvant être déplacés), permettant de fournir des données relatives à des expositions continues. Les concentrations en H₂S et NH₃ seront transmises en continu et en temps réel, à distance via une liaison GPRS.
Les mesures seront réalisées dans les zones habitées ou dans les établissements recevant du public tels que les écoles, les maisons de retraite, les crèches, etc.

Les coûts correspondant à l'usage de ces capteurs comprennent :

- L'acquisition des périphériques (liaison GSM) et boîtiers de protection (durée de vie estimée entre 3 et 5 ans en milieu tropical exposé)
- Les interventions humaines de vérifications périodiques et le cas échéant, de déplacement des capteurs

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- Le renouvellement annuel des cellules de mesures.

Ces capteurs fixes seront complétés par un analyseur en continu permettant de disposer d'une mesure de fond de l'H₂S.

Organisation

Le projet se déroulera selon les étapes suivantes :

- Étapes déjà réalisées
 - Pré-repérage des sites d'implantation des capteurs
 - Tests d'utilisation de 2 capteurs sur une zone d'étude
 - Commande de 15 capteurs de mesures, avec périphériques et boîtiers de protection (puis livraison)
 - Signature de conventions de positionnement de capteurs auprès des sites d'accueil
 - Tests de fiabilité, vérification de la transmission des données
- Étape en cours
 - **Déploiement du réseau de mesures avec transmission quotidienne des données de mesures, notamment à l'Agence régionale de santé, la Préfecture et la CTM.**

Article 3 VALIDITE DE LA CONVENTION

3.1 Entrée en vigueur

La présente convention est signée pour une durée de 2 ans. Elle entrera en vigueur à compter de la date de sa notification à Madinainair par la CTM.

En aucun cas, la présente convention ne pourra être renouvelée par tacite reconduction.

3.2 Modifications

Au cas où l'association envisagerait, en cours de réalisation, de modifier le contenu ou le déroulement du projet ainsi fixé, elle devra en avertir préalablement la CTM afin d'obtenir son accord sur les modifications proposées.

La CTM, après analyse des motifs présentés, conviendra de modifier en conséquence, par voie d'avenant, les dispositions de la présente convention.

Article 4 MONTANT DU PROJET

La réalisation du projet de réseau de surveillance est estimée à 206 280 € qui se répartissent comme suit :

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPENSES		RECETTES		
Postes	Montant (€ TTC)	Financeurs	Montant (€ TTC)	%
Consommable (cartouches de mesure)	59 990			
Maintenance (capteurs et analyseurs automatiques)	13 600	ADEME	144 396	70
Formation	3 510	Conseil régional / CTM	41 256	20
Salaire + charge	56 600	Conseil général	20 628	10
Matériel (capteurs)	72 580			
TOTAL	206 280		206 280	

Article 5 CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION TERRITORIALE

Le montant de la subvention attribuée par la CTM (ex-Région) à l'association Madininair s'élève à 41 256 €.

Le bénéficiaire disposera de cette subvention dans la limite des postes identifiés à l'article 4.

Article 6 MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION TERRITORIALE

La subvention sera versée par la CTM comme suit :

- la somme de 30 102,72 €, versée par l'ex-Région, est prise en compte ;
- le solde, sur présentation d'un état de dépenses certifié, accompagné des factures ou autres justificatifs financiers ad hoc.

La CTM se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

Code Banque : 16159	Domiciliation : Crédit Mutuel
Code Guichet : 05332	Adresse Banque : CCM Didier
N° Compte : 00021077345	Bénéficiaire : Madininair
Clé RIB : 50	

Article 7 PILOTAGE ET SUIVI

Le groupe projet associant notamment Madininair, l'ARS, la Préfecture, la DEAL et la CTM, suit ce projet.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Article 8 ENGAGEMENT DE MADININAIR

L'association Madininair s'engage à mettre en place tous les moyens nécessaires, tant humains que techniques, pour la mise en place du réseau de surveillance des émanations de gaz liées aux sargasses dans le cadre de la présente convention.

Elle transmettra quotidiennement des données de mesures aux partenaires du projet.
Ces informations pourront être diffusées, notamment aux collectivités et aux médias.

Article 9 PROPRIETES ET DROITS D'UTILISATION DES MODULES

La CTM pourra utiliser librement tout ou partie des informations qui lui auront été transmises par Madininair en exécution de la présente convention, en mentionnant leur origine.

Article 10 DELAI

Un délai de trente mois, à compter de la signature de la présente convention, est ouvert au bénéficiaire de la subvention pour la réalisation intégrale du projet ainsi que la remise de l'ensemble des documents nécessaires à la clôture comptable.

Article 11 DIFFUSION ET PUBLICITE

Madininair s'engage à faire état de la participation territoriale à l'occasion de toute publicité, toute manifestation publique, tout document technique ou d'information portant, pour tout ou partie, sur les résultats des mesures réalisés.

Le logo de la CTM devra être apposé.

Article 12 CONTROLE

La CTM se réserve le droit de faire procéder au contrôle à tout moment, sur pièces et sur place, de l'utilisation des fonds par toute personne dûment mandatée à cet effet par le Président du Conseil Exécutif.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Article 13 RESILIATION

En cas de manquement du bénéficiaire à tout ou partie des obligations de la présente convention, la CTM se réserve la possibilité de résilier celle-ci, sans indemnité pour le bénéficiaire, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet pendant quinze jours à compter de sa date d'envoi.

De ce fait, Madinair ne pourra plus dès lors prétendre à un quelconque versement par la CTM qui se réserve alors le droit d'exiger de ce bénéficiaire le remboursement des sommes déjà perçues.

Article 14 DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord.

Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Fait en quatre exemplaires originaux,
à Fort-de-France, le

La Présidente de
L'association Madinair

Le Président du Conseil exécutif de la
Collectivité territoriale de Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-447-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-447-1

TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE LA ZONE URBAINE ET D'URBANISATION DIFFUSE DES CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES DE LA MARTINIQUE AUTORISATION DE SIGNATURE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marlus NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 13 novembre 2017 ;

Considérant la demande introduite par le Directeur de la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) par courrier en date du 01 juin 2017,

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone : 0596.59.63.00 - Télécopie : 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les modalités d'organisation du transfert de domanialité de la zone urbaine et d'urbanisation diffuse des cinquante pas géométriques de la Martinique seront organisées dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) et l'Agence des cinquante pas géométriques de Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour d'une part, poursuivre la concertation avec les partenaires à la convention et d'autre part, signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-447-1



CONVENTION DE PARTENARIAT

**TRANSFERT DE DOMANIALITÉ DE LA ZONE URBAINE ET D'URBANISATION
DIFFUSE DES CINQUANTE PAS GÉOMÉTRIQUES DE LA MARTINIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

- La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ;
- L'État représenté par la Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;
- L'Agence des cinquante pas géométriques de Martinique.

ci-dessous désignés « les Parties ».

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIV

La bande littorale des 50 pas géométriques fait partie du Domaine Public Maritime (DPM) depuis la loi n° 86-2 du 03 janvier 1986 dite « loi littoral ». Le service de l'État, gestionnaire de ce domaine, est la DEAL.

L'Agence des 50 pas géométriques de Martinique, créée par la loi n° 96-1241 du 30 décembre 1996, a pour vocation la régularisation des occupants sans titre des zones urbaines et d'urbanisation diffuse des 50 pas géométriques (ZPG).

La loi n° 2015-1268 d'actualisation du droit des Outre-Mer du 14 octobre 2015 prévoit, en son article 27, le transfert de ces espaces en pleine propriété dans le Domaine Public de la Collectivité Territoriale de Martinique qui se substitue à l'État pour exercer les compétences foncières associées à ces biens.

Il s'agit en conséquence d'organiser de concert la façon de mener à son terme ce projet de transfert.

Selon le calendrier arrêté dans la loi, il faudra :

- au plus tard le 01/01/2018, rédiger un document stratégique d'aménagement et de mise en valeur des 50 pas géométriques ;
- au plus tard le 01/01/2019, délimiter par décret en Conseil d'État, après avis des collectivités territoriales ou de leurs groupements, à l'intérieur de la zone des cinquante pas géométriques, d'une part, les espaces urbains et les secteurs occupés par une urbanisation diffuse, d'autre part, les espaces naturels ;
- au plus tard le 01/01/2020, dresser un rapport sur l'état des cessions, les enjeux d'aménagement, l'évaluation des charges et le bilan d'activité de l'Agence des 50 pas géométriques de Martinique ;
- au plus tard le 01/01/2021, proposer au représentant de l'État le transfert des zones identifiées comme urbanisées.

C'est dans ce cadre que les Parties ont décidé de collaborer.

IL EST ARRÊTÉ CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention arrête les dispositions à prendre par les Parties pour la préparation du transfert de domanialité de la ZPG urbaine et d'urbanisation diffuse de Martinique.

ARTICLE 2 : Méthode

2.1 Comité de Pilotage

Un comité de pilotage est mis en place sous la coprésidence du préfet et du président du Conseil Exécutif de la Martinique pour organiser la démarche, se prononcer sur les travaux fournis par l'équipe projet et proposer à la validation de l'Etat et de la CTM les documents produits.

Ce comité est composé de représentants, de la Collectivité Territoriale de Martinique et de ses services, de l'État et de ses services, et établissements publics concernés (Office National des Forêts,

Conservatoire Du Littoral, etc.), de l'Agence des 50 pas géométriques et de leur-e délégué-e du personnel.

2.2 Équipe projet

Une équipe projet composée d'un représentant de la CTM, de la DEAL et de l'Agence des 50 pas géométriques de la Martinique, est chargée de :

- conduire une réflexion en vue de mettre en place les conditions d'exercice de la mission (clarifier le cahier des charges des missions et des parties prenantes, clarifier les compétences à mobiliser par chacune des parties, clarifier le fonctionnement des instances décisionnelles, lister les documents à utiliser et les outils nécessaires)
- rédiger le document stratégique d'aménagement et de mise en valeur des 50 pas géométriques avant le 01/01/2018,
- préparer l'arrêté de délimitation au vu d'un décret en Conseil d'État,
- dresser le rapport sur l'état des cessions, les enjeux d'aménagement, l'évaluation des charges et le bilan d'activité de l'Agence des 50 pas avant le 01/01/2020,
- préparer les éléments relatifs aux modalités de transfert de propriété du domaine de la zone urbaine et d'urbanisation diffuse des 50 pas géométriques avant le 01/01/2021

En outre, et préalablement au transfert de domanialité, l'équipe préparera les éléments d'information du public (en particulier sur la date limite de dépôt des dossiers de régularisation avant le 01/01/2020) :

L'équipe projet peut, en tant que de besoin, s'attacher l'expertise de représentants de collectivités territoriales et de services de l'État (ex : DEAL, DRFIP, ONF, CDL, DM, ...).

2.3 Modalités d'information des partenaires autres

Le comité de pilotage organisera l'information des maires et Établissements Publics de Coopération Intercommunale.

Le conseil d'administration de l'Agence des 50 pas sera tenu régulièrement informé des travaux de l'équipe projet et du comité de pilotage.

ARTICLE 3 : Moyens communs

Les parties s'engagent à mettre à disposition de l'équipe projet pour la mission les données et travaux disponibles en leur possession :

- données de l'observatoire foncier de l'Agence des 50 pas géométriques de la Martinique et des Systèmes d'Information Géographique de la DEAL et de la CTM ;
- données statistiques et cartographiques des Parties ;
- études, notes et rapports divers.

L'État s'engage à mettre à disposition les moyens financiers nécessaires à un éventuel renforcement de l'équipe constituée à l'Agence des 50 pas géométriques de la Martinique rendu nécessaire pour la réalisation du projet.

ARTICLE 4 : Durée

La présente convention prend effet le jour de sa signature par les Parties et s'éteindra de plein droit à la fin de l'opération de transfert domaniale.

ARTICLE 5 : Conditions suspensives

Sans objet

ARTICLE 6 : Litige

En cas de litige s'élevant en relation avec l'exécution de la présente convention, les Parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation pendant une période d'un mois.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention au Tribunal Administratif auquel il est fait attribution de juridiction par les présentes.

Fait à :

le :

En trois exemplaires originaux, dont un pour chacune des Parties
(Signature des représentants des trois parties)

Le président du Conseil
Exécutif de Martinique

Le directeur de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du
Logement de la Martinique

Le Président de l'Agence des
50 pas géométriques de
Martinique



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-448-1-DE
Date de télétransmission : 27/11/2017
Date de réception préfecture : 27/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-448-1

PORTANT VALIDATION DU MÉMOIRE EN RÉPONSE À L'AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE (AE) SUR LE PROJET DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE) DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2015992 du 17 août 2015, relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte, notamment l'article 203 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : il est émis un avis favorable sur le projet de mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale (Ae) sur le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) pour la Martinique, afin qu'il soit annexé au projet de PPE lors de sa prochaine consultation du public.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 15 abstentions, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-448-1

Programmation Pluriannuelle de l'Énergie de la Martinique

2015/2018 – 2019/2023

Mémoire en réponse de l'avis de l'autorité environnementale

Avis délibéré n°2017-26 adopté lors de la séance du 28 juin 2017

Septembre 2017



Préambule

Suite à l'avis de l'Autorité environnementale (Ae) sur le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie pour la Martinique 2015-2018 / 2019-2023, la note ci-après apporte des compléments d'informations propres à chacune des recommandations qui ont été faites, de manière à éclairer davantage le public sur les enjeux et impacts environnementaux de la PPE.

Il convient de rappeler que l'autorité environnementale précise dans son avis que les recommandations formulées pourront être prises en compte avant l'adoption du projet de PPE, et qu'elles s'inscrivent aussi dans le processus d'amélioration continue qui doit s'installer, de révision en révision du document.

De manière à faciliter la compréhension du lecteur, nous avons fait le choix d'intégrer directement les réponses en dessous des recommandations de l'Ae. Certaines recommandations ont été regroupées afin d'apporter une réponse globale à un même sujet.

L'avis détaillé de l'Ae est organisé de la manière suivante :

1. Contexte, présentation de la situation énergétique de la Martinique,
2. Présentation de la PPE de la Martinique et analyse de sa prise en compte de l'environnement,
3. Analyse de l'évaluation environnementale stratégique.

* * *

1 Contexte, présentation de la situation énergétique de la Martinique

1.1 L'Ae recommande de vérifier les données du schéma énergétique de la Martinique et de rectifier les éventuelles erreurs ou omissions.

Le schéma énergétique et plus particulièrement des rendements des moyens de production thermique ont été vérifiés et une mise à jour dudit schéma a été réalisée.

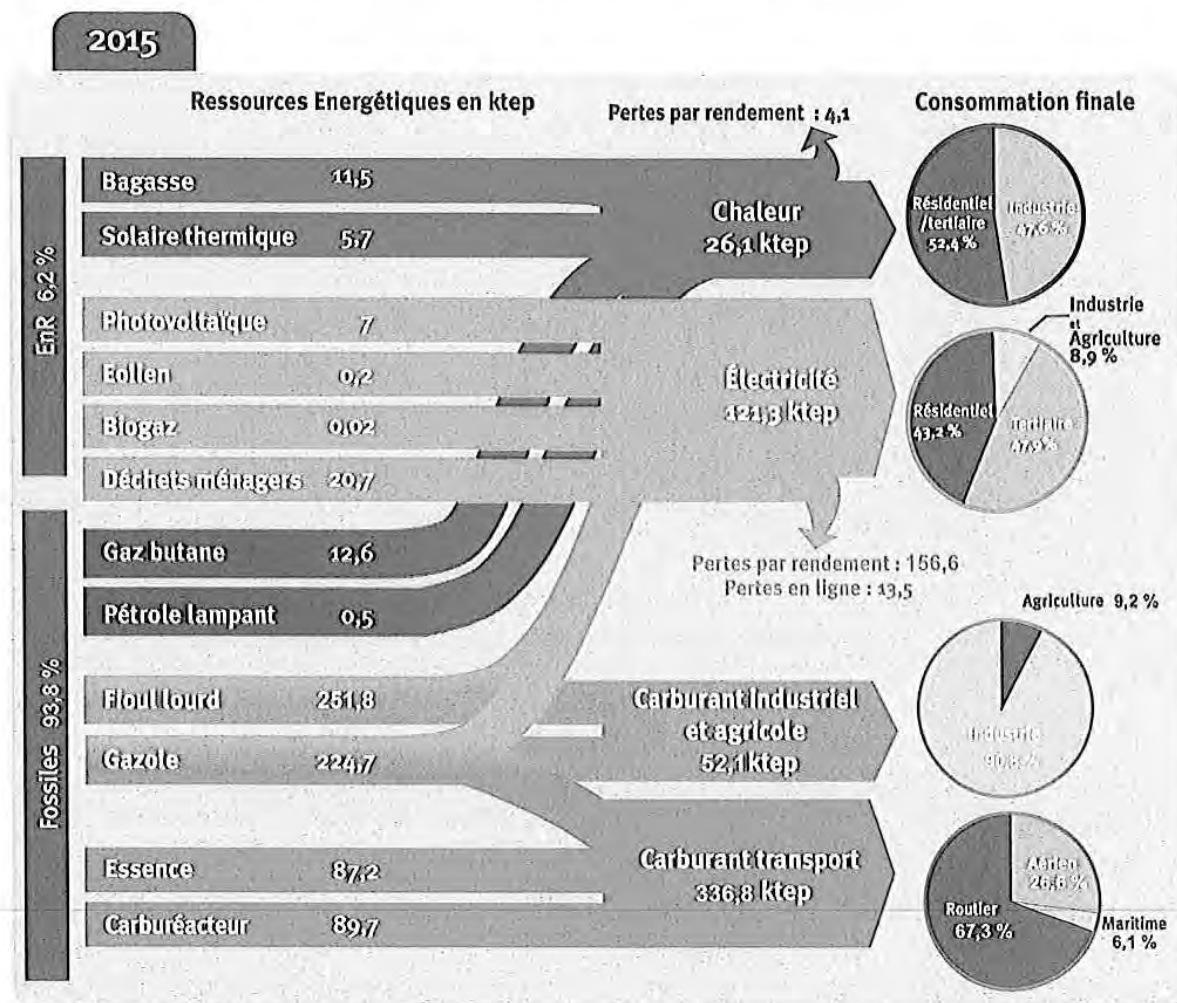


Illustration 1.1 : Schéma énergétique 2015 mis à jour

Les corrections et mises à jour effectuées sur le schéma énergétique concernent :

En ce qui concerne les ressources énergétiques :

- Correction du volume d'importation 2015 de Fioul lourd de la centrale Bellefontaine (EDF PED) grâce à la base des données douanes,
- Correction de la représentation des pertes par rendement du volet électricité augmentées compte tenu de la correction de la consommation primaire de fioul lourd.
- Détermination du nouveau rendement moyen des moyens de production thermiques calculé après correction : 21 %
- Calcul du nouveau taux de dépendance énergétique : 93,8 %

En ce qui concerne les usages :

- Correction mineure sur les consommations de carburants industriel et agricoles
- Correction mineure sur les consommations de carburants à destination du transport

Le bilan énergétique annuel utilisé pour la rédaction du projet de PPE comportait également une erreur d'affectation de destination des ressources primaires concernant l'industrie, dont la révision conduirait à la redéfinition de la répartition des consommations par secteur. Ce secteur n'étant plus "très minoritaire" en termes d'énergie primaire, il sera analysé ultérieurement et des mesures spécifiques seront prises lors de la révision de la PPE débutant dès 2018.

2 Présentation de la PPE de la Martinique et analyse de sa prise en compte de l'environnement

2.1 Recommandations prises en compte lors de la révision du document en 2018.

Afin de faciliter la lecture du document et d'éviter les redondances, les recommandations listées ci-après, font l'objet d'une réponse commune :

- L'Ae recommande, pour la complète information du public, de revoir le texte en s'attachant à éviter toute confusion entre énergie et électricité et en améliorant sa lisibilité pour les non-spécialistes.
- L'Ae recommande :
 - d'homogénéiser les données utilisées entre la PPE et son évaluation environnementale ;
 - de corriger, le cas échéant, les données qui concernent l'année 2014 à partir des corrections apportées dans le bilan énergétique 2015 ;
 - de vérifier dans quelle mesure l'utilisation des données de l'année 2015 est susceptible de modifier les principales tendances décrites dans la PPE ;
 - d'aborder, dès la prochaine révision de la PPE, les consommations liées aux activités industrielles et agricoles.
- L'Ae recommande d'explicitier la trajectoire du scénario de baisse de la consommation d'énergie fossile dans les transports terrestres aux horizons 2018 et 2023, en précisant ce qui relève de la consommation unitaire et ce qui relève de l'évolution démographique et des modes de transport.
- L'Ae recommande d'intégrer aux études approfondies sur le développement de la filière éthanol, l'analyse de la disponibilité des terres agricoles pour des productions non alimentaires et tenir compte du faible rendement surfacique de la production électrique par l'intermédiaire des biocarburants.
- L'Ae recommande de produire une évaluation environnementale comparée des carburants à base de biomasse et de gaz de pétrole liquéfié, comme alternative aux carburants actuellement utilisés pour les usages directs de mobilité ou de production d'électricité.

Le constat effectué par l'Ae est partagé, toutefois, la prise en compte de ces remarques ne peut être complètement opérée pour ce premier exercice de la PPE, les informations nécessaires n'étant pas disponibles dans un délai cohérent avec la procédure en cours. Cette réflexion sera en revanche engagée dès le démarrage des travaux de révision de la PPE ainsi que du Schéma Régional Biomasse.

2.2 L'Ae recommande de faire apparaître de manière claire la stratégie pour atteindre les objectifs de 50% d'énergie renouvelable en 2020 et d'autonomie énergétique en 2030, et de la traduire par des trajectoires quantitatives et des leviers efficaces et ajustables.

L'Ae recommande de fournir, par filière renouvelable, une analyse quantitative de la puissance installable et de l'énergie productible annuelle espérée, et de confronter ces résultats à l'objectif d'atteinte de l'autonomie énergétique en 2030.

Parallèlement à l'élaboration de la première version de la PPE et dans le cadre de l'actualisation de la PPE en 2018, une étude actuellement en cours de réalisation portée par l'ADEME intitulée « ZNI 2030 - 100 % EnRe, Modélisation et optimisation d'un système électrique 100% renouvelable en Zone Non Interconnectée à l'horizon 2030 » est menée afin de définir les paliers et les conditions adaptés au contexte de la Martinique permettant d'atteindre l'autonomie énergétique telle que

voulue par la loi. Les résultats de cette étude devraient être connus d'ici la fin d'année 2017.

2.3 L'Ae recommande d'expliciter les hypothèses de croissance démographique et économique retenues pour l'élaboration des scénarios de maîtrise de la demande d'électricité, et la sensibilité des trajectoires modélisées à la variation de ces hypothèses.
Elle recommande également d'indiquer comment les éventuels écarts aux objectifs seront corrigés.

Dans les hypothèses retenues, le PIB et la population sont les facteurs présentant le plus d'impact sur le niveau de consommation : pour une augmentation de 1% de l'un de ces paramètres, la consommation augmente de 0,4% à 0,5%.

Notons que les dernières projections de l'INSEE publiées fin 2010 (modèle Omphale 2010 – année de départ 2007) utilisées dans le bilan prévisionnel 2015 n'avaient pas anticipé la baisse continue de la population observée depuis 2007. Dans l'édition 2017 du bilan prévisionnel, qui sera disponible prochainement, les projections ont donc été adaptées en partant de la dernière statistique disponible (2016) et en proposant un scénario d'arrêt de la baisse de la population et la stabilisation à 375 000 habitants, à partir de 2017.

2.4 L'Ae recommande d'expliciter et de justifier dans la PPE, la stratégie d'allocation des sources d'énergie primaire disponibles aux différents secteurs de la consommation, à l'aune des objectifs d'autonomie énergétique globale pour 2030.

Le gestionnaire de réseau établit un plan de production pour alimenter la consommation de tout le territoire. Ainsi, l'allocation des sources d'énergie n'est pas différenciée par secteur de consommation.

L'élaboration de ce plan de production repose sur le principe de « priorité au dispatch » des énergies renouvelables, c'est-à-dire qu'elles sont utilisées en totalité tant que la politique de sûreté le permet.

Les études prévisionnelles EDF à l'horizon 2023 montrent que l'utilisation d'énergies fossiles sera toujours nécessaire pour assurer l'équilibre entre l'offre et la demande d'électricité.

2.5 L'Ae recommande de présenter de façon plus équilibrée les avantages et inconvénients d'un déploiement immédiat du véhicule électrique, en présentant également les avantages que ce déploiement pourrait présenter en termes de réduction des émissions de polluants atmosphériques et des risques sanitaires environnementaux.

Le véhicule électrique fait partie de l'éventail des principales solutions nécessaires à la transition énergétique de la mobilité de la PPE de Martinique. Le document ne liste pas l'ensemble des avantages et des inconvénients du déploiement du véhicule électrique, mais indique qu'un déploiement massif et non coordonné avec les moyens de production électrique aboutirait, au regard de la fragilité du système électrique actuel, à un dysfonctionnement de celui-ci.

Au regard du mix énergétique actuel, le déploiement massif des véhicules électriques déplacerait en partie, les émissions des polluants atmosphériques des zones de trafic intense vers les centrales électriques. Cette concentration des émissions dans des secteurs moins exposés semble améliorer la qualité de l'air, même si – comme présenté au point 3.1 du présent document – le lien entre la baisse des concentrations en polluants et la diminution des émissions de polluants des centrales électriques reste encore à quantifier au regard de la très grande quantité d'émissions d'origine naturelles (brumes de sable).

Les effets à moyens termes étant vertueux¹ notamment en matière de qualité de l'air et de mobilité décarbonée, la PPE prévoit donc de réaliser dans son prolongement un schéma de déploiement du véhicule électrique. L'objectif de ce schéma est de déterminer les conditions et le scénario les plus adéquats permettant de réaliser la transition énergétique des transports terrestres en prenant en compte les contraintes liées au territoire tel que la fragilité de son réseau.

L'élaboration de ce schéma n'est toutefois pas un frein aux expérimentations et initiatives locales telles que le développement de points de recharge à base de panneaux photovoltaïques sur les lieux de travail ou pour des flottes captives. Le document impose d'ailleurs aux collectivités territoriales d'établir une étude technico-économique préalable afin d'acquérir 20 % minimum véhicules faiblement émissifs à l'horizon 2019. Les membres du Programme Territorial de Maîtrise de l'Énergie soutiennent et développent dès à présent des solutions à petite échelle afin d'appréhender ce déploiement à une échelle plus importante.

2.6 L'Ae recommande de compléter la PPE par un volet relatif à la fiscalité des transports en cherchant à la rendre plus incitative vers la sobriété, en cohérence avec les objectifs poursuivis par la LTECV et la PPE.

Dans l'objectif d'établir des modes de consommations promulguant une certaine sobriété, le secteur des transports reste un levier important en ce qui concerne la Martinique.

Ainsi, en matière de fiscalité, la CTM a, entre autres, modifié les taux d'octroi de mer et le montant par hectolitre de la Taxe Sur la Consommation (TSC), applicables aux essences et aux gazoles, par délibération du 24 novembre 2016.

Il faut noter que ces taxes portées par la collectivité sur les produits pétroliers n'avaient connu aucune évolution depuis 1997.

Cette décision de relèvement de la fiscalité des carburants prise l'année dernière vise d'une part, des objectifs de réduction de la consommation de gazole par rapport à l'essence sans plomb, et d'autre part, de tendre vers une harmonisation des fiscalités, affichée à l'échelle nationale.

Toutefois une politique de détaxe pour certains professionnels a été reconduite après modification. Pour exemple peuvent être cités, les entreprises de transport de marchandises, de personnes, le secteur de l'agriculture, les marin-pêcheur, les taxis, ...

Enfin, la CTM veille régulièrement, à ce que ces différentes dispositions soient disponibles via son site internet.

2.7 L'Ae recommande à l'État de renforcer les mesures nationales qui visent à diminuer la consommation d'énergie fossile des transports terrestres et aériens et d'accompagner les initiatives de la Martinique par un effort de recherche ciblé sur les besoins des territoires non interconnectés.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 précise que les programmations pluriannuelles de l'énergie des zones non interconnectées doivent permettre de parvenir à l'horizon 2030 à l'autonomie énergétique complète sans distinguer les secteurs.

Comme précisé dans l'avis de l'autorité environnementale, une partie importante – de l'ordre de 20% actuellement – des consommations énergétiques martiniquaises sont liées aux transports maritime et aérien. La PPE n'évoque que très peu de pistes permettant diminuer l'impact de ces deux secteurs.

Bien qu'une politique locale soit indispensable pour mener à bien cet objectif, les initiatives en

¹ Au regard de la faible proportions de véhicules électriques en circulation, les effets sur la qualité de l'air à moyen terme devraient être plutôt marginaux. Ils permettront toutefois de créer une mobilisation et une dynamique incitative.

matière de recherche et d'innovation, ainsi que les changements de comportement doivent en effet, être menées à l'échelle de l'ensemble des territoires ultra-marins et accompagnés par diverses initiatives nationales en matière d'organisation du système de transport aérien, d'augmentation du prix du carbone et de recherche.

Afin de définir précisément les besoins du territoire, une démarche comparative à l'échelle des zones non interconnectées sera effectuée et utilisée pour la révision du document en 2018.

3 Analyse de l'évaluation environnementale stratégique

Tout comme pour la partie 2 concernant l'évaluation de la PPE, certaines réponses aux remarques concernant l'analyse de l'évaluation environnementale stratégique listées ci-après, font l'objet d'une réponse commune :

- L'Ae recommande, lors la révision prochaine de la PPE, d'en reprendre entièrement l'évaluation environnementale en tenant compte notamment des diverses recommandations du présent avis.
- L'Ae recommande de veiller à bien intégrer dans la version de la PPE prévue fin 2018, les différentes recommandations qui n'ont pu être formellement intégrées à la version de 2017.

Le constat est partagé et les recommandations seront mises en œuvre lors de la révision de la PPE débutant dès 2018.

3.1 L'Ae recommande de :

- revoir le volet qualité de l'air et santé à l'aide de données quantitatives et d'élever le niveau d'enjeu qui lui est associé au sein de la PPE
- fournir des valeurs quantitatives des concentrations des principaux polluants atmosphériques et de leur évolution, des nuisances sonores, ainsi que des risques sanitaires induits par ces deux types de pression sur l'environnement.
- revoir l'évaluation des impacts sur la qualité de l'air et d'y adjoindre une évaluation des risques sanitaires.

La question de la qualité de l'air est traitée succinctement dans l'évaluation environnementale stratégique, l'évaluateur considérant que « la majorité des objectifs de la PPE vont entraîner une baisse des émissions de gaz à effet de serre, qui sont des polluants », et que « la baisse de l'utilisation de la voiture, ou le développement de filières énergétiques propres, en remplacement des filières actuelles au fioul permettra d'améliorer la qualité de l'air. Ces effets sont ainsi positifs ou très positifs, direct, à retombées de moyen ou long terme et permanentes. »

L'évaluateur nuance toutefois ses propos en indiquant que « Cependant, il est attiré la vigilance sur le développement de la filière de valorisation thermique des déchets. Cette technique peut, si les meilleurs procédés de l'état de l'art ne sont pas respectés, émettre de nombreuses émissions polluantes. Il est ainsi impératif de prévoir un traitement adéquat des fumées. »

Pour compléter cette analyse et répondre à la remarque de l'Ae, on peut noter les points suivants :

Le secteur de l'énergie fait partie des grands émetteurs de polluants atmosphériques. Les principaux polluants émis par les centrales sont les NO_x, ainsi que les particules fines PM₁₀. Il s'agit également des deux principaux polluants pour lesquels les concentrations dépassent régulièrement les seuils définis par l'Europe. Le tableau ci-dessous reprend pour ces principaux polluants sur l'ensemble du territoire : les valeurs des concentrations, leur évolution et les seuils réglementaires.²

		ZUR										ZR				Réglementation
Dioxyde d'azote	Moyenne annuelle	19 ↓	41 ↓		9		13 ↓		5	2						40 µg/m³ (objectif qualité et valeur limite)
	Maxi horaire	86	186		58		82		105	23						200 µg/m³/h (seuil d'information) 400 µg/m³/h (seuil d'alerte)
	Nb d'heures de dépassements seuil d'information de 200 µg/m³	0 →	0 ↓		0		0 →		0 →	0						
Particules en suspension PM10	Moyenne annuelle	41 ↓					27 ↓	25 ↓	27 *		24					30 µg/m³ (objectif qualité) 40 µg/m³ (valeur limite)
	Nb de jours de dépassements valeur limite journalière de 50 µg/m³	63 ↓					29 ↓	19 ↓	17		19					50 µg/m³ (valeur limite) à ne pas dépasser plus de 35 jours par an
	Maxi jour	95					86	87	78		80					50 µg/m³/j (seuil d'information) ; 80 µg/m³/j (seuil d'alerte)

Illustration 3.1: Synthèse des principaux résultats de mesures des polluants réglementés dans la ZUR et la ZR en 2016, source : Madinair

² ZUR : Zone Urbaine Régionale, ZR : Zone Régionale

• En ce qui concerne les particules fines – PM₁₀³ :

Les particules altèrent la fonction respiratoire. Certaines particules ont des propriétés mutagènes et cancérogènes.

Les particules fines d'origine anthropique sont notamment émises par la combustion de matières fossiles. Elles peuvent donc être émises par la production d'électricité, le transport automobile, les industries. À ces émissions locales, s'ajoute l'apport des brumes de sable sahariennes.

Les centrales électriques se trouvent réparties très ponctuellement sur le territoire. Une grande partie de ces émissions n'est pas respirée par la population, car ces polluants partent en direction de la mer.

Le deuxième grand émetteur de particules fines est le transport routier. Contrairement à la production d'électricité, cette pollution est diffuse sur une grande partie du territoire mais se retrouve principalement sur les grands axes routiers.

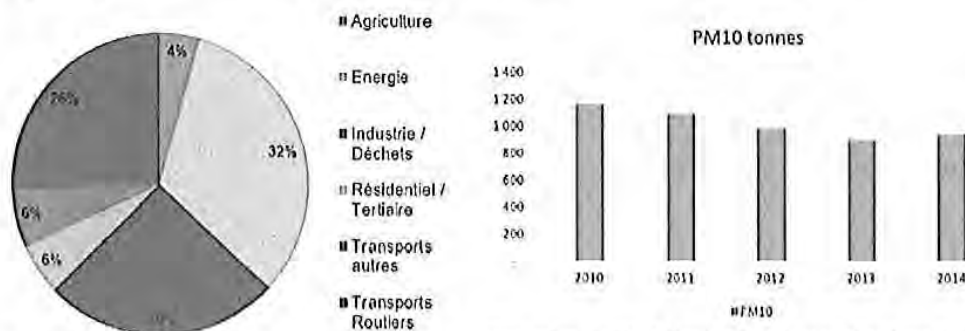


Illustration 3.2: Répartition sectorielle des émissions anthropiques de PM₁₀, source : Madininair

Illustration 3.3: Evolution des émissions anthropiques de PM₁₀ (en tonnes), source : Madininair

La Martinique est régulièrement touchée par le phénomène naturel de « brume de sable ». Les épisodes de brumes de sable désertiques proviennent essentiellement du désert du Sahara et du Sahel. Ces brumes de sable véhiculent des particules fines qui, lorsqu'elles sont inhalées par l'homme, ont des conséquences sur sa santé. Lors d'un épisode de brume de sable, les concentrations de particules fines dans l'air augmentent sur l'ensemble du territoire martiniquais.

Une grande partie des épisodes de pollution de l'air en particules fines en Martinique est observée lorsque des phénomènes de brumes de sable sont signalés.

Pour permettre d'améliorer les connaissances sur la composition des particules désertiques, Madininair va participer à une étude conjointement préparée avec le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, à partir d'octobre 2017, permettant une mesure de la quantité de particules en plusieurs points du territoire de la Martinique mais également de réaliser de la spéciation chimique des particules (étude de composition chimique et de granulométrie).

Cette étude programmée d'octobre 2017 à octobre 2018, permettra de qualifier « la particule désertique » et ainsi de comparer les résultats obtenus aux observations en Martinique.

Dans ce contexte, il est pour l'heure impossible de connaître dans quelle proportion baisseront les

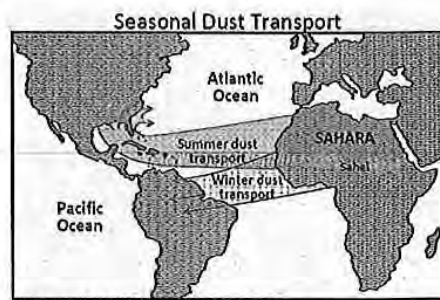


Illustration 3.4: Le phénomène des brumes de sable

³ Les PM₁₀ représentent la catégorie de particules dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres.

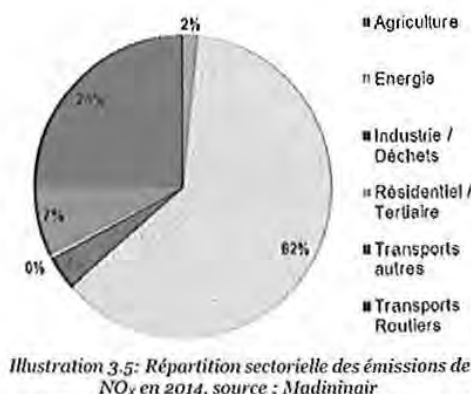
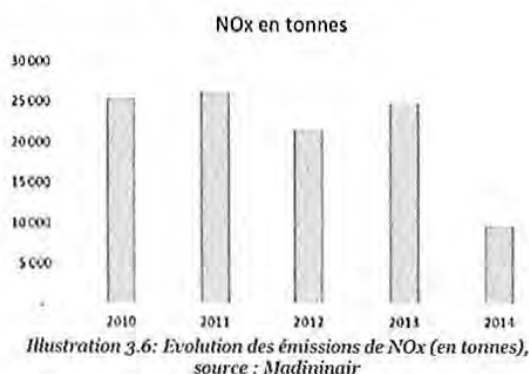
concentrations en particules fines au regard des gains d'émission liés aux objectifs annoncés dans le document.

L'évaluation des impacts liés aux objectifs de la PPE en matière de baisse de concentration des principaux polluants combinés aux résultats permettant de connaître la part naturelle des concentrations en particules fines permettront d'enrichir le volet qualité de l'air et d'élever le niveau d'enjeu lors de la révision du document.

• **En ce qui concerne les oxydes d'azote - NO_x :**

Le NO₂ est un gaz irritant pour les bronches. Chez les asthmatiques, il augmente la fréquence et la gravité des crises. Chez l'enfant, il favorise les infections pulmonaires.

Les oxydes d'azote sont principalement émis lors de la combustion de matières fossiles. En Martinique, la production d'électricité est le principal secteur émetteur. Suivent les transports (automobile, maritime et aérien).



En ce qui concerne la production électrique : Tout comme pour les émissions de PM₁₀ d'origine anthropique, les émissions de NO_x liées à la production d'énergie sont ponctuelles et partent en grande partie en direction de la mer. Les émissions d'oxyde d'azote ont très fortement baissé entre 2013 et 2014 grâce à la mise en service de la centrale électrique de Bellefontaine B en lieu et place de l'ancienne centrale Bellefontaine A.

En ce qui concerne les transports terrestres : L'autre grand secteur contribuant aux émissions en NO_x est le secteur des transports routiers. Contrairement à la production d'électricité, cette pollution diffuse est principalement présente sur les grands axes routiers et par conséquent dans des secteurs urbanisés.

La transition énergétique initiée par la PPE, permettra de réduire ces émissions dues à la production d'électricité et à la mobilité dans une proportion qu'il reste encore à déterminer et fera l'objet d'un point spécifique lors de la révision prévue en 2018.

Il est important de préciser qu'il n'est toutefois pas directement du ressort de la PPE de devoir définir la stratégie permettant la réduction des concentrations de polluants dans l'atmosphère. La PPE doit bien évidemment contribuer à cette démarche.

Pour répondre aux problématiques de qualité de l'air à long terme, la Martinique s'est dotée d'un Plan de Protection de l'Atmosphère en avril 2014. Ce document a pour seul objectif de ramener la concentration des polluants réglementés à des niveaux inférieurs aux normes fixées pour chacun d'entre eux.

Enfin, concernant les risques sanitaires, au regard des effets jugés comme positifs ou très positifs des actions engagées dans la PPE par le bureau d'étude en charge de l'évaluation environnementale stratégique.

3.2 L'Ae recommande d'intégrer les principaux éléments de l'étude d'impact du projet NEMO dans l'évaluation environnementale stratégique de la PPE.

Le résumé non technique de l'étude d'impact du projet NEMO se trouve en annexe du présent document.

3.3 L'Ae recommande de renforcer la précision du volet usage des sols et écosystèmes terrestres afin de disposer des indicateurs d'impact quantitatifs qui permettent d'éclairer les choix stratégiques à l'aune des impacts sur l'environnement.

Bien que les recommandations relatives à l'usage des sols et notamment celles concernant la filière bioéthanol seront traitées lors de la révision du document en 2018, un indicateur permettant de suivre le taux d'utilisation des surfaces polluées est dès à présent incorporé dans le tableau de suivi des impacts de la PPE proposé au point suivant.

3.4 L'Ae recommande aux maîtres d'ouvrage de s'engager sur le tableau de suivi proposé par l'évaluateur, en le complétant, et ce avant la consultation publique.

Les maîtres d'ouvrage de la PPE s'engagent sur le tableau de suivi modifié* suivant.

Nature de l'impact à suivre	Indicateurs de suivi de l'impact	Modalités de suivi
Energie et changement climatique		
Réduction des consommations d'énergie fossiles et développement des EnR	1. Part des EnR sur les consommations d'énergie globale en kWh 2. Consommation totale d'énergie finale (GWh ou tep) 3. Consommation de carburants (GWh ou tep)	Suivi annuel
Réduction des distances parcourues développement des transports urbains	4. Véhicules-km effectués par mode de transport / distance moyenne des déplacements (source : SRCAE) 5. Taux de fréquentation des transports en commun et des plateformes de covoiturage*	Suivi annuel
Réduction des émissions de GES	6. Tonnes de CO2 émises ou évitées en téqCO2	Suivi annuel
Cadre de vie et santé humaine		
Evolution de la qualité de l'air	7. Nombre de dépassements des taux réglementaires en matière de qualité de l'air 8. Indice ATMO 9. Émissions des principaux polluants (NOx, PM10)*	Suivi annuel
Production de déchets	10. Tonnes de déchets collectés, valorisés et réutilisés	Suivi annuel
Ressource en eau		
Dégradation de la qualité des eaux terrestres et marines	11. Suivi de la qualité des eaux douces* (source : SDAGE et DCE)	Suivi mensuel / annuel (suivi à adapter également avant et après aménagements)
Pollutions du sol et consommation d'espace		
Evolution de l'occupation du sol	12. Superficie des espaces artificialisés (en ha, source : DAAF) 13. Superficie des espaces agricoles (en ha, source : DAAF) 14. Superficie des espaces naturels (en ha, source : DAAF) 15. Taux d'utilisation des surfaces polluées*	Suivi annuel

3.5 L'Ae recommande de revoir le résumé non technique avec une vision plus synthétique et didactique ainsi que de prendre en compte, dans la nouvelle version, les conséquences des recommandations du présent avis.

Le résumé non technique sera modifié en conséquence en vue de la consultation du public.

* Les indicateurs modifiés ou créés apparaissent avec une * dans le tableau.

4 Annexes

- Résumé non technique du projet d'énergie thermique des mers : NEMO.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-449-1-DE
Date de télétransmission : 11/12/2017
Date de réception préfecture : 11/12/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-449-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) ET LE COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS (CRPEM) RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'UNE MACHINE À GLACE SISE SUR LE PORT DE PÊCHE DE CASE-PILOTE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Conseil général de Martinique n°CP/802-15 du 1^{er} octobre 2015 portant gestion de la machine à glace et fixation de la tarification sur le port de pêche départemental de Case-Pilote ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Considérant la demande formulée par le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPEM) ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 13 novembre 2017 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPEM) ayant pour objet la mise à disposition de la machine à glace sise sur le port de pêche territorial de Case-Pilote, aux fins de gestion et d'entretien.

ARTICLE 2 : La convention mentionnée à l'article 1 et annexée à la présente est consentie à titre gratuit. Le CRPEM s'engage à procéder à la maintenance régulière de l'équipement, au remplacement des pièces d'usure, au paiement de consommation des fluides (eau, électricité), en contrepartie des recettes engrangées par la vente de glace.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



Annexe à la délibération n°17-449-1



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
D'UNE MACHINE A GLACE
SISE SUR LE PORT DE PECHE TERRITORIAL DE CASE PILOTE**

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) dont le siège est à rue Gaston Defferre CS 30137 - 97201 Fort de France Cedex, représentée par le Président du Conseil Exécutif, Monsieur Alfred MARIE-JEANNE

d'une part,

Et

Le Comité Régional de Pêche et des Elevages Marin (CRPEM) dont le siège est à Immeuble de la SEEN - Zone industrielle de la Lézarde - 97232 Le Lamentin, représenté par son Président, M.

d'autre part,

Vu la loi n2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° de l'Assemblée de Martinique autorisant le Président du Conseil Exécutif à signer la présente convention



IL EST EXPOSE EN PREAMBULE

La machine à glace de Case Pilote gérée directement par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) tant au niveau de la maintenance (contrat de maintenance) qu'en terme de vente de cartes prépayées, par le biais d'une régie de recettes, permettrait aux professionnels de la pêche d'accéder à la machine à glace de façon autonome.

Compte tenu des difficultés que cela représente aujourd'hui pour les services concernés de la collectivité, il a été décidé de mettre cette machine à glace à disposition du Comité Régional de Pêche et des Elevages Marins (CRPEM) qui dispose d'une solide expérience.

Aussi, la présente convention qui définit les obligations et responsabilités des parties, est établie entre la CTM et le CRPEM qui a accepté d'assurer la gestion et l'entretien de la machine à glace de Case Pilote.

PUIS CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition du Comité Régional de Pêche et des Elevages Marins (CRPEM), aux fins de gestion et d'entretien, l'équipement désigné à l'article 2 et situé dans l'enceinte du port de pêche territorial de Case Pilote.

Article 2 : Désignation

L'équipement mis à disposition est défini de la façon suivante :

* Un silo orbital de stockage de glace d'une capacité de 7 tonnes de glace/jour. Elle est équipée d'un système de distribution automatique de glace fonctionnant via un appareil à cartes. La carte permet la délivrance de 50 kg de glace minimum soit l'équivalent de 4,50 € ; la tonne étant fixée à 80 €.

L'ensemble est constitué d'une structure porteuse métallique et d'un équipement froid de marque Gégéglace composé d'un générateur de glace Pack 33, d'un silo S5 et de vis de pesage S2-S5, pour un investissement de : 353 000 €

Article 3 : Destination des ouvrages

Le bien ainsi mis à disposition est principalement destiné à l'avitaillement des professionnels de la pêche et annexes.

Article 4 : Redevance

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Article 5 : Les obligations de la CTM

1) La CTM est propriétaire et maître d'ouvrage de l'équipement désigné à l'article 2 de la présente convention.

A ce titre, la CTM est responsable des travaux de grosses réparations lorsque que l'équipement est arrivé en fin de vie, soit au bout de 15 ans environ (intervention sur la structure porteuse et changement du générateur).

En aucun cas, elle ne prendra en charge les détériorations provenant d'un manque d'entretien, d'un usage abusif, d'un défaut de surveillance.

2) Par ailleurs, la CTM s'engage à souscrire une assurance couvrant les sinistres pouvant affecter son équipement ainsi que les responsabilités qui en découlent.

Article 6 : Les obligations du CRPEM

Le CRPEM :

1) assurera l'entretien régulier de l'équipement défini à l'article 2 selon les indications annexées à la présente convention, à savoir :

- la fréquence des entretiens et surveillance précisés en page 2 du document joint.
- le remplacement des pièces d'usure indiquées en page 5 du document joint, en contrepartie des recettes engrangées par la vente de la glace.

Il fournira un bilan semestriel des dépenses effectuées dans le cadre de cette gestion.

Il prendra en charge :

- les frais de consommation électrique de l'équipement ;
- les frais de consommation d'eau afférents.

2) devra obligatoirement présenter un contrat de maintenance préventive et curative et cet équipement conformément aux termes du cahier des charges joint.

3) organisera les conditions d'utilisation en toute sécurité de l'équipement désigné à l'article 2 de la présente convention.

4) contractera auprès d'un assureur les garanties couvrant les événements et dommages pouvant être occasionnés aux tiers et au bien au cours de son utilisation. Cette police d'assurance devra être produite à tout moment à la CTM à sa demande.

5) s'engage à signaler à la CTM, expressément et dans les meilleurs délais, les dégradations et atteintes portées au patrimoine de la collectivité, dont les réparations sont à la charge du maître d'ouvrage.

6) fera son affaire de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant l'utilisation de la machine à glace.

Article 7 : Durée

1) La présente convention est conclue pour une durée de (6) ans, à compter la signature des parties, et renouvelable par tacite reconduction tous les 6 ans, sous réserve que la gestion confiée est assurée conformément aux clauses précitées.

Article 8 : Résiliation

1) La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties suivant un préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

2) D'autre part, la présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non-respect de ses dispositions par l'une ou l'autre des parties, après mise en demeure restée sans effet plus d'un mois à compter de la notification.

Article 9 : Résolution de litige

Les contestations qui s'élèveraient entre les cocontractants au sujet de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention et qui n'ont pu faire l'objet d'un règlement amiable, seront portées devant le Tribunal Administratif de Martinique.

Fait à Fort de France, le

(en deux (02)
exemplaires)

Monsieur le Président
du CRPEM

Monsieur le Président
du Conseil Exécutif

Reçu notification, le



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-450-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-450-1

PORTANT CRÉATION D'UN «AMÉNAGEMENT DE PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) » SUR LE SITE DE PÊCHE DE LA BAIE DES MULETS AU VAUCLIN

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-248-1 du 26 juin 2017 portant modification de l'article 1^{er} de la délibération du Conseil Général de la Martinique n°CG/36-95 des 27 et 28 juin 1995 adoptant la création du site de "taupinière" au Diamant comme port départemental – proposition de le classer en APIT ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 13 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 10 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'un Aménagement de Pêche d'Intérêt Territorial (APIT) sur le site de la « Baie des Mulets », situé sur le territoire de la Commune du Vauclin.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté délibéré en Conseil exécutif, toutes dispositions utiles à la création de cet APIT, y compris la mise en place des financements et participations (Fonds européens, Etat) nécessaires à la réalisation des équipements sur le site de la « Baie des Mulets » au Vauclin.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISA





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-451-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-451-1

PORTANT LANCEMENT DE LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE MARTINIQUE (PADDMA) PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le lancement de la procédure d'élaboration du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA) par la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute disposition nécessaire au lancement de la procédure d'élaboration du document.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 15 abstentions, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-452-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-452-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION D'AMORÇAGE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) À MARTINIQUE TRANSPORT

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR: CTRX1632510X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-229-1 du 4 octobre 2016, portant transferts de charges à MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR: CTRX1632505X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-230-1 du 4 octobre 2016, portant adaptation du versement transport en Martinique, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR: CTRX1632506X ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission transports le 13 novembre 2017 ;
Considérant les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT adoptés le 12 décembre 2016 et enregistrés en Préfecture le 30 décembre 2016, notamment l'article 9.4.1 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à MARTINIQUE TRANSPORT n'ont pas pris part au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont autorisés l'attribution et le paiement d'une dotation d'amorçage de la Collectivité Territoriale de Martinique à MARTINIQUE TRANSPORT, Autorité Organisatrice Unique de Transport et de la Mobilité, s'élevant à un montant de cinq cent quatre-vingt mille euros (580 000 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 938 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, avec 11 abstentions en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-453-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-453-1

PORTANT CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) AU BUDGET PRIMITIF 2017 DE MARTINIQUE TRANSPORT

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-228-1 du 4 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR: CTRX1632510X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-229-1 du 4 octobre 2016, portant transferts de charges à MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR: CTRX1632505X ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-230-1 du 4 octobre 2016, portant adaptation du versement transport en Martinique, publiée au Journal Officiel de la République française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR: CTRX1632506X ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission transports le 13 novembre 2017 ;

Considérant les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT adoptés le 12 décembre 2016 et enregistrés en Préfecture le 30 décembre 2016, notamment l'article 9.2 ;

Considérant que MARTINIQUE TRANSPORT a adopté en sa séance du Conseil d'administration du 06 avril 2017 son budget primitif au titre de l'exercice budgétaire 2017 ;

Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique administrateurs à MARTINIQUE TRANSPORT n'ont pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Le montant de la contribution de la Collectivité Territoriale de Martinique au budget 2017 de MARTINIQUE TRANSPORT, Autorité Organisatrice Unique de Transports et de la Mobilité, est fixé à quarante trois millions cinq cent trente six mille quatre cent soixante douze euros (43 536 472 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante sera imputée au chapitre 938 du budget de la Collectivité territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés, avec 24 voix pour et 11 voix contre en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-454-1-DE
Date de télétransmission : 16/11/2017
Date de réception préfecture : 16/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-454-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE COMPLÉMENTAIRE À LA SAEM-PSRM DU GALION AU TITRE DE L'ANNÉE 2016

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n°16-419-1 portant octroi d'une subvention d'équilibre à la SAEM-PSRM du Galion au titre de l'année 2016 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif, présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du développement durable et de l'énergie, de l'économie bleue (plaisance, métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité le 7 novembre 2017 ;

Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 9 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la SAEM-PSRM du Galion, une subvention complémentaire plafonnée à sept cent quatre vingt dix sept mille euros (797 000 €) au titre de complément de la dotation d'équilibre de l'année 2016.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités fixées par convention.

La liquidation est programmée à titre indicatif comme suit : 100% en crédit de paiement 2017.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



ANNEXE A LA DELIBERATION N°17-454-1



REPUBLIQUE FRANCAISE

CONVENTION N° xxxxxxx

**Définissant les conditions d'attribution et d'utilisation d'une subvention
à la SAEM-PSRM du Galion
au titre de complément de la dotation d'équilibre de l'exercice 2016**

Entre

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par le Président du Conseil exécutif, agissant aux termes de la délibération n° xxxxxxx.

Et

La Société Anonyme d'Economie Mixte de Production Sucrière et Rhumière de la Martinique (SAEM-PSRM) du Galion, ci-après dénommée SAEM-PSRM du Galion, représentée par son Président M. Richard BARTHELERY,

IL A ETE DECIDE ET CONVENU CE QUI SUIT

Article 1. Objet

La présente convention qui régit les rapports entre les parties, a pour objet de fixer les conditions d'attribution et d'utilisation du complément de la dotation d'équilibre accordée à la SAEM-PSRM du Galion au titre de l'exercice 2016.

Article 2. Nature et étendue de l'intervention

Ce complément de dotation d'équilibre de la Collectivité Territoriale de Martinique est plafonné à un montant de **SEPT CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE EUROS (797 000 €)**.

Article 3. Obligations des parties

1) SAEM-PSRM DU GALION :

La SAEM-PSRM du Galion, dans le cadre de l'opération visée, s'engage à :

- faciliter le contrôle par la Collectivité de l'utilisation des fonds alloués,

- adresser à la Collectivité Territoriale de Martinique le bilan, les comptes certifiés et les soldes intermédiaires de gestion relatifs à l'exercice 2017 avant le 31 décembre 2018.

2) La Collectivité Territoriale de Martinique

La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à mandater à la SAEM-PSRM du Galion une dotation d'équilibre plafonnée à **SEPT CENT QUATRE VINGT DIX SEPT MILLE EUROS (797 000 €)**, imputée au chapitre 936-6312, article 6574 du budget territorial.

Article 4. Modalités de mandatement de la participation de la Collectivité

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique sera mandatée en totalité soit 797 000 €, dès que la présente convention sera exécutoire ;

Article 5. Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La Collectivité Territoriale de Martinique pourra exiger le reversement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.

Article 6. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives de la présente convention sont :

- le présent document,
- la délibération n° XXXX,
- la délibération n° XXX.

Fait à Fort-de-France, en quatre exemplaires originaux.

Pour La SAEM-PSRM du Galion

Le Président

**Pour la Collectivité Territoriale
de Martinique**

Le Président du Conseil exécutif



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-456-1-DE
Date de télétransmission : 22/11/2017
Date de réception préfecture : 22/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-456-1

PORTANT RACCORDEMENT EN FIBRE OPTIQUE, COUVERTURE HAUT ET TRÈS HAUT DÉBIT DES SITES PRIORITAIRES ET QUARTIERS EN ZONE RURALE

APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christlane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christlane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Joslane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le programme opérationnel – Fonds Européens Agricole de Développement rural (FEADER) 2014-2020 ;
Vu le Programme de Développement Rural de Martinique 2014-2020, notamment l'axe 7- sous-mesure 7- 3-1 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil Régional de Martinique n° 15-1983-1 du 30 octobre 2015 approuvant le projet de mise en œuvre de la montée en débit et du raccordement en fibre optique de sites stratégiques prioritaires ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, Conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 13 novembre 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé le plan de financement relatif à l'opération « Raccordement en fibre optique, couverture haut et très haut débit des sites prioritaires et quartiers en zone rurale » comme suit :

Collectivité Territoriale de Martinique (15%)	765 000,00 €
Union Européenne (85%)	4 335 000,00 €
Coût de l'opération	5 100 000,00 €

ARTICLE 2 : Les crédits correspondants sont inscrits en dépenses et en recettes au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil exécutif pour prendre toutes mesures utiles et signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-457-1-DE
Date de télétransmission : 16/11/2017
Date de réception préfecture : 16/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-457-1

PORTANT ACQUISITION PAR LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE DE LOCAUX ET PLACES DE PARKING APPARTENANT À LA SACMARDIDEL SITUÉS AU CENTRE DELGRÈS À FORT-DE-FRANCE PASSATION D'UNE PROMESSE DE VENTE

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu la proposition d'acquisition de locaux faite par la SACMARDIDEL à la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu l'estimation du Service de France Domaine en date du 17 juillet 2017 ;

Vu l'offre de prix de la SACMARDIDEL, après négociation, d'un montant de 450 000 euros ;

Considérant la réorganisation spatiale des services ;

Considérant l'intérêt que représentent les locaux proposés pour le relogement des services ;

Considérant que la Collectivité est déjà propriétaire de locaux au Centre Administratif Delgrès ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée l'acquisition par la Collectivité Territoriale de Martinique de locaux d'une superficie de 480 m² situés au 1^{er} étage (escaliers A et B) de l'immeuble 1 et de 20 places de parking, propriété de la SACMARDIDEL, au « Centre Delgrès » - Morne Dillon à Fort-de-France.

ARTICLE 2 : L'acquisition mentionnée à l'article 1 se fait au prix de quatre cent cinquante mille euros (450 000 €).

ARTICLE 3 : Est autorisée la passation d'une promesse de vente aux fins notamment de prise de possession et jouissance anticipées des locaux concernés par la Collectivité.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est prélevée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer l'acte d'acquisition, ses annexes, la promesse de vente et tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-458-1-DE
Date de télétransmission : 28/11/2017
Date de réception préfecture : 28/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-458-1

APPELS A MANIFESTATION D'INTÉRÊT AGENCE FRANCE ENTREPRENEUR/COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE TERRITOIRES FRAGILES

L'An deux mille dix-sept, le quatorze novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Madame Marianne TORPILLE, Conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Considérant que le conseil d'administration de l'Agence France Entrepreneur (A.F.E.), a donné un avis favorable à la candidature de la Martinique, en réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêts (A.M.I.) sur les Initiatives structurantes pour l'entrepreneuriat dans les territoires fragiles, lancé à destination des Régions et Métropoles ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêts (A.M.I) de l'Agence France Entrepreneur (A.F.E), l'Assemblée de Martinique autorise le lancement des trois (3) appels à projets pour :

- Créer un réseau unique des accompagnateurs
- Accompagner la performance globale de l'entreprise
- Favoriser l'émergence de talents dans les territoires fragiles.

ARTICLE 2 : Est approuvé le plan de financement défini comme suit, et relatif aux projets retenus dans le cadre des appels à projets mentionnés à l'article 1 :

AFE 350 000 € (trois cent cinquante mille euros)

CTM 350 000 € (trois cent cinquante mille euros)

TOTAL 700 000 € (sept cent mille euros)

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée aux chapitres 936 et 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre les dispositions nécessaires et signer tous les actes ou documents inhérents à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171114-17-459-1-DE
Date de télétransmission : 15/11/2017
Date de réception préfecture : 15/11/2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°17-459-1

MOTION POUR LA RE-ETATISATION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

L'An deux mille dix-sept, le 14 novembre, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE (procuration à Jenny DULYS-PETIT), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Félix CATHERINE (procuration à M. Fred LORDINOT), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-Frantz TINOT), Yan MONPLAISIR (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Sandra VALENTIN (procuration à Patricia TELLE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Depuis décembre 2015, la Martinique vit sous le régime d'«une collectivité territoriale de la République, régie par l'article 73 de la Constitution qui exerce les compétences attribuées à un département d'outre-mer et à une région d'outre-mer et toutes les compétences qui lui sont dévolues par la loi pour tenir compte de ses caractéristiques et contraintes particulières».

C'est pour répondre à cette spécificité, avec notamment le poids du Revenu de Solidarité Active dans son budget de fonctionnement (35 000 bénéficiaires, 74 millions d'euros de reste à charge en 2017) que les Conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en Assemblée plénière le 14 novembre 2017 à Plateau Roy, Schœlcher :

Réaffirment leur volonté de mettre en œuvre des politiques publiques de développement et d'accompagnement social pour les Martiniquais en situation de précarité ;

Rappellent l'importance des restes à charge hérités des transferts de compétence de l'Etat vers les collectivités départementale et régionale depuis 2005 qui ont été évalués à près de 600 millions d'euros ;

Demandent au Président de la République, au Premier Ministre et à la Ministre des Outre-Mer de retenir la Martinique comme territoire d'expérimentation de la re-étatisation du Revenu de Solidarité Active pour l'année 2018.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 4 abstentions, en sa séance publique du 14 novembre 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171109-2017-PAM-18-AR
Date de télétransmission : 09/11/2017
Date de réception préfecture : 09/11/2017

ARRETE N° 2017 PAM - 18 du 9 novembre 2017

Annulation et remplacement de l'arrêté n°2017 PAM-15 du 15 septembre 2017 portant désignation de deux représentants supplémentaires de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et de d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code rural et de la pêche maritime ;
Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, et notamment son article 67 ;
Vu le décret n° 90-187 du 28 février 1990 modifié relatif à la représentation des organisations syndicales d'exploitations agricoles ;
Vu le décret n° 2015-778 du 29 juin 2015 relatif aux commissions régionales de la forêt et du bois ;
Vu le décret n° 2016-1885 du 26 décembre 2016 relatif aux commissions de la forêt et du bois pour les collectivités d'outre-mer et modifiant certaines dispositions du code forestier ;
Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique du 18 décembre 2015, procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-18 du 19 janvier 2016 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et de d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-24-16 du 16 février 2016 donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations au sein d'organismes extérieurs ;
Vu l'arrêté n°2017-PAM-15 du 15 septembre 2017 portant désignation de deux représentants supplémentaires de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et de d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique ;
Vu les statuts de la Société d'Aménagement Foncier et de d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique, notamment son article 19 alinéa 5 ;
Considérant que l'âge maximum fixé pour l'exercice des fonctions d'administrateur et des fonctions de Président du conseil d'administration est de soixante-dix ans;

ARRETE

Article 1 : Est annulé, l'arrêté n°2017-PAM-15 du 15 septembre 2017 portant désignation de deux représentants supplémentaires de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et de d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique.

Article 2 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et de d'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique, et en complément des conseillers déjà désignés par délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-18 du 19 janvier 2016, les conseillers territoriaux suivants :

Monsieur Denis LOUIS-REGIS
Madame Catherine CONCONNE.

Article 3 : Les représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du conseil d'administration de la Société d'Aménagement Foncier et de l'Établissement Rural (SAFER) de la Martinique sont les suivants :

Monsieur Gilbert COUTURIER
Madame Nadia LIMIER
Madame Nadine RENARD
Madame Kora BERNABE
Monsieur Denis LOUIS-REGIS
Madame Catherine CONCONNE.

Article 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié aux intéressés.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





République Française

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20171120-2017-PAM-19-AR
Date de télétransmission : 20/11/2017
Date de réception préfecture : 20/11/2017

ARRETE N°2017 - PAM - 19 du 20 NOV. 2017

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CTCA) pour le 2^{ème} collège (représentants les institutions) de chacune des formations spécialisées Personnes Âgées et Personnes Handicapées

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n°2016-1206 du 7 septembre 2016 relatif au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie, notamment son art.D149-4-2°-a ;

Vu le décret n° 2016-1454 du 28 octobre 2016 portant adaptation aux départements d'outre-mer et à des collectivités d'outre-mer des dispositions relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie et à la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées.

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°17-132-1 de l'Assemblée de Martinique portant mise en place du Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie (C.T.C.A.) en application de l'article 81 de la loi n°2016-1770 du 28 décembre 2015 portant adaptation de la société au vieillissement et du décret n°2016-1206 du 7 septembre 2016 ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil Territorial de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CTCA) pour le 2^{ème} collège (représentants les institutions) de chacune des formations spécialisées Personnes Âgées et Personnes Handicapées, les conseillers suivants :

La formation spécialisée Personnes Âgées :

Titulaires : - Madame Stéphanie NORCA
- Madame Christiane BAURAS.

Suppléants : - Monsieur Raphaël MARTINE
- Madame Marie-Frantz TINOT.

La formation spécialisée Personnes Handicapées :

Titulaires : - Madame Diane MONTROSE
- Madame Josiane PINVILLE.

Suppléants : - Madame Patricia TELLE
- Madame Maryse PLANTIN.

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

